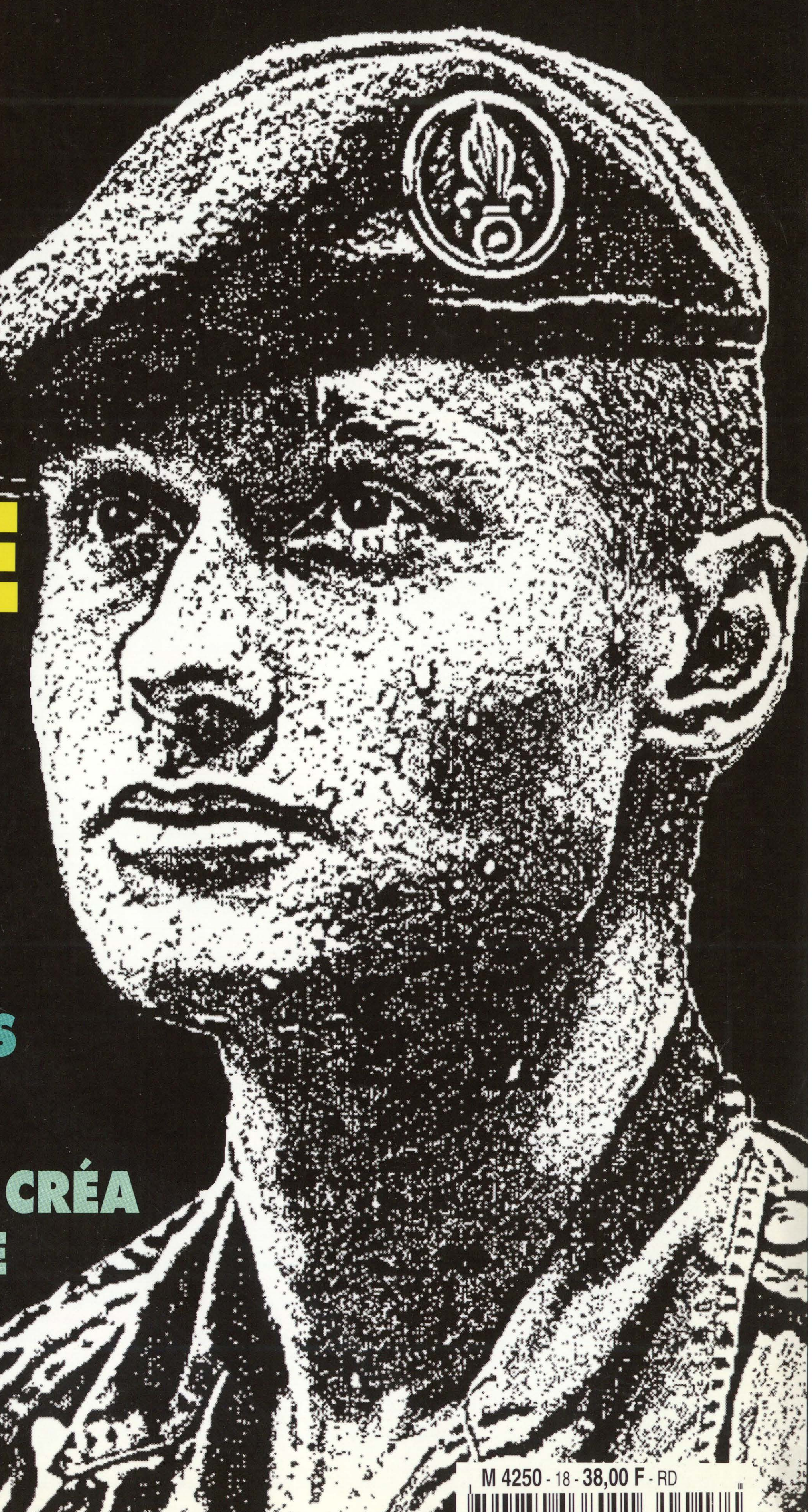
ENQUÊTE SUR
l'histoire
Novembre – Décembre 1996 ▲ N° 18 ▲ 38 F

DOSSIER : L'ARMÉE DE MÉTIER



LA FRANCE ET SON ARMÉE

- CES BATAILLES QUI ONT FAIT LA FRANCE
- LES ARMÉES DE L'ANCIEN RÉGIME
- LES VRAIS SOLDATS DE LA RÉVOLUTION
- ET LA RÉPUBLIQUE CRÉA LE SERVICE MILITAIRE
- QUAND L'ARMÉE EST UN ENJEU POLITIQUE

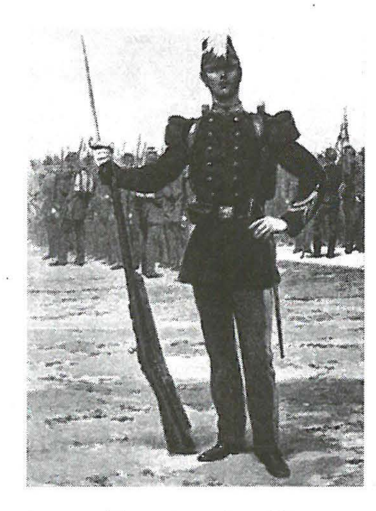
M 4250 - 18 - 38,00 F - RD

La France et son armée



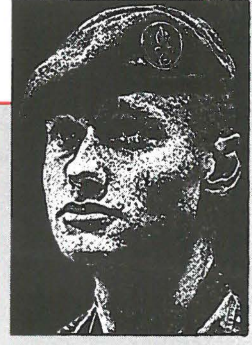
Sceau du seigneur de Corbeil, 1196.

Louis XIV en guerre.



Élève de Saint-Cyr, 1885.

En couverture :
Un légionnaire



Directeur de la Rédaction : Dominique Venner
Directeur de la publication et gérant : Gérald Penciolelli
Directrice artistique : Céline Puybareau-Manaud
Secrétaire de rédaction et Relations publiques : Véronique Villain

Ont collaboré à ce numéro :
Jean-Paul Angelelli, Philippe Bernard, Jean-Joël Brégeon, Adrien Brocard, Guy Chambarlac, Gilbert Comte, Philippe Conrad, Dominique Gardes, Raoul Girardet, Patrick Jansen, Jean Kappel, Jean Mabire, Macha Manski, Virginie Tanlay, Frédéric Valloire, Éric Vatré, Charles Vaugeois, Dominique Venner, Pierre Vial, Henri de Wailly.

Enquête sur l'histoire
est édité par la société EC2M,
Sarl au capital de 50 000 F. RC Paris B 385 099 528.
Siège social : 60 Bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél.: 01.40.05.10.08
Imprimerie Maulde et Renou.
N° de commission paritaire 80171. Dépôt légal à parution ISSN 1166-1232
Bulletin d'abonnement et Bon de commande encartés
non numérotés entre les pages 34 et 35.

Actualité de l'histoire

EN BREF

Traditions indo-européennes

L'Inde constitue un conservatoire ininterrompu depuis quarante siècles de la tradition indo-européenne. Dans la dernière livraison de la revue *Antaïos*, des textes d'intellectuels hindous, mais aussi d'Alain Daniélou, indianiste français reconnu, de Jean Vertemont, auteur d'un *Dictionnaire des mythologies indo-européennes*, de Michel Maffesoli, etc., évoquent ce prestigieux passé pré-chrétien. Signalons également la contribution du professeur Renato Del Ponte, qui fut le secrétaire particulier de Julius Evola, sur l'évolution du courant païen romain au XX[e] siècle.

Antaïos (Boîte 168, 2, rue Washington, B.1050 Bruxelles), n° 10. 224 pages, 105 F.

Le pont Alexandre III a cent ans

Il y a tout juste cent ans, le 7 octobre 1896, à Paris, sur le quai de la Conférence, face à l'esplanade des Invalides, était posée la première pierre du pont Alexandre III, en présence du tsar Nicolas II et de la tsarine Alexandra Fedorovna.
Le couple impérial répondait à l'invitation du président Félix Faure, qui entendait marquer par ce voyage officiel la consolidation de l'alliance franco-russe. Alexandre III, père de Nicolas II avait été en 1891 l'initiateur de cette alliance historique dont l'édification du pont symbolisait la persistance. La clé de voûte de l'arche, en amont, ainsi que les 28 candélabres dressés sur le parapet portent les armes de la Russie impériale, un blason à l'effigie de saint Georges, le saint patron des Russes, surmonté de l'Aigle impériale à deux têtes. Des travaux de restauration, entrepris à l'initiative de la Ville de Paris ont rendu au pont son aspect d'origine.

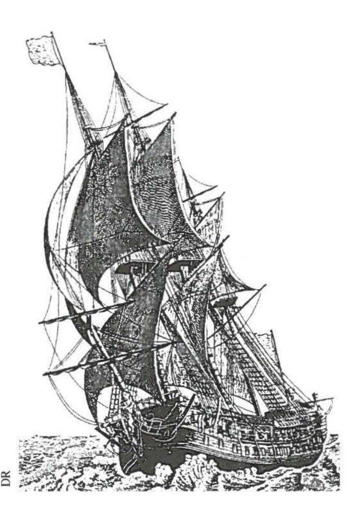
Le transfert du musée de la Marine

De très vives protestations ont accompagné l'annonce par le président de la République d'un transfert du musée de la Marine, pour céder la place à l'éventuel musée des « Civilisations et des Arts premiers », dont la création est vivement contestée par nombre d'universitaires et d'ethnologues français. Les collections du musée de la Marine, installées depuis 1943 au palais de Chaillot, sont prestigieuses. Elles témoignent de toute l'épopée maritime française, dont elles retracent l'histoire, du XVII[e] siècle à la fin de la marine à voile. Elles comptent des gréements du XVIII[e] siècle, des maquettes d'époque, des vestiges de l'*Astrolabe*, de la *Boussole* de La Pérouse, du *Pourquoi pas ?* du commandant Charcot. On y admire aussi les sculptures de poupe de la *Réale*, le navire amiral des galères de Louis XIV. Un « déménagement » ferait encourir des risques énormes à ces pièces inestimables. Son coût serait prohibitif. De surcroît, à l'instant où nous écrivons, on ignore le site éventuellement assigné à une nouvelle implantation. Aucun lieu dans la capitale n'a été proposé. Le navigateur Éric Tabarly a pris la tête d'un comité de soutien qui s'oppose au transfert du musée de la Marine, fort déjà de 10 000 signatures.

Musée de la Marine, 17, place du Trocadéro, 75116 Paris. Tél : 01 45 53 31 70.


SIPA

Nicolas II.


DR

Vaisseau de ligne.

Un modèle pour Tintin

Dans leur numéro de septembre, *Les Cahiers de Bédésup*, publient un document étonnant sur l'origine du personnage de Tintin, dont Pierre Assouline dans sa récente biographie d'Hergé (Plon) semble ignorer l'existence. Ce document est un inédit de Léon Degrelle. Celui-ci rappelle tout d'abord ses liens d'amitié avec Hergé à l'époque où ils étaient étudiants, bien avant les activités politiques du futur chef rexiste. C'est en lisant un reportage rocambolesque effectué par Degrelle au Mexique qu'Hergé aurait eu l'idée du personnage de Tintin dont le jeune Degrelle fut ainsi le modèle. Hergé, qui n'eut aucune activité politique n'en conserva pas moins son amitié à son compagnon de jeunesse. Arrêté quelques instants lors de la libération de la Belgique, il aida toujours généreusement ceux des épurés qu'il avait connus autrefois.

Les Cahiers de Bédésup (BP 14, 13234 Marseille Cedex 4), n° 74/75, 150 pages, 140 F.

Les droites allemandes

Depuis la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, la réunification allemande est redevenue l'une des grandes interrogations historiques de notre temps. L'événement s'est accompagné de l'apparition de nouvelles droites animées par de jeunes intellectuels se qualifiant eux-mêmes de « génération 89 ». L'un des personnages représentatifs de ces nouveaux courants est l'auteur dramatique à succès Botho Strauss, ex-figure de proue de la gauche libérale. Le numéro 86 de la revue *Éléments* (octobre 1996, 35 F) consacre un important dossier à ces nouvelles droites, notamment à Botho Strauss et à l'hebdomadaire *Junge Freiheit*, dont l'un des rédacteurs, Hans von Sothen, confie à la revue : *« Force est de constater que nous devons décider d'ici quelques années si l'Allemagne doit cesser d'être un État national. Ce qui a des implications lourdes de conséquences pour notre culture et, d'une manière générale, pour notre identité. Cela ne peut laisser indifférent quiconque se décrit comme "national" ou comme conservateur. Notre combat politique est dirigé avant tout contre les tentatives d'élimination de notre souveraineté et, par là même, contre les desseins du chancelier Kohl. Sa politique européenne se soldera par la suppression* de facto *de la nationalité allemande, de la monnaie allemande. Nous aurons perdu tout droit à l'autodétermination. »*

EXPOSITIONS

Les 150 ans de l'École française d'Athènes

C'est Louis-Philippe qui fonda en 1846 l'École française d'Athènes, comme *« école de perfectionnement pour l'étude de la langue, de l'histoire, des antiquités grecques »*. C'est aujourd'hui le plus ancien établissement scientifique français à l'étranger. Longtemps, l'École française d'Athènes s'est identifiée aux fouilles des grands sites archéologiques grecs, Argos, Delos, Delphes... Pour célébrer son 150[e] anniversaire, une exposition évoque à Athènes avec des

maquettes, des plans, des photographies, l'ensemble des travaux qu'elle a menés, et qui ont contribué à la connaissance de l'histoire grecque. L'exposition sera présentée à Paris au printemps prochain.

150 ans de fouilles de l'École française d'Athènes. Athènes, Musée national, jusqu'au 1er décembre. Paris, chapelle de la Sorbonne, en avril et mai 1997.

Soldats de plomb

Paris s'apprête à accueillir une grande partie de la formidable collection de soldats de plomb amassée par le milliardaire américain Malcom Forbes, et aujourd'hui conservée à Tanger, au palais Menboud, l'une des résidences de Forbes. Les amateurs de figurines miniatures pourront admirer près de 40 000 pièces provenant des fabricants les plus cotés (Mignot, Lucotte, Britain, Heyde...) et qui parfois, assemblées, reconstituent des scènes complètes de parade, des défilés, ou même de grandes batailles. Sans oublier les figurines représentant les grands chefs militaires de tous les temps : Hannibal, Napoléon, Wellington, Lee...

Soldats de plomb. L'armée de Malcom Forbes. Le Louvre des Antiquaires. 2, place du Palais-Royal, 75001 Paris. Tél. : 01 42 97 27 20. Du 29 novembre 1996 au 2 mars 1997.

Le duché de Bourgogne

Philippe Le Bon, troisième prince de Valois, duc de Bourgogne, est né il y a tout juste six cents ans. Une exposition commémore à Dijon cet anniversaire. Elle se propose de retracer l'ascension de la dynastie qui en quatre générations, jusqu'à Charles le Téméraire – grâce à une habile politique d'alliances matrimoniales – édifia aux frontières du royaume de France et de l'Empire germanique un domaine considérable. Philippe le Bon (1396-1467), surnommé le « Grand Duc de Ponan », acquit la stature d'un véritable souverain européen. Cartes, arbres généalogiques, monnaies, lettres patentes... évoquent un règne qui inventa la politique de cour et son rituel, imitée ensuite par l'Espagne et par la France.

Philippe Le Bon et l'État bourguignon. Archives départementales de la Côte d'Or. 8, rue Jeannin. 21000 Dijon. Tél : 03 80 63 66 98. Jusqu'à fin décembre.

« CAPITAINE CONAN », UN FILM DE BERTRAND TAVERNIER

Un pamphlet antimilitariste

« La guerre, par une pente fatale, aboutit à Conan, type parfait du guerrier. Celui qui s'embarrasse du bien-fondé de ce qu'il fait ne fait pas la guerre », écrivait Roger Vercel dans *Capitaine Conan*, le roman (prix Goncourt 1934) adapté au cinéma par Bertand Tavernier.

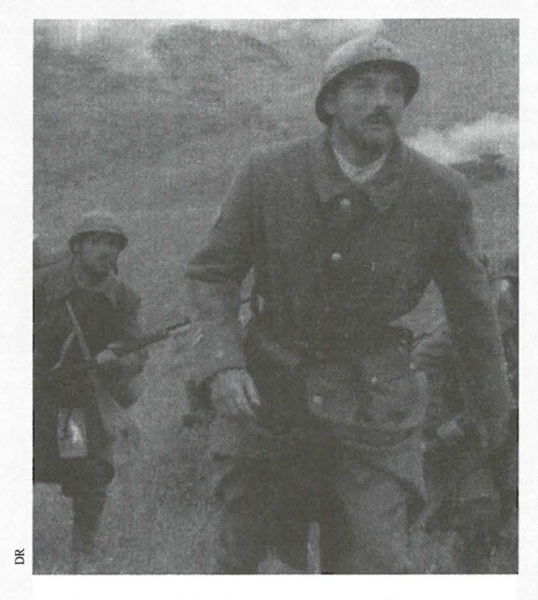
« Nous sommes des guerriers, pas des soldats », dit Conan des hommes de son commando ; une cinquantaine de « têtes brûlées », des disciplinaires, auxquels on a confié le plus sale boulot : « nettoyer » les tranchées ennemies en s'y infiltrant la nuit, silencieusement, étriper tout ce qui vit au couteau, sans pitié, les yeux dans les yeux.

Capitaine Conan a pour cadre un épisode mal connu de la Première Guerre mondiale situé dans les Balkans où l'armée d'Orient, composée de 180 000 hommes (Français, Anglais, Italiens, Serbes) combattait les Allemands et les Bulgares, sous les ordres de Franchet d'Esperey. Le héros du récit, Conan (Philippe Torreton) est le chef prestigieux d'un corps franc. C'est un brave type, sorti du peuple et de sa mercerie bretonne. La guerre en a fait un tueur impitoyable qui côtoie quotidiennement l'enfer. On lui a appris à tuer, il en tire une jouissance sauvage. Le combat l'enivre, il s'y jette corps et âme. Il méprise l'armée régulière et ne respecte ni ses supérieurs ni son gouvernement. *« Il y a ceux qui font la guerre et ceux qui la gagnent »*, dit-il.

Conan n'a d'estime que pour le capitaine de Scève (Bernard Le Coq), aristocrate qui a renoncé à ses privilèges pour s'engager dans l'infanterie ; et d'amitié que pour Norbert (Samuel Le Bihan), un intellectuel fasciné par la bête de guerre qu'il est, et dont il apprécie, en retour, la loyauté et le sens moral.

Après l'armistice de 1918, l'armée d'Orient n'a pas été démobilisée mais envoyée en Roumanie, pays allié où elle a fait un an de « rab », non plus contre les boches, mais contre les bolcheviks (Hongrois et Russes). Habitués à la violence, les hommes de Conan, casernés à Bucarest, ne peuvent se plier aux règlements d'un état qui n'est ni la guerre ni la paix. Les incidents se multiplient, allant jusqu'au pillage et au meurtre. Les coupables passent en conseil de guerre où Norbert, nommé procureur, a la mission de les faire condamner. Conan les soutient, les défend envers et contre tout, y compris au moyen d'un faux témoignage. Après ce qu'ils ont subi, personne n'est en droit de les juger. Dilemme pour le tribunal militaire : condamner des héros ou acquitter des salauds. Car on peut être les deux, tout le film vise à le montrer.

Pour Bertrand Tavernier, c'est sur ce front d'Orient, en 1918, que la guerre a franchi des seuils de violence sans précédent. Et ces normes une fois franchies, il n'était plus possible de revenir en arrière. Conan a dépassé le point de non-retour. La guerre, pour lui, est devenue vitale, la paix, mortelle. Le sujet de *Capitaine Conan* est moins la guerre que ce qui s'ensuit, les cicatrices irrémédiables qu'elle laisse. Quand la paix est revenue, que faire de cette violence que la guerre a libérée ? Que faire des guerriers ? *« Ils sont irrécupérables »*, répond Tavernier. Ils restent ce que le système a fait d'eux : des tueurs. Ou bien des épaves.



DR

Il y a ceux qui font la guerre et ceux qui la gagnent.

Même s'il exprime une horreur profonde de la guerre, le roman de Roger Vercel est une histoire de courage, de fraternité virile, de service et de sacrifice. Le film aurait pu être un essai sur la condition humaine vue à travers la condition militaire. Mais de celle-ci, Tavernier ne retient que les servitudes, les absurdités, les pulsions meurtrières et le goût du sang. Sa noblesse lui échappe. Pour lui, la guerre n'est pas, comme chez Pierre Schoendoerffer, *« ce qu'il y a de grand et de redoutable dans l'homme »*. Elle n'ennoblit personne, mais avilit tout.

Le cinéaste ne plaide pas pour l'honneur du capitaine Conan : un homme capable du meilleur et du pire. Il ne lui accorde que de la compassion : une victime du système, un pauvre type que le poison de la guerre a perdu, et dont l'héroïsme n'est au mieux que le désir insensé de vivre dangereusement, au pire que la peur animale de mourir. Et qui sera lui aussi floué, même s'il n'a pas été dépossédé de sa victoire et contraint de renier sa parole comme le seront les « soldats perdus » de l'OAS.

Le film peut paraître ambigu car Tavernier, cinéphile qui a sucé le lait du cinéma américain, ne dédaigne pas de réaliser une grande fresque héroïque et de prouver qu'il est capable de briller dans un genre codifié dont les maîtres sont américains : le film de guerre. Et il n'est pas le premier à tomber dans ce piège : faire de la guerre honnie un spectacle épique, voire exaltant. Mais, au final, quand Norbert, le militaire de raison, plus soucieux de faire une guerre propre qu'une guerre victorieuse, est redevenu un civilisé, et que Conan, le guerrier d'instinct, peu soucieux d'avoir les mains sales pourvu qu'il ait des mains, est resté un barbare ou plutôt un soudard au chômage, qui attend, qui espère la prochaine... le film apparaît alors pour ce qu'il est : un pamphlet résolument pacifiste et violemment antimilitariste.

DOMINIQUE GARDES

Le camp de Châlons

L'exposition que le musée de l'Armée présente actuellement s'articule comme un immense reportage autour du camp militaire que Napoléon III avait fait établir en 1857 au cœur de la Champagne, et qui tenait lieu à la fois de camp d'entraînement, de terrain d'expérimentation du matériel militaire, comme de « vitrine » de l'armée française, présentée à l'occasion aux hôtes de marque. Un photographe de l'époque, Gustave Le Gray, avait réalisé lors des manœuvres d'inauguration du camp des séries de clichés qui restituaient la vie quotidienne au camp. Le quartier impérial, les cantonnements des soldats et des officiers, les bivouacs, reprennent vie sous les yeux des visiteurs. On y retrouve aussi les uniformes – ceux des lanciers, des cent-gardes, et des zouaves très populaires au lendemain de la guerre de Crimée.

Une visite au camp de Châlons sous le Second Empire. Musée de l'Armée. Hôtel national des Invalides, 75007 Paris. Tél. : 01 44 42 37 67. Jusqu'au 12 janvier 1997.


MUSÉE DE L'ARMÉE

Le général de Béville et son fils au camp de Châlons.

LIVRES ANNONCÉS

Essais, documents, mémoires

Les légendes arthuriennes, par Anne Berthelot. En novembre, chez Gallimard-Découvertes.

Histoire des Croisades, par Jean Richard. En novembre, chez Fayard.

L'éternité cathare, par Henri Gougaud. En février, chez Bartillat.

L'Égypte mystique et légendaire, par Guy Rachet. En novembre, au Rocher.

Au lieutenant des Taglaïts, par Philippe Héduy (réédition). En novembre, chez Trédaniel.

Histoire d'Italie (1492-1534), par Francisco Guicciardini (nouvelle traduction, texte intégral), deux volumes. En novembre chez Bouquins-Laffont.

Les princes de Monaco, sept siècles d'histoire, par Alain Decaux. En janvier, chez Perrin.

Il était une fois Monaco, 700 ans d'histoire d'une famille, par Jean des Cars. En novembre, au Rocher.

La guerre de Trente Ans, par Henry Bogdan. En janvier, chez Perrin.

La Ligue, par Jean-Marie Constant. En novembre, chez Fayard.

Les plaisirs de Versailles, le théâtre et la musique, par Philippe Beaussant et Patricia Bouchenot-Déchin. En novembre, chez Fayard.

La décade mauve, ou les dessous du règne de la reine Victoria, par Jacques de Langlade. En janvier, chez Bartillat.

Les surprises de la Loubianka, retour dans les archives littéraires du KGB, par Vitali Schentalinski. En novembre, chez Laffont.

Faire face. Mémoires du chef d'état-major de l'armée de l'air, par le général Jean Fleury. En décembre, chez Jean Picollec.

Le Dernier Empire, le XXIe siècle sera-t-il américain ?, par Paul-Marie de La Gorce. En novembre, chez Grasset.

Musée, nation, patrimoine, 1789-1815, par Dominique Poulot. En novembre, chez Gallimard-Bibliothèque des histoires.

Enquête sur les anges, par Anne Bernet. En janvier, chez Perrin.

Histoire des littératures scandinaves, par Régis Boyer. En novembre, chez Fayard.

Les armes qui ont fait l'histoire, par Dominique Venner. En novembre, chez Crépin-Leblond.

Le cycle du Graal, par Jean Markale. En janvier, chez Pygmalion-Gérard Watelet.

Nos jeunes, par Alexandre Soljenitsyne. En janvier, chez Fayard.

La IVe République, 1944-1958, de la Libération au 13 Mai, par Patrick Facon. En février, chez Pygmalion-Gérard Watelet.

Opération Bormann, par Christopher Creighton. En janvier, chez Pygmalion-Gérard Watelet.

Biographies

Aragon, par François Taillandier. En janvier, chez Fayard.

Philby, père et fils, la trahison dans le sang, par Anthony Cave Brown. En février, chez Pygmalion-Gérard Watelet.

Diane de Poitiers, par Ivan Cloulas. En février, chez Fayard.

Sully, par Bernard et Ségolène Barbiche. En février, chez Fayard.

Bugeaud, par Jean-Pierre Bois. En février, chez Fayard.

Cléopâtre, par Jacques Benoist-Méchin (réédition). En novembre, chez Perrin.

Marie Stuart, par Philippe Erlanger (réédition). En janvier, chez Perrin.

La reine Jeanne, par Dominique Paladilhe. En janvier, chez Perrin.

Mazarin, le pouvoir et l'argent (1602-1661), par Georges Bordonove. En novembre, chez Pygmalion-Gérard Watelet.

Madame de La Tour du Pin, par Alix de Rohan-Chabot. En janvier, chez Perrin.

Le don d'aimer, Marie Leczinska, reine de France, par Geneviève Chauvel. En novembre, chez Pygmalion-Gérard Watelet.

Madame de Chateaubriand, par Jacques-Alain de Sédouy. En novembre, chez Perrin.

Charles de Foucauld, par Jean-Jacques Antier. En janvier, chez Perrin.

Bonaparte, par André Castelot (réédition). En novembre, chez Perrin.

La princesse Mathilde, par Jean des Cars (réédition). En novembre, chez Perrin.

La comtesse Greffuhle, par Anne de Cossé-Brissac (réédition). En novembre, chez Perrin.

Mozart, par Marcel Brion (réédition). En novembre, chez Perrin.

Blanqui, l'insurgé, par Alain Decaux (réédition). En janvier, chez Perrin.

Le destin de Marina Tsvétaïeva, par Claude Delay. En janvier, chez Plon.

Colette, par Claude Francis et Fernande Gonthier. En janvier, chez Perrin.

Les marronniers de Boulogne, Malraux, « père introuvable », par Alain Malraux. En novembre, chez Bartillat.

Jean d'Ormesson, par Philippe Dufay. En janvier, chez Bartillat.

Pages réalisées par Macha Manski

Une nation née de l'épée



« À moi Auvergne ! » *Capitaine au régiment d'Auvergne en 1760, pendant la guerre de Sept Ans, le chevalier d'Assas se sacrifia pour éviter à ses troupes d'être surprises par l'ennemi. Le fait frappa Voltaire qui en écrivit la relation dans son* **Récit sur le siècle de Louis XV.**

À la première page de *La France et son armée* (1938), le futur général de Gaulle voyait dans la prise de Rome par le Gaulois Brennus, en 390 avant notre ère, le premier fait d'armes de l'histoire militaire française. Une histoire, donc, d'au moins vingt-quatre siècles. Le nom de Brennus était déjà une référence au Moyen Âge. Il le fut plus encore au temps des guerres d'Italie pour justifier les ambitions françaises. On ne peut contester que les premiers ancêtres connus des Français sont les Gaulois, et l'invocation de Brennus pour les Français se justifie tout autant que celle de Thésée pour les Athéniens, d'Abraham pour les Juifs ou de Romulus pour les Romains. Émergeant d'un passé vaporeux ou mythique, ce sont toujours les héros et les batailles qui laissent des traces dans la mémoire légendaire ou historique. Il n'y a pas à s'en étonner. Héros et batailles décident de la naissance, de la mort, de l'élévation ou de l'abaissement des cités. C'est par le combat que les peuples surgissent des lents enfantements pour se muer en États ou en nations, s'affirmer, s'étendre, disparaître et parfois ressusciter. La seconde moitié du XX[e] siècle s'est acharnée à nier cette réalité qui froisse ses préjugés et ses illusions. Pourtant, les quarante dernières années regorgent d'exemples prouvant, partout dans le monde, en Amérique latine, en Afrique, au Proche-Orient, en Asie et, récemment, dans les Balkans, que les naissances ou renaissances historiques, l'élimination des uns et la victoire des autres ne se font pas sans recours à la violence armée, même quand elle se camoufle sous les prétextes du droit ou de l'humanitaire.

Plus qu'aucune autre peut-être, l'histoire de la France se confond avec celle des batailles. Le choix de Paris comme capitale est un symbole. Contrairement à tant d'autres métropoles créées au carrefour de routes commerciales, cette ville est née de la volonté politique quand Clovis et ses successeurs en ont fait la base militaire de leur pouvoir. Capitale bien pourvue de garnisons jusqu'au début du XX[e] siècle, Paris ne cessa que très récemment d'avouer sa fonction militaire. Les noms d'innombrables voies, à commencer par les avenues rayonnant autour de sa plus célèbre place, témoignent de ce que furent ses origines.

L'histoire militaire de la France commence bien avant la France. Elle commence loin avant l'histoire écrite, quand se façonne le visage du pays et de son peuple. Appuyées sur des camps fortifiés (*oppida*), une soixantaine de cités gauloises se répartissent un vaste territoire entre le Rhin et les Pyrénées quand se produisent les premières incursions romaines le long des côtes méditerranéennes, en 122 av. J.-C. Nous le savons par les récits de César, mais aussi grâce à l'archéologie et à l'étude des littératures celtiques et gaéliques ; chez les Celtes, comme chez les autres indo-européens, la fonction guerrière est associée au pouvoir et à la liberté. Tout homme libre est d'abord un guerrier.

Née des ambitions de César, la menace romaine se fait conquête en 52 av. J.-C. Autour du jeune Vercingétorix, s'unissent une partie des Gaulois. Pourtant après sa victoire à Gergovie, Vercingétorix est assiégé et vaincu à Alésia. C'en est fini de la Gaule indépendante, mais le souvenir n'en disparaîtra jamais. De siècle en siècle, chaque fois que les Français craindront pour leur être et leur liberté, ils invoqueront le souvenir du jeune général et de « nos ancêtres les Gaulois ».

Dans leurs mythes religieux et leurs récits d'épopée, les hommes d'Europe ont toujours spécialement honoré les héros malheureux. Achille, Vercingétorix, Siegfried, Roland ou Jeanne d'Arc, personnalisent le tragique de la destinée humaine. Le héros est d'autant plus grand et admiré qu'il est brisé en pleine gloire. Ce ne sont pas des victoires, mais de glorieuses défaites, Camerone, Sidi-Brahim, Reichshoffen ou Bazeilles, auxquelles s'identifient les corps d'élite quand ils édifient leur légende, sacralisant de la sorte la sublime inutilité de l'esprit de sacrifice. Toujours, les hommes de bonne trempe ont honoré le courage malheureux chez l'ami et chez l'ennemi. Ainsi que le suggèrent les mythes scandinaves, le sacrifice des guerriers morts et le martyre du chef sont les semences spirituelles des renaissances.

DOMINIQUE VENNER

Agenda de l'histoire

Novembre

1er novembre
Fête de Samain, l'une des plus importantes du calendrier celte, celle de la nouvelle année, mais aussi de la célébration des trépassés. L'Église en fera la Toussaint.

3 novembre
1440 – Fait prisonnier à Azincourt en 1415 et emmené en captivité en Angleterre, Charles d'Orléans, fils de Louis d'Orléans et neveu de Charles VI, est libéré après 25 ans de détention.

4 novembre
1793 – Les Vendéens se rendent maîtres de la ville de Fougères. Un conseil de guerre décide de marcher sur Granville afin d'y recevoir l'aide des Anglais.

5 novembre
1757 – Pendant la guerre de Sept Ans (1756-1763), la cavalerie française aux ordres du prince de Soubise est écrasée à Rossbach par les cavaliers prussiens de Seidlitz.

6 novembre
1793 – La Commune de Paris fait du bonnet phrygien la coiffure officielle de ses membres.

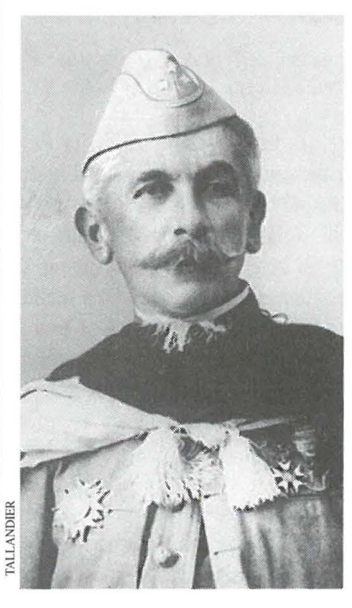
7 novembre
1935 – L'historien Jacques Bainville est reçu à l'Académie française. Auteur notamment d'une *Histoire de France*, ses analyses et critiques des conséquences du traité de Versailles de 1919, se sont révélées prophétiques.

8 novembre
1517 – Mort du cardinal Cisneros, régent d'Espagne, archevêque de Tolède, ancien confesseur d'Isabelle la Catholique.

9 novembre
1600 – Marie de Médicis arrive au château de la Mothe, près de Lyon. Elle a quitté Florence pour la France afin d'épouser le roi Henri IV. Le mariage est prévu le 18, mais sera consommé le soir même, Henri IV ayant déclaré à sa future femme : *« Il fait si froid que j'espère que vous m'offrirez la moitié de votre lit, Madame, car, étant venu à cheval, je n'ai pu apporter le mien... »*

10 novembre
1444 – Bataille de Varna. Une coalition de chevaliers européens, conduite par Vladislas de Pologne et Jean Hunyade, est écrasée par les Turcs de Mourad II.

11 novembre
1773 – Naissance à Nancy de Joseph-Léopold-Sigisbert Hugo, père du futur Victor Hugo.


TALLANDIER

Louis-Hubert Lyautey

12 novembre
1840 – Naissance à Paris du sculpteur Auguste Rodin.

13 novembre
1854 – Naissance à Nancy du futur maréchal Louis-Hubert Lyautey. Il disait : *« Mon nom vient d'une déformation de loyauté »*. Il en fit une devise.

14 novembre
1533 – Francisco Pizarro s'empare de Cuzco, capitale de l'empire inca au Pérou.

15 novembre
1908 – Mort de l'impératrice Ts'eu-Hi. Née en 1835, veuve de l'empereur Hien-fong, elle gouverna la Chine de la mort de son mari en 1861, jusqu'en 1908. Consciente de l'influence étrangère en Chine, elle craignait que son pays ne s'engageât trop rapidement dans les voies d'une modernisation susceptible de ruiner une civilisation millénaire. Cette politique aboutit en 1900 à la révolte des Boxers et au siège des légations européennes à Pékin. Elle incarna une dernière fois la grandeur de la dynastie mandchoue.

16 novembre
1952 – Mort de Charles Maurras. Fils d'un percepteur provençal, il devient journaliste à Paris en 1890, après avoir été élève chez les Frères d'Aix-en-Provence. En 1908, il fonde, avec Léon Daudet, *L'Action française* dont il sera le directeur jusqu'en 1944. L'un des paradoxes de son existence voulut qu'ayant consacré sa vie à lutter contre l'Allemagne, il fut condamné à la réclusion à perpétuité en 1944, pour « intelligence avec l'ennemi ».

17 novembre
1869 – En présence de l'impératrice Eugénie, inauguration du canal de Suez, long de 161 km. Plus de 40 000 ouvriers égyptiens encadrés par des ingénieurs français ont participé aux travaux.

18 novembre
1517 – Entrée solennelle à Valladolid du futur Charles Quint, proclamé roi de Castille et d'Aragon à la mort de son père, Philippe le Beau.

19 novembre
1497 – Parti de Lisbonne le 8 juillet, le navigateur portugais Vasco de Gama, franchit le cap de Bonne-Espérance, et s'engage dans l'océan Indien, ayant découvert la véritable route des Indes.

20 novembre
1860 – Antoine de Tounens fonde le « royaume » de Patagonie.

21 novembre
1792 – Réunion de la Savoie à la France. Le 27 novembre de cette même année, elle devient le département du Mont-Blanc.

23 novembre
1969 – Francisco Herranz, chef de la Phalange espagnole se donne la mort en public afin de protester contre les orientations de la politique franquiste.

24 novembre
1923 – Philippe Daudet, fils de Léon Daudet, meurt mystérieusement dans un taxi. Ce drame déclenche un scandale politique, son père rendant la police responsable de sa mort.

25 novembre
1970 – L'écrivain japonais Yukio Mishima se donne la mort par « seppuku », conférant à ce geste la signification d'une protestation contre un monde privé de sens.

27 novembre
1252 – Mort à Paris de la reine Blanche de Castille, mère de Louis IX (Saint Louis), veuve de Louis VIII et fille du roi Alphonse VIII de Castille.

28 novembre
1635 – Naissance à la prison de Niort de Françoise d'Aubigné, future marquise de Maintenon, que Louis XIV épousera secrètement après la mort de la reine.

29 novembre
1718 – Mort du roi Charles XII de Suède, tué par une balle au siège de Fredrikshald, alors qu'il tentait d'arracher la Norvège aux Danois. Sa lutte désastreuse et pathétique contre la Russie de Pierre le Grand avait ruiné l'hégémonie de la Suède dans la Baltique.

30 novembre
1818 – Départ du dernier soldat prussien du sol français. Cette évacuation eut lieu deux ans avant la date prévue, grâce au remboursement anticipé de l'indemnité de guerre dont le montant était de 700 millions. Cette somme avait été prêtée par des banques anglaises et hollandaises.

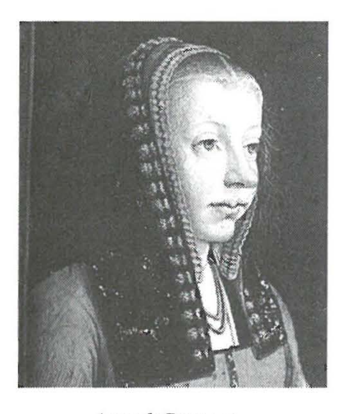
Décembre

2 décembre
723 – Mort à Versailles du régent hilippe d'Orléans, victime d'une ttaque d'apoplexie. Il était le fils de hilippe, duc d'Orléans, et de la rincesse Palatine.

3 décembre
851 – Le député Baudin est tué sur ne barricade en tentant de s'opposer u coup d'État de Napoléon.

4 décembre
563 – Clôture du concile de Trente, ui avait débuté en 1545, après lusieurs suspensions. Il est à l'origine e la Contre-Réforme catholique.

5 décembre
360 – Ordonnance instituant la ıonnaie appelée « franc à cheval ». Ce fut la première pièce désignée du om de « franc ». Trois millions de ette nouvelle monnaie en or ervirent à payer la rançon du roi de rance, Jean le Bon, fait prisonnier par es Anglais quatre ans auparavant, rès de Poitiers. L'iconographie de ette monnaie était une innovation, ar elle ne représentait pas le roi en ıajesté, mais en chevalier.



Anne de Bretagne

6 décembre
491 – Anne de Bretagne épouse Charles VIII à Langeais et devient reine e France. Selon les termes de cette nion, les époux se cèdent mutuellement ous leurs droits sur la Bretagne. En utre, Anne s'engage, si Charles VIII ıourrait sans enfants, à n'épouser que on successeur ou le plus proche héritier u trône. Elle tiendra parole. À la mort e Charles VIII, elle épousera Louis XII, ousin du précédent.

8 décembre
1861 – Naissance de Georges Méliès, l'un des créateurs du cinéma français.

9 décembre
1437 – Mort à Znaïm de l'empereur Sigismond qui avait régné comme roi de Bohême et roi de Hongrie.

10 décembre
1877 – Dernier jour du siège de Plevna qui avait duré 143 jours. Les forces d'Osman Pacha, qui tentaient une sortie pour couper les lignes d'encerclement russes placées sous l'autorité du général Totleben, furent taillées en pièce et capitulèrent dans la soirée. La route des Balkans s'ouvrait devant les Russes. L'empire ottoman entrait en agonie.

11 décembre
1911 – Le Norvégien Amundsen atteint le pôle Sud avec une expédition utilisant un grand nombre de chiens de traîneau, dont beaucoup furent tués en route, afin de nourrir au retour les attelages survivants. Scott et ses hommes, qui avaient misé sur les poneys, atteignirent le pôle un mois plus tard. Faute d'avoir songé au procédé cruel de leur concurrent, ils périrent sur le chemin du retour.

13 décembre
1294 – Abdication du pape Célestin V. À la mort de Nicolas IV, le 4 avril 1292, le trône pontifical resta vacant durant deux ans, les cardinaux étant divisés. Finalement, le roi de Naples, Charles II d'Anjou, suggéra la candidature de Pietro del Morrone, fondateur de la confrérie des Célestins, dont les membres vivaient en ermites, dans la pauvreté la plus absolue. Peu cultivé, ignorant le droit canon, Pietro del Morrone admit bientôt qu'il n'était pas apte à gouverner l'Église et abdiqua, fait unique dans l'histoire de la papauté.

15 décembre
1953 – Présentation du film de Sacha Guitry *Si Versailles m'était conté*, à l'opéra de Paris. Ce fut un énorme succès. Jean de Baroncelli écrira : *« Quelle est belle, l'histoire de la France, et comme Sacha Guitry sait bien la raconter. »*

16 décembre
1871 – Début du procès de Louise Michel, figure de la Commune de Paris. Au cours de son procès, la duchesse d'Uzès, fervente légitimiste, prit sa défense et se lia d'amitié avec elle. Condamnée à la déportation, elle fut exilée à Nouméa. Rentrée de Nouvelle-Calédonie en 1880, elle se consacra aux idées anarchistes.

17 décembre
1958 – Mort du journaliste Pierre-Antoine Cousteau. Entré à *Je suis partout* en 1933, il en devint rédacteur en chef en 1943, après le départ de Robert Brasillach. Condamné à mort en 1946, malgré la déposition en sa faveur de son frère, le commandant Jacques-Yves Cousteau qui avait combattu dans les FFL. Gracié en 1947, il fut libéré en 1954. Il publia dans l'hebdomadaire *Rivarol* jusqu'à sa mort. À cette occasion, *Le Monde* écrivit : *« Fidèle à ses idées, à ses amitiés, à son passé, il avait conservé tout son talent de polémiste. »*

19 décembre
1741 – Mort de l'explorateur et navigateur danois Vitus Béring, qui découvrit le détroit entre l'Asie et l'Amérique qui porte son nom.

20 décembre
1926 – Condamnation de l'Action française par le pape Pie XI. La Congrégation du Saint-Office à Rome décrète l'interdiction de lire *L'Action française*, sous peine d'excommunication, ainsi que certains ouvrages de Charles Maurras qui sont mis à l'index en raison de leur caractère antichrétien. Le mouvement maurassien, qui recrutait largement dans la droite catholique ne s'en releva jamais.

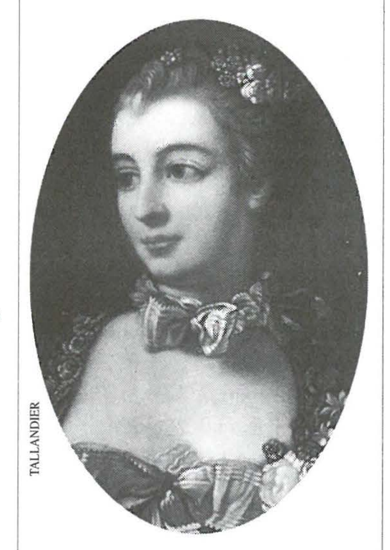
22 décembre
1894 – Condamnation du capitaine Alfred Dreyfus.

23 décembre
1588 – Assassinat du duc de Guise, instigateur de la Saint-Barthélémy, sur ordre du roi Henri III. On assura qu'on retrouva dans une des ses poches, une lettre qui commençait ainsi : *« Pour entretenir la guerre civile en France, il faut 700 000 livres par mois... ».*

24 décembre
1941 – Début des travaux à bord du paquebot *Normandie*, rebaptisé *Lafayette*, mis sous séquestre par les Américains qui le transforment en transport de troupes. Un incendie s'étant déclaré, les pompiers de New York déversent sur le bateau plus de 6 000 tonnes d'eau, qui le firent chavirer. Ainsi périt le plus grand et le plus luxueux navire de son temps.

25 décembre
1241 – Les Mongols traversent le Danube sur la glace et détruisent Gran. Ils ont envahi la Pologne en février, la Hongrie en mai et sont devant Vienne en juillet. Seule, la mort d'Ogoday leur fera faire provisoirement demi-tour.

27 décembre
1831 – Darwin s'embarque sur le *Beagle*, vaisseau de Sa Majesté. Quittant Devenport, le bateau entame un périple de cinq ans autour du monde. Les observations qu'il fit au cours de ces cinq années allaient par la suite, lui permettre d'édifier la théorie développée dans son ouvrage, *De l'origine des espèces par voie de sélection naturelle*, qui transforma l'idée que les hommes se faisaient de la vie.



TALLANDIER

La marquise de Pompadour

29 décembre
1721 – Naissance à Paris de Jeanne Poisson, future marquise de Pompadour, favorite de Louis XV.

30 décembre
1865 – Naissance à Bombay de Rudyard Kipling, fils d'un professeur à l'école des Beaux-Arts.

31 décembre
1936 – Mort du philosophe espagnol Miguel de Unamuno, auteur notamment du *Sentiment tragique de la vie*.

Il y a 40 ans, Budapest

Il y a aujourd'hui quarante ans, la « révolution hongroise » d'octobre et novembre 1956 venait rappeler avec brutalité aux habitants de l'Europe occidentale que le confort dont ils jouissaient, grâce à la paix retrouvée et aux subsides du plan Marshall, avait pour contrepartie l'indifférence ou l'oubli qu'ils manifestaient depuis la fin du conflit mondial pour le sort des peuples de l'Est européen.

La mort de Staline, le 5 mars 1953, cinq ans après la généralisation dans l'Europe de l'Est des systèmes de « démocratie populaire » avait certes suscité un peu partout des espoirs d'émancipation, mais la féroce répression des manifestations de Berlin, le 17 juin 1953, avait clairement montré qu'en cette époque aiguë de la guerre froide, le Kremlin entendait rester seul maître de son glacis d'Europe centrale et orientale.

En Hongrie, les timides tentatives de déstalinisation menées par Imre Nagy à partir de juillet 1953 s'étaient donc vite heurtées à l'opposition résolue des partisans de l'orthodoxie marxiste, groupés autour du *« plus fidèle disciple hongrois de Staline »*, (comme il aimait à se définir lui-même), Matyas Rakosi.

Pourtant, le vent de liberté qui avait soufflé sur le pays laissait quelques acquis : le refus paysan de la collectivisation forcée, la libération des dirigeants politiques de l'immédiat après-guerre, l'habitude retrouvée d'une certaine liberté de parole et de critique politique. Sans l'expliquer entièrement, ces acquis ont joué un rôle majeur dans l'ampleur prise en Hongrie plus qu'ailleurs par la crise de 1956.

En effet, le 20e congrès du Parti communiste de l'URSS, en février 1956, et la virulente critique faite par Khrouchtchev de la politique stalinienne suscitèrent espoirs et troubles dans les « démocraties populaires ». Le retour au pouvoir de Gomulka en Pologne et la fausse libéralisation qu'il traduisait avaient soulevé l'enthousiasme des Hongrois. Partout dans le pays, des associations indépendantes d'étudiants se formèrent. À Budapest, un manifeste en 14 points réclamait non seulement le retour au pouvoir d'Imre Nagy, mais aussi le départ des troupes soviétiques, la tenue d'élections pluralistes et la liberté de la presse.


SIPA PRESS

Budapest, 4 novembre 1956. Plusieurs chars soviétiques sont détruits par des soldats hongrois qui se sont joints à l'insurrection avec de nombreux officiers. Le général Maleter, chef d'état-major, sera fusillé par les Soviétiques.

Le 23 octobre 1956, une manifestation d'étudiants auxquels s'étaient joints les ouvriers des faubourgs, aboutit à Budapest au renversement de la statue de Staline, au siège de la radio hongroise, et à la nomination à la présidence du Conseil d'Imre Nagy. Les chars soviétiques, appelés à l'aide par le chef du parti communiste, Gero, sillonnèrent Budapest dès le lendemain, mais on vit des cas de fraternisation. Le 25, une grande manifestation eut lieu devant le Parlement, au cours de laquelle la police secrète ouvrit le feu contre la foule et fit de nombreuses victimes.

Des négociations en vue de l'évacuation des troupes soviétiques eurent lieu. Le 1er novembre, Imre Nagy annonçait que la Hongrie quittait le pacte de Varsovie. De nombreuses formations politiques surgirent aussitôt rétabli le régime démocratique de 1945 et participèrent au gouvernement.

Mais à l'aube du 4 novembre, les chars soviétiques intervinrent à nouveau, avec vigueur cette fois. L'artillerie lourde et l'aviation bombardèrent Budapest. La résistance héroïque du peuple hongrois où hommes, femmes et enfants affrontaient presque sans armes la mitraille ou les blindés, ne pesa pas lourd face à l'écrasante supériorité soviétique. En quarante-huit heures, l'« ordre » était rétabli, même si des opérations sporadiques subsistèrent jusqu'au 13 novembre.

La répression fut féroce et fit des milliers de victimes. Malgré les assurances données par Moscou, Imre Nagy et les chefs de l'insurrection furent arrêtés, puis exécutés en juin 1958 après un simulacre de procès. Ils ne furent réhabilités qu'en 1989. Quant au cardinal Mindszenty dont l'autorité morale avait été d'un grand poids pendant ces journées, il se réfugia à l'ambassade des États-Unis où il demeura pendant quinze ans, jusqu'en 1971. Vivant symbole de la volonté d'un peuple, mais aussi vivant reproche fait à l'Occident, capable de l'accueillir après l'échec mais non de le soutenir à l'heure des engagements.

À court terme, même si le long règne de Janos Kadar qui lui succéda permit à la Hongrie une évolution souvent surprenante, l'insurrection hongroise sembla un échec total dans sa volonté de bousculer l'ordre soviétique. Il fallut attendre le Printemps de Prague en 1968, pour qu'un peuple de l'Est européen fasse entendre à nouveau une voix discordante.

Pourtant, dès cette époque, l'impact des événements de Budapest fut loin d'être négligeable. En France, un courant de sympathie parcourut l'opinion, à défaut de faire agir les gouvernements. À Paris, quelques jeunes nationalistes poussés par la témérité et l'esprit chevaleresque, sauvèrent l'honneur en prenant vaillamment d'assaut la forteresse du Parti communiste français d'où émanait alors la campagne de haine lancée contre la révolution hongroise. Aventure noble, mais sans lendemain : les temps n'étaient pas mûrs.

Pourtant, à long terme, l'historien voit bien le rôle considérable joué par la révolution hongroise dans la fragilisation du Bloc soviétique et plus encore peut-être dans la fragilisation du mythe communiste : pour la première fois depuis le pacte germano-soviétique, un certain nombre de camarades et surtout de compagnons de route du PC commencèrent à s'interroger. Les plus lucides ou les plus courageux rompirent, se condamnant pour longtemps à n'être plus que des parias dans une intelligentsia française subjuguée alors par les « vérités » qui venaient de l'Est.

Quant aux Hongrois révoltés qui avaient échappé aux journées sanglantes de novembre 1956, ils connurent l'errance ou l'exil. Beaucoup parvinrent à rejoindre la France. Il est curieux de noter que certains de ceux qui choisirent alors la Légion étrangère joueront un rôle non négligeable dans la rébellion militaire de 1961-1962. Permanence de la volonté d'insurrection dans l'honneur et la fidélité.

PATRICK JANSEN

Les écrivains, attrait et répulsion

PAR ÉRIC VATRÉ

La guerre, source de la littérature ? Question provocante. Pourtant, l'*Iliade*, l'*Énéide*, la *Chanson de Roland*, les *Niebelungen*, les romans arthuriens et beaucoup d'autres œuvres fondatrices retentissent bel et bien du fracas des armes. Exploration d'un mystère.

Perché dans sa tour d'ivoire, le sage Montaigne pensait *« qu'il n'est d'occupation plaisante comme la militaire »*. Vingt-deux siècles avant lui, et sur un ton plus doctoral, Héraclite avait gravé dans la cire une sentence célèbre : *« La guerre est commune à tous les êtres. Elle est la mère de toute chose. »* Propos repris par Joseph de Maistre : *« La guerre est donc divine en elle-même, puisque c'est une loi du monde. »* Étonnante, cette fascination des grands esprits pour Mars ! À telle enseigne que se pose la question : la guerre n'est-elle pas à l'origine de toute littérature ?

De l'*Iliade* à la *Chanson de Roland*, des *Tragiques* d'Agrippa d'Aubigné aux *Fantaisies* du prince de Ligne, l'épopée s'est nourrie de littérature cependant que les Lettres contribuaient à penser la guerre.

DR

« Messire Michel, seigneur de Montaigne, chevalier de l'Ordre du Roi et gentilhomme ordinaire de sa chambre », ***ainsi se présentait l'auteur des*** **Essais** ***que son épouse fit représenter après sa mort, dans le marbre, en armure et l'épée au côté. En ce temps, la qualité de gentilhomme n'allait pas sans le service de l'épée, ainsi qu'il l'écrit lui-même :*** **« La forme propre, et seule, et essentielle, de la noblesse en France, c'est la vacation militaire . »**

Il se trouva même un officier de l'artillerie royale pour composer avec *Les Liaisons dangereuses* un traité de stratégie appliquée à la galanterie. Puis, comme sous l'effet d'une indigestion martiale, voici qu'après 1815, la veine brusquement semble tarie. Et les bons esprits pensent : pour toujours.

Les Aigles renversées, les Bourbons restaurés, la monarchie de Juillet imprime un style paisible et affairiste. À l'imitation des saint-simoniens, l'époque croit que le règne du négoce et de l'industrie annonce la fin des guerres et l'avènement d'une paix universelle. La chose militaire devient objet de mépris. Julien Sorel, pas plus qu'Eugène de Rastignac, n'a choisi la carrière des armes si prisée au tout début du siècle. Faisant parler Lucien Leuwen (devenu officier à seule fin de narguer les siens), Stendhal témoigne du discrédit dans lequel est tombée l'armée de son temps : *« Je ne ferai la guerre qu'aux cigares ; je deviendrai un pilier de café militaire dans la triste garnison d'une petite ville mal pavée ; j'aurai pour mes plaisirs du soir des parties de billard et des bouteilles de bière, et quelquefois le matin, la guerre aux tronçons de choux contre de sales ouvriers mourant de faim... Tout au plus, je serai tué comme Pyrrhus, par un pot de chambre lancé de la fenêtre d'un cinquième étage par une vieille femme édentée ! Quelle gloire ! »* (1). Vers la même époque, Vigny relève sombrement que *« Le feu sacré qui anime les armées s'éteint peu à peu sous les désespoirs et les dégoûts de chacun »* (2). Sacrifice inutile...

Condamnée vers 1830 comme le vestige inutile de temps définitivement révolus, l'armée connaîtra pourtant un singulier retour en grâce à la faveur des événements. Elle est soudain célébrée comme le rempart de l'ordre social après la répression des émeutes de juin 1848 ressenties par tous les possédants républicains ou monarchistes comme un cataclysme. L'ébranlement de l'Europe, l'éveil des nationalismes et le retour des guerres à

PHILOSOPHIE DE LA BOTTE

J'ai indiqué l'admiration naïve des prisonniers français pour l'uniforme de leurs geôliers. Ils n'en revenaient pas que les simples soldats eussent des bottes, tout comme les officiers. Des bottes ! Que n'eussions-nous pas fait, nous autres, avec des bottes ! Les exclamations admiratives des minables grivetons captifs, mes collègues, devant chaque pièce de l'habillement prussien résonnent encore dans mes oreilles ; eux, les grivetons, avec leurs calots cornus, leurs molletières dégoulinantes, leurs chemises d'uniforme longues comme des chemises de nuit, sans col, plus épaisses que de la toile à voile, leurs culottes en gros drap puantes de sueur, leurs godillots fabriqués dans les prisons, vraies chaussures de vagabonds, ils ressentaient leur déchéance jusqu'au tréfonds de l'âme. Les bottes des Allemands les ulcéraient. Ils y voyaient le symbole de leur infortune ; elles représentaient exactement ce dont ils avaient manqué, et grâce à quoi les autres étaient devenus des vainqueurs. Pas moyen de perdre une guerre quand on a des bottes ! Un homme est deux fois homme avec des bottes. L'état-major prussien, que l'état-major français devrait bien plagier de temps à autre, sans vergogne, et ne serait-ce que pour retourner contre lui des méthodes efficaces, l'état-major prussien sait depuis cent ans et plus que la botte donne une terrible impression de puissance, qu'elle augmente, sinon le courage, du moins la confiance du soldat, et certainement son amour de l'uniforme et du métier. Sans compter son arrogance (...).

La botte n'entre pas dans le système (français). Les soldats sédentaires, qui gardent les forteresses, n'en ont aucun besoin. Il est surprenant que l'état-major français, cartésien, borné, avec sa logique de petit-bourgeois et son amour des minuties, ne leur ait pas distribué des pantoufles. Des pantoufles réglementaires, s'entend, décrites dans le manuel de l'infanterie de forteresse, comportant deux catégories : la pantoufle de campagne en feutre, et la pantoufle de grande tenue, pour prises d'armes, en box.

JEAN DUTOURD

Les Taxis de la Marne. Gallimard, 1956.


TALLANDIER

***Pour se laver de 1940, Saint-Exupéry écrit* Pilote de Guerre *(1942).* « La victoire seule noue. La défaite non seulement divise l'homme d'avec l'homme, mais elle le divise d'avec lui-même. »**

l'époque du Second Empire vont restaurer le prestige de l'uniforme.

La catastrophe de 1870 amplifie ce mouvement, resserrant puissamment le pays autour de son armée. Paradoxe, le prestige de l'officier n'a jamais été aussi vif qu'au lendemain de la défaite. À Saint-Cyr, les candidatures doublent. Bientôt, le jeune Maurras chantera « l'âge d'or » du nationalisme. Déroulède déclame : *« L'armée est la grande patronne qui nous baptise tous Français »* et publie les *Chants du soldat.* Romans et nouvelles patriotiques surabondent, des *Soirées de Médan* de Zola aux contes de guerre de Maupassant, de l'émouvante *Dernière classe* de Daudet à François Coppée.

L'antimilitarisme

Tout de même, quelques fausses notes retentissent en contrepoint dès les années 1890. Lassitude du genre héroïco-sabreur ou rancœurs personnelles contre l'institution militaire ? Ainsi du *Cavalier Miserey* d'Abel Hermant, chronique grinçante de la vie de garnison, des *Sous-offs* de Lucien Descaves, de *Biribi* de Georges Darrien. Dans la foulée, l'anarchiste Gustave Hervé croque la patrie sous les traits d'*« une ignoble mégère »*, tandis que les « rouges » entonnent les couplets de l'*Internationale.* Autant de phénomènes qui s'amenuisent après l'alerte d'Agadir (1911), ressentie comme l'annonce du grand conflit.

Dès ce moment, Péguy appelle de ses vœux *« une juste guerre ».* Avec l'illusion qu'elle serait la dernière.

Deux sentiments hantent les écrits nés de la Première Guerre mondiale. Le premier tient à la pure absurdité de la haine étendue à une masse humaine anonyme où la mort seule règle le jeu. Le second souligne la stupéfaction et la révolte du soldat éprouvant la totale impuissance de l'homme nu affronté à l'acier, à la boucherie, à l'enfer (mot récurrent sous la plume des survivants).

S'ajoute à cela la dissociation entre la troupe et le haut commandement, tenu éloigné de la ligne du feu.

Figure mystique vouée à l'illumination finale sanctionnée par le sacrifice, Péguy, politiquement indéfinissable et patriotiquement irréductible, rêve d'*« entrer dans Weimar à la tête d'une bonne section d'infanterie ».* Mobilisé le 4 août 1914, il participe (28 août au 5 septembre) à la retraite précédant la bataille de la Marne, et trouve la mort à Villeroy (Brie) : *« Heureux ceux qui sont morts dans les grandes batailles. Couchés dessus le sol à la face de Dieu »* (3). Comme en état d'ébriété spirituelle, le père Teilhard de Chardin, brancardier des tranchées, discerne sous le feu d'acier une manière de *« Libération des âmes »*, porté qu'il est par un lyrisme convulsif, investi d'une sainte mission guerrière, il avoue : *« Le front m'ensorcelle. »* Il ajoute : *« Le front reste pour moi le Continent, plein de mystères et de dangers, qui a surgi dans notre Univers truqué et percé à jour »*, il atteste : *« L'expérience inoubliable du front, à mon avis, c'est celle d'une immense liberté »* (4). Esprit scientifique, le biologiste René Quinton, lieutenant-colonel, commandant le 457e régiment d'artillerie de campagne, huit blessures et sept citations, médite entre deux assauts des *Maximes sur la guerre*, peu faites pour les âmes sensibles : *« La guerre n'est point un défi à la nature. Il n'est point contre nature pour le mâle de tuer son semblable ; il n'est point contre nature pour le mâle d'être tué par son semblable »* (5). Soldat-poète, Apollinaire invente à son usage une cosmogonie guerrière. Maréchal des logis dans l'artillerie puis sous-lieutenant d'infanterie, blessé (17 mars 1916) d'un éclat d'obus à la tempe, il assure que *« L'ensemble de la guerre est une chose fort belle et qui sait – cela vaut-il le danger à courir que de venir la voir »* (6). Aux yeux de beaucoup, *Les Croix de bois* de Roland Dorgelès (deux palmes sur sa croix de guerre), reste le livre le plus fameux de l'époque avec *Ceux de 14* de Maurice Genevoix, commandant de compagnie aux Éparges.

C'est un autre registre qu'affecte Henry de Montherlant avec une lucidité arrogante teintée d'ambiguïté. Réformé pour cause d'*« hypertrophie du cœur »*, un passe-droit lui permit de monter en ligne et de s'incorporer (début 1917) au 360e régiment d'infanterie. Il fut blessé griè-

vement de sept éclats d'obus. Baigné de natio-nalisme, de camaraderie, de sens du devoir, *Le Songe* exalte *« le goût du sacrifice* [qui] *n'est qu'une forme de la prodigalité de la vie »* (7).

Bien d'autres écrivains pourraient ici trou-ver place, héros authentiques livrés à l'oubli : Ernest Psichari, petit-fils de Renan, lieutenant d'artillerie coloniale, tué à l'ennemi en Belgique (août 1914), auteur de *L'Appel des armes* et du *Voyage du centurion* ; Georges Gaudy, chef de bataillon qui signa, entre autres *L'Agonie du Mont-Renaud* ; Philippe Barrès qui, des tran-chées de Champagne rapporta *La Guerre à vingt ans* : *« Au jour le jour de la guerre, le plus souvent, celui qui tue se joue, celui qui est frap-pé tombe. Y-a-t-il place pour la haine ? »* (8).

Réfractaires au lyrisme guerrier, hantés par l'enfer macabre, d'autres se partagent entre refus et soumission. Henri Barbusse (*Le Feu*), Romain Rolland (*Au-dessus de la mêlée*), Roger Martin du Gard (*Les Thibault*) peignent l'hor-reur de la guerre, le calvaire des « poilus » entre boue et froidure. Rolland dressera le procès de ses pairs coupables à ses yeux *« d'avoir avili la pensée en la mettant au service d'un nationalis-me aveugle »* avant que de rallier le bolchevis-me. Jean Giraudoux, sergent, puis sous-lieute-nant au 176e régiment d'infanterie, sévèrement blessé par des éclats de shrapnels, souffrant d'entérite, fait campagne en Alsace et en Tur-quie. Ses souvenirs de guerre, *Lecture pour une ombre*, seront d'un genre *« peu viril »* au gré d'André Gide... (9). Mobilisé en 1914 (fin décembre) dans l'infanterie alpine, Giono découvre (juin 1916) l'univers de fureur et *« l'enfer absolu de Verdun »*. Commotionné par un obus, gazé aux yeux, il combat au Chemin des Dames (1917) et à Kemmel (1918). Sa cor-respondance de guerre ne laisse rien percer mais il regardera cette guerre comme le mal absolu et s'affirme résolument pacifiste (*Le Grand trou-peau*), quand bien même affleure dans le per-sonnage d'Angelo Pardi, héros du *Hussard sur le toit* et dans celui de Martial, le gendarme très peu gendarmesque des *Récits de la demi-briga-de*, une évidente tendresse pour les militaires aventureux d'avant le grand massacre.

Même ambivalence chez Céline – pardon, le maréchal des logis Louis Destouches, du 12e cuirassiers –, volontaire pour des missions de liaison sous le feu ennemi, gravement bles-sé au bras, médaillé militaire (24 novembre 1914), devenu en 1932 l'antimilitariste Barda-mu du *Voyage au bout de la nuit*.

A contrario, Bernanos et Drieu La Rochel-le dénoncent le double vertige d'une humanité avilie, d'un *« bétail passif »* aux prises avec



DR

Le maréchal des logis Louis Destouches, plus tard Céline en littérature. Médaille militaire en 1914 pour action exceptionnelle.

une *« abomination mécaniste, mécanicienne, à laquelle l'homme n'a plus sa part »* (Drieu), et d'une issue fallacieuse. Après Charleroi, Guise, la Marne, les Dardanelles, Verdun, le sergent Drieu, quatre fois blessé, ne reconnaît pas pour sienne cette guerre qui tue l'esprit guerrier.

Réveil des passions

Dans *Le Chemin de la croix des âmes*, Bernanos oppose aux fonctionnaires des chan-celleries et aux agents des trusts la grandeur des combattants de 1914. Nous sommes alors en 1942. La sensibilité des écrivains prend dans cette nouvelle guerre une acuité décuplée parfois par les passions du moment, comme au temps des guerres de religion. Ainsi, de Saint-Exupéry qui, devant les émissaires gaullistes, se donne les gants de lancer à l'adresse de leur chef : *« Dites la vérité, général, nous avons perdu la guerre. Nos alliés la gagneront. »* Accumulant les missions périlleuses (*Pilote de guerre*), il jette : *« Si je suis descendu, je ne regretterai absolument rien. La termitière future m'épouvante. Et je hais leurs vertus de robots »* (10). Promeneur engagé des maquis de Chine, d'Espagne, de Corrèze, André Mal-raux apparaît moins comme un fils de la guer-re que des révolutions. Commandant de la bri-gade Alsace-Lorraine, il campe l'image tou-jours convoitée de l'écrivain guérillero. Aty-pique et fier de l'être, Jacques Perret résiste *« par mauvais caractère »*, non seulement en royaliste rebelle *« mais en homme des cavernes contre les hommes de l'aluminium et du nylon »* (*Le Caporal épinglé*).

Engagé en 1940 dans les chasseurs alpins, Michel Mohrt confesse sobrement (*Vers l'Ouest*) : *« Paris regorgeait de "résistants". Je ne prétendais pas à ce titre. »* Et comble de malséance, ne rougit pas d'avoir rendu visite à ses amis Drieu La Rochelle et Bassompierre. Les combattants d'en face eurent aussi leur brillant chroniqueur en la personne d'Henry Charbonneau, chef milicien, dont *Les Mémoires de Porthos* relatent avec truculence l'itinéraire risqué. Et puis il y a ceux qui reven-diquèrent le droit au « désengagement » qui, à l'instar du *Hussard bleu* de Roger Nimier pas-sèrent de la Résistance à la Collaboration...

De la guerre d'Indochine à l'indépendance de l'Algérie, les passions françaises entrèrent une fois encore en effervescence. Des récits durs, intenses et dépouillés de Pierre Schoen-doerffer (*La 317e section*) à ceux d'Erwan Ber-got (*Deuxième classe à Diên Biên Phu*) et de Jean Pouget (*Le manifeste du camp n° 1*), en passant par les renoncements humanitaires d'un Jules Roy (*Mémoires barbares*), la plaie reste vive. Aussi vive que celle née de la dra-matique affaire algérienne pour laquelle Pierre Sergent (*Ma peau au bout de mes idées*), Dominique Venner (*Le Cœur rebelle*) et Hélie Denoix de Saint Marc (*Les Champs de braise*) s'engagèrent chacun sans concession ni esprit de retour. Tant il est vrai, selon le mot de Riva-rol, qu'*« en période de guerre civile, le plus difficile n'est pas de faire son devoir mais de savoir où il se trouve »*.

E. V.

---

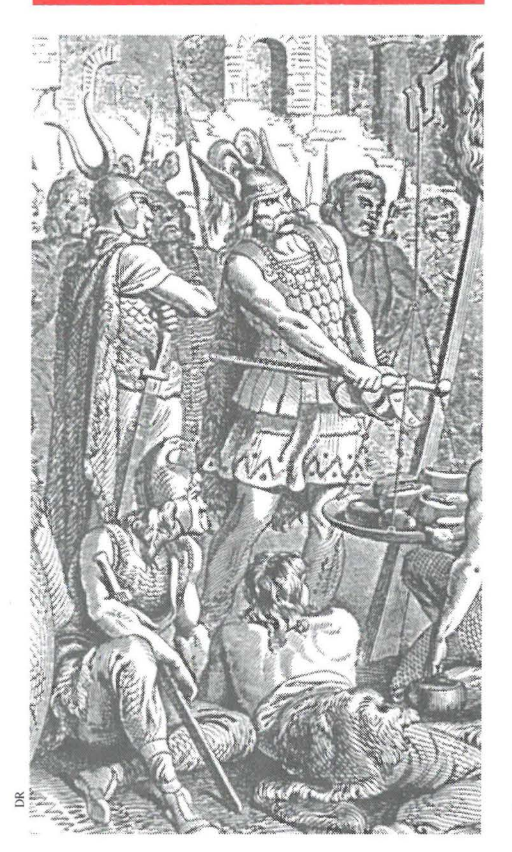
1. Adrienne D. Hytier, *La Guerre*. Bordas, 1989, p. 120.
2. Raoul Girardet, *La Société militaire dans la France contemporaine, 1815-1939*. Plon, 1953, p. 119.
3. Charles Péguy, *Cahiers de la Quinzaine, 28 décembre 1913. Œuvres poétiques complètes*. La Pléiade, 1948, p. 800-801.
4. Père Teilhard de Chardin, *La Nostalgie du front*, extrait des *Écrits du temps de guerre* (1916-1919). Le Seuil, 1965, p. 204 à 207.
5. René Quinton, *Maximes sur la guerre*. Réédition Le Porte-Glaive.
6. *Les critiques de notre temps : Apollinaire*. Garnier, 1971, p. 91-92.
7. Henry de Montherlant, *Le Songe*. Grasset, 1922, p. 76 à 78.
8. Guy Dupré, *C'est le sang de l'amour et le sang de la peine*. Trédaniel, 1996, p. 15.
9. Philippe Dufay, *Jean Giraudoux*. Julliard, 1993, p. 195.
10. Hugo Pratt, *Saint-Exupéry, le dernier vol*, texte de Frédéric d'Agay. Casterman, 1995.

TRENTE REPÈRES POUR VINGT SIÈCLES D'HISTOIRE

Ces batailles qui ont fait la France

PAR JEAN KAPPEL

Vers 1960, la mode n'était plus à l'histoire-bataille. Comme toutes les modes, celle-ci commence à passer. Et l'on redécouvre les mérites pédagogiques des grands repères. Avant d'être un déchaînement de forces et de violence, la bataille est une réflexion, une prévision, une détermination. Elle est l'épreuve suprême qui juge une société, une nation et ses hommes. Retour aux sources d'une histoire qui s'est faite aussi à coups d'épée.


DR

Brennus, chef gaulois victorieux des Romains sur l'Allia en 390 av. J.-C. Il s'empare de Rome qu'il livre au pillage et ne consentira à s'éloigner qu'en échange d'un lourd tribut auquel il ajoutera le poids de son épée en prononçant la formule célèbre : « Vae victis ! » *(malheur aux vaincus). Charles de Gaulle voyait dans ce raid gaulois l'acte fondateur de l'histoire de France, ainsi qu'il l'écrit aux premières lignes de* La France et son armée *(1938) :* **« La France fut faite à coups d'épée. Nos pères entrèrent dans l'Histoire avec le glaive de Brennus. »**

52 av. J.-C. : Vercingétorix à Alésia

Jeune chef arverne (25 ans), Vercingétorix est parvenu à rassembler la majeure partie des cités contre César qui, depuis six ans, a entrepris la conquête de la Gaule. Il pratique efficacement la tactique de la « terre brûlée » et inflige au Romain une sévère défaite à Gergovie au début de - 52. Pour refaire ses forces, il va s'enfermer dans l'oppidum d'Alésia. César l'y rejoint avec des forces supérieures et l'assiège. Réduits par la faim, les défenseurs, qui n'ont pas reçu les secours attendus, sont contraints de se rendre. Dans l'espoir d'épargner son peuple, Vercingétorix se livre au vainqueur, *« parant d'un sombre éclat le deuil de l'indépendance »* (De Gaulle, *La France et son armée*, 1938). Il sera étranglé après avoir été détenu six ans à Rome dans des conditions cruelles.

451 : Les Champs catalauniques

Après avoir franchi le Rhin et la Moselle, puis détruit Trèves, Metz, Toul, Châlons, Reims et Sens, Attila et les Huns ont échoué devant Troyes et Orléans, défendues par saint Loup et saint Aignan. De nombreux chefs wisigoths, francs et burgondes se joignent alors au patrice romain Aétius pour venir à bout du « fléau de Dieu ». C'est chose faite entre Troyes et Sens lors de la bataille des Champs catalauniques, au cours de laquelle le roi wisigoth Théodoric trouve la mort. Écrasés, les Huns sont bientôt chassés d'Occident.

496 : Clovis à Tolbiac

C'est pour porter secours à un prince franc de la région de Cologne que Clovis va engager la lutte contre les Alamans. Le choc a lieu, pense-t-on, à Zulpich (Tolbiac) et la tradition veut que ce soit après qu'il eût invoqué l'aide du Dieu de Clotilde, son épouse chrétienne, que le sort du combat ait tourné en faveur du roi franc. La date a été contestée. Cette victoire décida, selon la tradition, de la conversion de Clovis et scella l'union de la monarchie franque et d'une Église catholique, héritière d'une part de la romanité.

32 : Charles Martel à Poitiers

Les envahisseurs musulmans qui ont subergé en quelques années la péninsule ibéique et, franchissant les Pyrénées, se sont mparés de Narbonne et ont menacé Toulouse, oussent ensuite des raids dévastateurs jusqu'à utun. Tandis qu'ils marchent sur Tours, ils ont arrêtés et mis en pièces à proximité de oitiers par le maire du palais d'Austrasie, harles Martel, fils de Pépin d'Héristal. Une ernière bande d'envahisseurs en retraite sera étruite peu après sur le causse de Martel.

78 : Roland à Roncevaux

Profitant d'une demande d'arbitrage de émir de Saragosse, en conflit avec celui de ordoue, Charlemagne a conduit une expédion au-delà des Pyrénées, mais il a échoué ans sa tentative de s'emparer de la grande ité de l'Èbre. Il prend en revanche Pampelue, mais son arrière-garde est attaquée par les iontagnards basques quand l'armée repasse s Pyrénées, au col de Roncevaux. Le comte oland et ses compagnons périssent au cours u combat. L'épisode sera magnifié au cours es siècles suivants et Roland deviendra, dans chanson de geste qui exaltera son sacrifice, champion de la lutte contre les Sarrasins. n récit dont l'immense succès dans l'Occient des XIe-XIIe siècles est étroitement lié à essor de la *Reconquista* et du pèlerinage de aint-Jacques-de-Compostelle, dont le « chein » emprunte le col de Roncevaux, à une ɔoque qui voit la chevalerie se mobiliser pour Croisade.

099 : Godefroi de Bouillon à Jérusalem

Quatre ans après que le pape Urbain II ait ncé à Clermont l'appel à la Croisade, l'armée anque, déjà victorieuse à Nicée, à Dorylée et Antioche, vient mettre le siège devant Jérusam. La ville est investie en juin et un premier saut est lancé le 14 juillet. Dès le lendemain, chevalier de Puisaye, suivi par Godefroi de ouillon, chef de l'expédition, bouscule nnemi sur la brèche ouverte vers l'Orient. lors que les vainqueurs font payer cher leur sistance aux défenseurs, Godefroi entre sans mes et pieds nus dans le Saint-Sépulcre pour prier. Quelques jours plus tard, la prise Ascalon donne aux Francs, pour un siècle, le ontrôle de la Palestine.

214 : Philippe Auguste à Bouvines

Philippe Auguste doit faire face à une coaion qui rassemble contre lui le roi d'Anglere, Jean sans Terre, le comte Ferrand de Flandre et l'empereur Othon IV de Brunswick. Après avoir triomphé de Jean sans Terre, à La Roche-aux-Moines, en Poitou, il doit livrer une bataille autrement difficile au nord du royaume contre les autres coalisés. Le choc va se produire à Bouvines, le 27 juillet 1214, alors que le Capétien dispose d'effectifs sensiblement inférieurs à ceux de ses adversaires. Après six heures de combat, les coalisés abandonnent le champ de bataille. La part prise dans la victoire par les milices communales fait que l'on voit dans la bataille de Bouvines la première grande manifestation de sentiment national.



La bataille de Bouvines, 27 juillet 1214. Au centre, Philippe-Auguste. La présence de milices communales en a fait la première manifestation de mobilisation nationale.

1364 : Du Guesclin à Cocherel

En cette vingt-septième année de ce qui deviendra la guerre de Cent Ans, Charles le Mauvais, comte d'Évreux et roi de Navarre était le meilleur allié des Anglais contre le jeune Charles V, qui s'apprête à recevoir à Reims la couronne royale. Profitant du fait que le roi de Navarre est retenu à Pampelune, Du Guesclin entreprend d'envahir ses possessions normandes et vient affronter à Cocherel, sur les rives de l'Eure, à mi-distance d'Évreux et de Vernon, les troupes de Jean de Grailly, captal de Buch, chargé de défendre les possessions de Charles. Le captal s'installe prudemment sur les hauteurs dominant la rivière. Nous sommes le 16 mai 1364. Du Guesclin feint alors la retraite pour encourager l'ennemi à abandonner ses solides positions défensives. Une fois celui-ci tombé dans le piège, il fait face et livre bataille. La victoire est totale, le captal est pris et les Anglo-Navarrais en déroute doivent se replier sur Acquigny. C'est à la veille de son sacre que Charles V apprend la victoire.

1415 : Le désastre d'Azincourt

Débarqué en Normandie, Henri V d'Angleterre s'empare d'Harfleur, après une farouche résistance. Ne disposant plus que de forces trop réduites pour marcher sur Paris, il décide de remonter en force vers Calais pour y prendre ses quartiers d'hiver. À la tête de cinquante mille hommes, le connétable d'Albret l'attend entre Tramecourt et Azincourt, au nord-est d'Abbeville sur un terrain détrempé peu favorable aux manœuvres de cavalerie. Mais, au matin du 14 octobre 1415, les Français forts d'une large supériorité engagent la lutte dans un immense désordre et sous les flèches des archers anglais. La chevalerie vient se briser sur la résistance des Anglais solidement installés en défensive. Les milices se retirent sans avoir pu livrer bataille. L'écrasante victoire d'Henri V lui assure un immense prestige malgré son ordre de massacrer les pri-



Jeanne d'Arc, seul portrait exécuté de son vivant, lors de son procès, par le greffier qui en tenait les minutes.

sonniers. La chevalerie française est frappée au cœur. Le connétable d'Albret a péri et Charles d'Orléans est prisonnier.

1429 : Jeanne d'Arc délivre Orléans

Partie de sa terre lorraine, Jeanne d'Arc a gagné Chinon où le dauphin Charles accepte de la mandater pour délivrer Orléans assiégée par les Anglais. La chute de la ville permettait aux Anglais de menacer la Touraine, le Berry et le Poitou. Le 29 avril, Jeanne et Dunois parviennent à pénétrer dans la ville pendant que les Orléanais font diversion vers la bastille Saint-Loup. Renforcée par une petite armée de secours, Jeanne, dont la présence galvanise les défenseurs et les habitants, s'empare bientôt de cette bastille, puis de celle des Augustins. Elle est blessée lors de l'attaque de celle des Tourelles mais, le lendemain, l'ennemi se replie sur Jargeau et sur Meung, en abandonnant une bonne partie de ses bagages. Le 8 mai, Orléans est délivrée et l'Anglais n'allait plus connaître désormais que des revers.

1515 : François Ier à Marignan

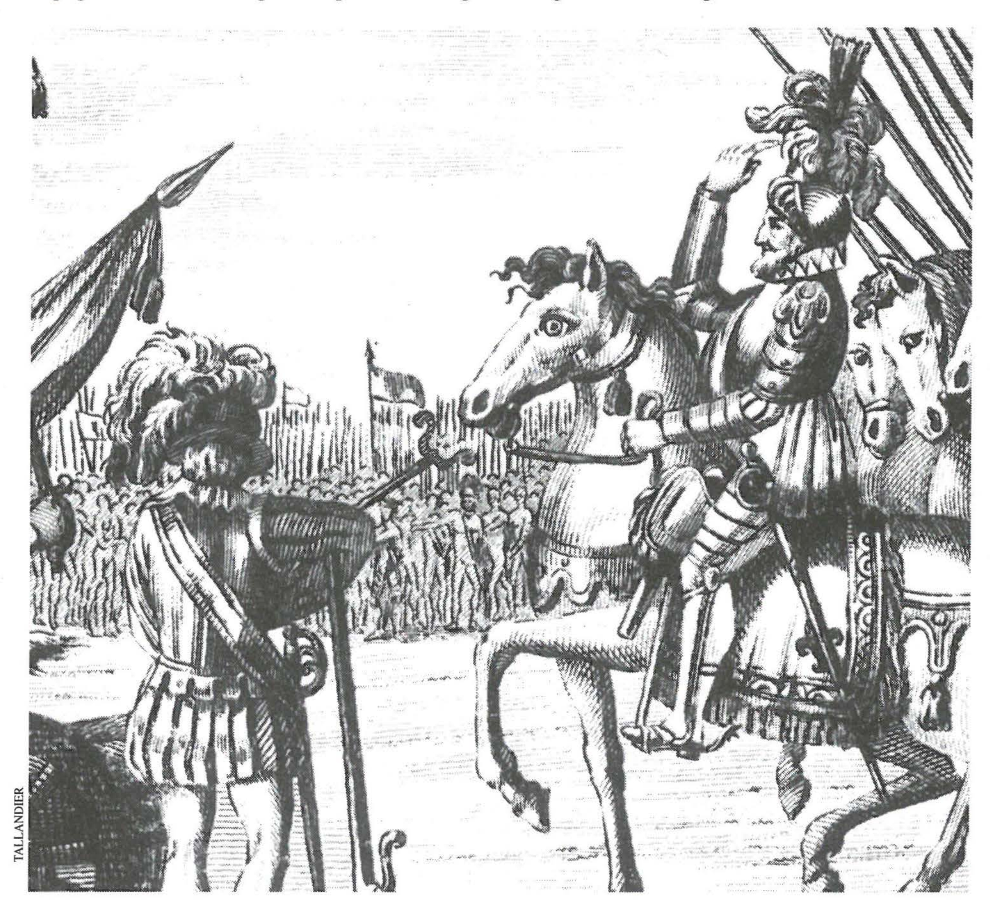
Louis XII n'ayant pas d'enfants, son cousin François Ier lui succède à sa mort au début de 1515. Le nouveau roi se lance avec allégresse dans l'aventure italienne léguée par ses prédécesseurs. À Marignan, il livre bataille aux Suisses qui combattent pour le compte du duc de Milan et du pape. Après avoir surpris l'adversaire qui l'attendait ailleurs, franchissant les Alpes au col de l'Argentière, l'armée française débouche le 15 août dans les plaines du Piémont. L'affrontement se produit les 13 et 14 septembre 1515. Les deux infanteries se livrent un combat féroce au cours duquel le jeune roi François Ier s'engage au premier rang. L'issue est décidée par l'utilisation massive de l'artillerie commandée par Galiot de Genouillac, brisant les carrés suisses et préparant la charge de la cavalerie. Au soir du combat, le jeune roi est armé chevalier par Bayard sur le champ de bataille.

1590 : Henri IV à Ivry

Après l'assassinat d'Henri III, son cousin Henri de Navarre, chef du parti protestant, devient roi sous le nom d'Henri IV. Le roi d'Espagne, Philippe II, qui voulait faire passer la couronne à sa fille, s'oppose à son avènement ainsi que la Ligue (parti catholique). C'est au moment où il assiège Dreux qu'Henri IV doit faire face à l'armée du duc de Mayenne, renforcée de contingents venus des Pays-Bas espagnols. Le choc se produit près du village d'Ivry, le 14 mars 1590. Les ligueurs envisagent une manœuvre enveloppante, alors qu'Henri prévoit d'enfoncer leur centre. L'affaire est mal engagée car la Ligue dispose d'effectifs supérieurs mais l'intervention personnelle du Béarnais, lancé à la tête d'un escadron de six cents cavaliers contre le centre adverse, stimule les courages (*« Ralliez-vous à mon panache blanc ! »*). À l'issue de trois heures de lutte, la défaite des ligueurs est complète et moins du quart d'entre eux peut s'enfuir.

1643 : Le Grand Condé à Rocroi

À la tête de vingt-six mille hommes, don Francisco de Mellos, gouverneur des Pays-Bas espagnols, et le vieux comte de Fuentes viennent investir Rocroi, au débouché des Ardennes, place ouvrant la route de Paris. Le jeune Louis de Bourbon, duc d'Enghien et plus tard prince de Condé, ne dispose que de vingt mille hommes pour lui barrer la route mais, malgré les conseils de prudence du maréchal de l'Hôpital, il décide, avec la fougue de ses vingt-deux ans et l'accord du



***Henri IV à la bataille d'Ivry* : « Suivez mon panache blanc, il vous mènera sur les chemins de l'honneur… »**



Bataille de Fontenoy, 11 mai 1745. Ce fut la dernière grande victoire de la monarchie en Europe.

fidèle Gassion, de prendre l'initiative. Le combat se limite le 18 mai à des escarmouches et c'est le lendemain que le jeune chef *« se charge de l'événement »*. Sa gauche et son centre enfoncés, il déborde et bouscule l'ennemi avec sa droite. Poussant son avantage, il prend à revers les masses compactes des tercios espagnols qui sont disloqués. Au soir de la bataille, les pertes de l'ennemi sont cinq fois supérieures à celles des Français, qui capturent cent soixante-dix drapeaux.

1712 : Villars à Denain

Alors que s'aggrave la guerre de Succession d'Espagne et que le prince Eugène, à la tête de forces considérables, ambitionne de marcher sur Paris depuis la frontière du nord, Louis XIV confie à Villars le salut du royaume. Le maréchal ne peut s'attaquer directement à des forces supérieures mais une habile manœuvre va lui donner la victoire. Alors que l'ennemi assiège Landrecies, les Français feignent de se porter au secours de cette place. Le prince Eugène s'apprête donc à faire effort dans cette direction et c'est à Denain, sur l'Escaut, que, le 24 juillet 1712, Villars et le maréchal de Montesquiou s'en prennent aux contingents hollandais, hardiment culbutés par une attaque surprise à la baïonnette. L'ennemi perd huit mille hommes dans la journée, abandonne soixante drapeaux, et se voit contraint de traiter.

1745 : Maurice de Saxe à Fontenoy

Fontenoy est la principale bataille de la guerre de Succession d'Autriche. Elle fut livrée du côté français par le maréchal de Saxe. Fils naturel de l'Électeur de Saxe Auguste Ier et de la comtesse Aurore de Koenigsberg, Hermann-Maurice, comte de Saxe, était maréchal de France depuis 1720. Il fut chargé, par Louis XV, du commandement de

L'HÔTEL ROYAL DES INVALIDES

C'est d'abord en France que l'État monarchique prit lui-même en main le sort des vieux militaires invalides, répondant ainsi aux pressantes sollicitudes de Blaise de Montluc en faveur des pauvres estropiés. Henri III, par les édits de 1578 et 1585, place les soldats invalides sous la protection du roi, mais il n'avait guère les moyens d'imposer son autorité. Henri IV, avec la paix et un pouvoir non contesté, pouvait tenter de réserver à ses vieux soldats la maison de Nicolas Houël, placée sous le contrôle du roi en 1604, mais sa mort mit un terme à cette politique. Louis XIII ne réussit pas mieux, avec la fondation d'un établissement ambitieux, sous le nom de Commanderie de Saint-Louis à Bicêtre, qui ne réalisa jamais ses objectifs, faute d'argent.

L'ordonnance du 26 février 1670, portant fondation de l'Hôtel Royal des Invalides par Louis XIV, donna à ces tentatives l'ampleur, la magnificence, et les moyens financiers qui devaient assurer sa réussite. Sa construction fut confiée à Libéral Bruant (achevée par Hardouin-Mansart), et sa décoration aux meilleurs artistes de Versailles. En même temps, se trouve enfin définie précisément l'invalidité militaire, le mot invalide succédant alors au mot estropié. Sont reçus à l'Hôtel Royal des soldats âgés ou usés, blessés ou infirmes, ainsi que ceux qui ont dix années puis vingt années de services. Leur nombre important, leur rétablissement éventuel, ainsi que le souci de préserver la dignité de ces hommes par une activité, entraînèrent la création en 1690 des compagnies détachées de soldats invalides, envoyées dans les places fortes des frontières ou dans quelques châteaux de l'intérieur, résurrection améliorée des mortes-payes. Gouvernées par l'Hôtel Royal, ces compagnies remplirent leur fonction jusqu'à la Révolution. En 1764, les deux ordonnances des 26 février et 30 novembre firent un pas de plus en faveur des vieux militaires invalides, en leur donnant avec une pension, fort modeste d'ailleurs, la possibilité d'une retraite civile, hors de l'Hôtel Royal.

JEAN-PIERRE BOIS
Dictionnaire d'Art et d'histoire militaire.
Sous la direction d'André Corvisier, PUF 1988.
Voir aussi *Les Grandes heures des Invalides*, d'Anne Muratori-Philip. Perrin, 1989.

l'armée opposée à celle du duc de Cumberland et du comte de Waldeck. En début d'après-midi, le 11 mai 1745, l'infanterie anglo-hanovrienne semble reprendre le dessus. Après que les Français aient suspendu le feu (*« Messieurs les Anglais, tirez les premiers... »*), Maurice de Saxe fait battre au canon le front anglais et jette dans la bataille la Maison du Roi et son infanterie irlandaise. C'est suffisant pour décider du sort de la bataille, remportée sous les yeux de Louis XV et du Dauphin. Malade, le général en chef a suivi l'action en se déplaçant dans une petite carriole d'osier.

1748 : Dupleix à Pondichéry

Alors que la France et l'Angleterre s'opposent dans la guerre de Succession d'Autriche, à l'autre bout du monde, l'amiral Boscawen paraît à la tête de trente navires, devant Pondichéry. Pendant ce temps, 6 000 hommes de troupe investissent la place du côté de la terre. Dupleix ne dispose que de 1 400 Français et de 2 000 auxiliaires indigènes. Le comptoir français va supporter ainsi 58 jours de siège, dont 42 d'attaques quasi continuelles. Tous les efforts anglais se briseront devant l'énergie du représentant de la compagnie française des Indes, contraignant l'ennemi à se retirer.

1759 : Montcalm devant Québec

La guerre de Sept Ans a entraîné en Amérique du Nord une reprise des hostilités avec l'Angleterre, marquée par les nombreux succès initialement obtenus à partir du Canada français. La prise du fort William-Henry menace même la Nouvelle-Angleterre. Mais les Anglais se ressaisissent et rassemblent des moyens très supérieurs à ceux dont disposent leurs adversaires. En 1758, la prise de Louisbourg leur ouvre la route de Québec par le Saint-Laurent. Le contrôle de la vallée de l'Ohio et la prise du fort Frontenac resserrent l'étau autour de la Nouvelle-France. Le 8 juillet 1758, le marquis de Montcalm a battu Lord Abercromby au fort Carillon mais, en 1759, une flotte anglaise remonte le Saint-Laurent et amène devant Québec le puissant corps expéditionnaire du général Wolf. Celui-ci remporte la victoire des plaines d'Abraham mais y laisse la vie, alors que Montcalm meurt lui-même de ses blessures le 13 septembre, quatre jours avant la capitulation de Québec.

1781 : Rochambeau à Yorktown

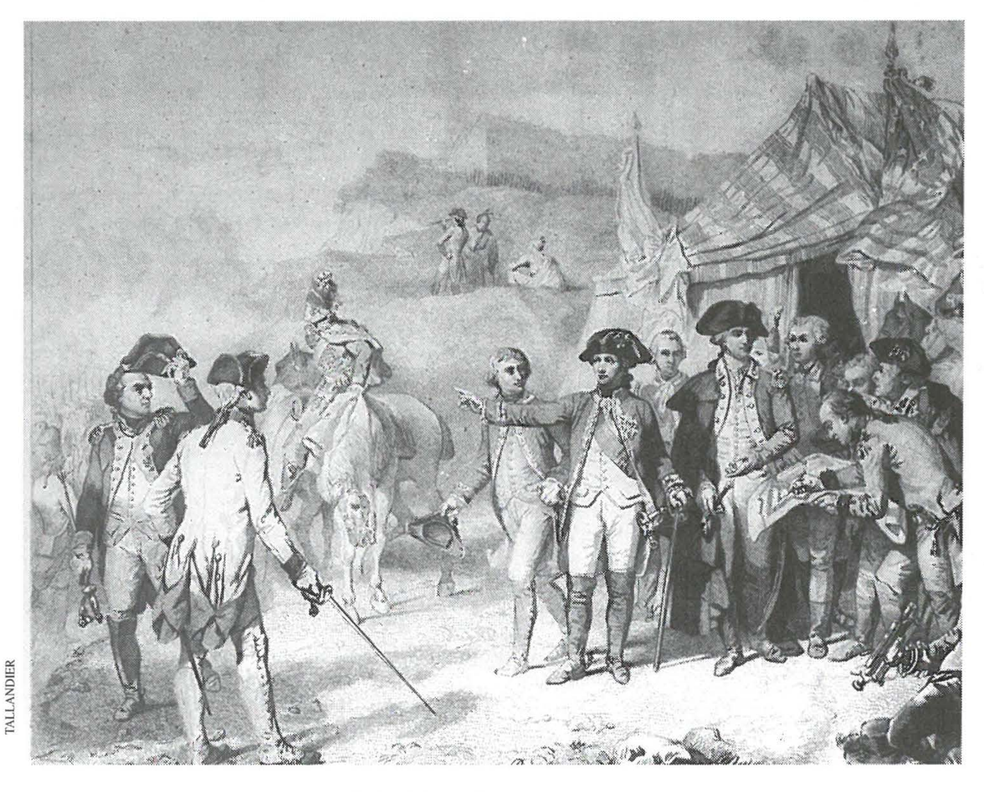
Incapables de venir à bout de la résistance des insurgés américains, les Anglais portent leurs efforts au sud du territoire en menaçant la Virginie. Le général Washington les devance en trompant leur surveillance et en réalisant la jonction de ses forces avec celles du corps expéditionnaire français de Rochambeau, renforcé du corps de débarquement amené en Virginie par La Fayette. Les forces ainsi rassemblées entreprennent le siège de Yorktown où s'est installé le général Cornwallis, bloqué du côté de la mer par la flotte du comte de Grasse. Sans espoir d'être secouru, Cornwallis doit capituler et livre les 7 000 défenseurs de la place. Cet échec majeur des Anglais constituait une éclatante revanche après les défaites subies par la France au cours de la guerre de Sept Ans.

1792 : La victoire de Valmy

Alors que Brunswick s'attarde sur la Meuse, Dumouriez accourt pour tenir les défilés de l'Argonne, *« les Thermopyles de la France »*. Pressé par l'ennemi, il se maintient sur celui de Grandpré mais préfère finalement offrir la bataille à hauteur du plateau de Valmy, à l'ouest de Sainte-Menehould. C'est là que, le 20 septembre 1792, les deux armées se font face mais la lutte se résume à des échanges d'artillerie peu meurtriers et les Prussiens se replient en bon ordre sans avoir réellement livré bataille. Le bilan militaire de l'affrontement est donc des plus minces, mais la portée morale et politique de la « victoire » française sera considérable. Témoin de l'événement, Gœthe s'écriera : *« Ici, en ce jour, commence une ère nouvelle ! »*

1794 : Jourdan à Fleurus

Les Français ont déjà obtenu la reddition de Charleroi quand le duc de Cobourg, ignorant sa chute, intervient pour secourir la place avec 60 000 Austro-Hollandais. C'est dans ces conditions que va se livrer la bataille de Fleurus, le 26 juin 1794. Les Français sont en nombre équivalent. Dès trois heures du matin, l'assaut des coalisés repousse vers la Sambre la gauche française mais Kléber rétablit la situation. Au centre de la bataille, Championnet résiste à tous les assauts de Kaunitz. On se bat farouchement pour le village de Lambussart. Jourdan jette finalement sur l'ennemi toute la cavalerie du général Dubois et charge lui-même à la tête de trois bataillons qui culbutent l'adversaire. Cobourg apprenant la perte de Charleroi n'insiste pas et se replie sur Bruxelles. On avait utilisé pour la première fois un ballon captif d'où le capitaine Coutelle put observer l'ensemble du champ de bataille et renseigner le commandement français.



TALLANDIER

Siège de Yorktown en 1781. Le général de Rochambeau donne des ordres à ses officiers. Derrière lui, le général Washington et le jeune marquis de La Fayette, tête nue.

1797 : Bonaparte à Rivoli

Après Lodi et Arcole, Bonaparte va livrer ıux Autrichiens la bataille décisive qui doit les :ontraindre à abandonner Mantoue et à ouvrir ıinsi la route des cols permettant d'accéder à Vienne. L'action se produit le 14 janvier 1797, ı l'est du lac de Garde. C'est Joubert qui :ncaisse l'essentiel du choc quand se léclenche l'attaque ennemie. Il doit concéder lu terrain mais Masséna, qui amène ses roupes à marche forcée depuis la veille appaaît alors et se jette dans la danse. Pris sous le eu de son artillerie, les colonnes autrichiennes ont sabrées par une charge irrésistible de .asalle. Alors que le général autrichien Alvin- :y se replie vers le nord pour rejoindre la valée de l'Adige, Murat lui barre la retraite et :omplète la défaite de l'ennemi. Le coup d'œil :t la rapidité de réaction de Bonaparte, la nobilité et l'agressivité de ses régiments ont lécidé une nouvelle fois du succès.



TALLANDIER

Épisode légendaire de la bataille de Waterloo : **« la Garde meurt et ne se rend pas ».**

1805 : Napoléon à Austerlitz

Entré à Vienne, Napoléon marche vers la Moravie pour y livrer bataille aux Autrichiens :t à leurs alliés russes. Il dispose de 70 000 ıommes pour affronter des armées ennemies ortes de 90 000 combattants, commandés par 'empereur François II et le tsar Alexandre I[er]. .e 2 décembre 1805, Soult s'empare du pla- :au de Pratzen dont le contrôle apparaît décisif pour l'issue de la journée. Lannes, Murat et Kellermann rejettent Bagration sur Austerlitz :t c'est l'Empereur qui donne le coup de grâce l'ennemi en lançant sa Garde et les grenaiers d'Oudinot contre les Russes qui, pris à :evers, sont rejetés vers les étangs et contraints :e retraiter dans le plus grand désordre. Les ertes françaises sont inférieures de moitié à elles de l'adversaire et la victoire apparaît à :e point décisive que l'empereur d'Autriche ccepte immédiatement de négocier la paix de 'resbourg.

1815 : Ney à Waterloo

Après avoir envahi la Belgique où se ras- :mble l'armée prussienne de Blücher et armée anglo-hollandaise de Wellington, Napoléon, qui doit affronter des forces très upérieures, décide de les battre successive- ıent. Il se tourne d'abord contre les Prussiens, nvoyant Grouchy et 30 000 hommes à la oursuite de Blücher qui bat en retraite. Pendant ce temps, il décide d'attaquer Wellington ui s'est retiré à Waterloo. La bataille décisive :e peut s'engager qu'en fin de matinée, le 18 ıin, en raison des pluies diluviennes qui se sont abattues sur la région. Le terrain détrempé interdit de lancer prématurément la cavalerie française à l'assaut des carrés anglais et écossais. Le maréchal Ney est, en personne, à la tête du corps Drouet d'Erlon pour s'emparer de la Haie-Sainte, mais la résistance farouche opposée par l'adversaire donne un coup d'arrêt à l'élan des Français. À trois heures, Ney lance contre le centre de Wellington les cuirassiers du général Milhaud, puis il renouvelle la charge avec les lanciers et les chasseurs de la Garde. Il recommence à la tête de ses cavaliers, mais ne parvient pas à entamer les carrés de fantassins anglais. L'arrivée inattendue des Prussiens de Blücher décide du sort de la bataille et Ney la termine parmi les survivants de la Garde qui continuent de résister.

1837 : Lamoricière à Constantine

En novembre 1836, le général Clauzel avait conduit contre Constantine une expédition malheureuse, qui avait failli se terminer en déroute. L'année suivante, c'est son successeur, le général Damrémont, qui investit la grande cité de l'Est algérien. Il dispose pour cela de 10 000 hommes. Les quatre brigades des généraux Trézel et Rulhières, du duc de Nemours et du colonel Combes sont en vue de la place le 6 octobre. L'artillerie tonne à partir du 9 et, le vendredi 13, l'assaut est donné par trois colonnes placées sous les ordres du lieutenant-colonel Lamoricière et des colonels Combes et Corbin. Lamoricière et ses zouaves font la décision et pénètrent dans la ville où la poudrière des assiégés a sauté. Après plusieurs heures de combats de rue acharnés, la ville est aux Français mais, tué quelques heures plus tôt, le général Damrémont ne pourra jouir de la victoire et c'est son successeur, le général Vallée qui sera nommé gouverneur général de l'Algérie.

1855 : Mac-Mahon à Malakoff

L'action se passe durant le long siège de Sébastopol, pendant la guerre de Crimée (1854-1855), menée par l'Angleterre et la France contre la Russie. Le bastion de Malakoff commandait le flanc sud de la place. Le colonel Todleben, responsable de la défense, en avait fait une position inexpugnable, protégée par deux lignes de retranchements. La prise de cet ouvrage était le principal objectif du général Pélissier, commandant en chef des troupes françaises de Crimée. Dès le 18 juin 1855, la position est attaquée. C'est un échec sanglant. Le 8 septembre, la division Mac-Mahon se lance à son tour à l'assaut. Dans un élan irrésistible, les zouaves jaillissant des tranchées franchissent le parapet et plantent le drapeau tricolore sur le bastion. On se bat au corps à corps pendant plusieurs heures et quand Mac-Mahon reçoit l'ordre de se retirer car le fort risque d'être miné, il répond par le fameux *« J'y suis, j'y reste »*. En fin d'après-midi, la victoire est acquise et, dès le lendemain 9 septembre, les Russes évacuent Sébastopol.

1863 : La Légion à Camerone

Chargés d'une mission d'escorte, durant la campagne du Mexique, les soixante légionnaires du capitaine Danjou, qui s'est illustré en Algérie – où il a perdu une main – et en Crimée, se trouvent confrontés avec des forces mexicaines bien supérieures, 800 cavaliers et 1 200 fantassins. Pendant une journée entière, retranchés dans l'hacienda de Camerone, ils refusent toute reddition. Le capitaine Danjou ayant été tué, il est remplacé par le sous-lieutenant Vilain, lui-même tué à son tour et remplacé par le sous-lieutenant Maudet. À la tombée du soir, cinq survivants résistent toujours. Ils tirent leurs dernières cartouches et chargent, baïonnette au canon, contre la meute adverse. Impressionnés par le courage de ces « démons », les Mexicains les épargnent et leur accordent les honneurs de la guerre.

1870 : Les cuirassiers de Reischoffen

Au lendemain de l'échec subi à Wissembourg, Mac-Mahon vient occuper la position de Woerth, ce qui lui permet de couvrir les trois routes de Haguenau, Saverne et Bitche, mais il doit affronter à un contre deux les forces du prince royal de Prusse. Le 6 août, la division Ducrot repousse les Bavarois et la division Raoult contient à Froeschwiller les assauts des Prussiens qui cherchent à envelopper le dispositif français. Mac-Mahon fait alors donner sa cavalerie (8e et 9e cuirassiers, 8e lanciers, et les quatre régiments de cuirassiers de la division Bonnemains). Lancées à travers les houblonnières, les charges françaises sont fauchées par le feu très dense de l'ennemi. Mac-Mahon doit se résoudre à la retraite en direction de Petite-Pierre et de Phalsbourg, pendant que la division Raoult et son chef succombent à Froeschwiller.

1916 : Les poilus de Verdun

Conçue vraisemblablement dans l'intention de percer le front français, l'attaque qui commence le 21 février 1916 est marquée à ses débuts par les ravages du *trommelfeuer* allemand et par la perte du bois des Caures et de Douaumont, la bataille de Verdun va s'acharner pendant de longs mois, sur un espace de quelques kilomètres, sans qu'aucun des deux adversaires ne parvienne à « user » l'autre. Elle révélera chez les combattants des trésors de courage, d'endurance et de stoïcisme. Les Allemands parviendront à s'avancer jusqu'au Mort-Homme et à la cote 304 mais, le 9 avril, Pétain, qui a réorganisé la défense, pourra lancer son ordre du jour de victoire conclu par le fameux « *On les aura !* ». Bientôt, la résistance de Souville fera la décision en faveur des Français qui reprennent Douaumont en octobre.

1944 : Juin à Monte Cassino

Dans la bataille pour le Monte Cassino, le corps expéditionnaire français du général Juin s'est déjà illustré en janvier 1944, quand des unités de la 3e division d'infanterie algérienne (DIA) de Monsabert se sont infiltrées dans le dispositif allemand et ont occupé le Belvédère. Deux bataillons vont y tenir huit jours sous un déluge de feu, pratiquement coupés du gros de la division. Exploit sans lendemain, car les Américains ne parviennent pas à emporter la décision au nord-ouest du Mont Cassin. Minutieusement préparée par Juin, l'offensive finale est lancée le 11 mai 1944, à l'issue d'une formidable préparation d'artillerie. Les Américains piétinent mais, dans l'après-midi du 13, le drapeau tricolore flotte sur le Monte Majo, emporté de haute lutte par les unités de l'armée d'Afrique. La rupture est obtenue et, le surlendemain, la ligne de repli Hitler est largement dépassée. Monsabert peut foncer en avant et ouvrir aux Américains la route de Rome.

1954 : Diên Biên Phu

Établi dans l'ouest du Tonkin pour empêcher les infiltrations viet-minh en direction du Laos, le camp retranché de Diên Biên Phu a été attaqué avec de puissants moyens par l'ennemi à partir du 13 mars 1954. Les services de renseignement français n'avaient pas imaginé que le général Giap pourrait amener de l'artillerie lourde dans une région aussi lointaine et aussi peu accessible. La cuvette de Diên Biên Phu va ainsi devenir un Verdun indochinois, mais un Verdun coupé de l'arrière et progressivement asphyxié, sans espoir d'être secouru. Le parachutage de renforts, notamment celui du 6e bataillon de parachutistes coloniaux du commandant Bigeard, ne peut que retarder l'échéance. Malgré l'héroïsme des paras et des légionnaires, les points d'appui baptisés Béatrice, Isabelle, Éliane ou Dominique, vont tomber les uns après les autres. Le 7 mai, à l'issue d'un siège de près de deux mois, le colonel de Castries est fait prisonnier avec ce qui reste de la garnison, privée de munitions et écrasée sous le nombre. Un tiers des défenseurs a péri et seulement un quart des prisonniers survivra à une effrayante captivité dans les camps viets.

J. K.



TALLANDIER

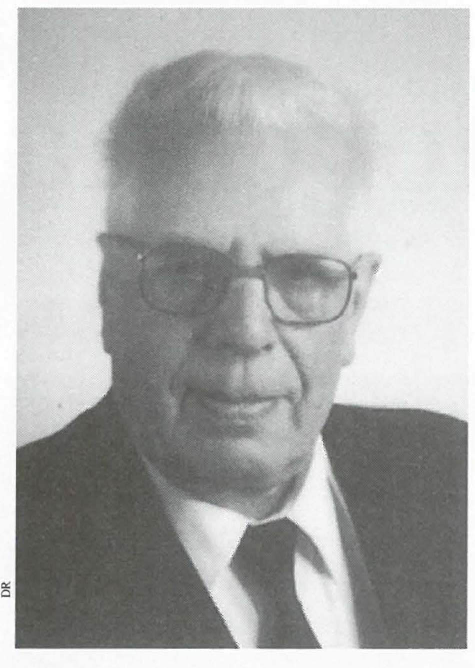
Photographiés au PC du colonel Langlais (à droite, avec insigne de parachutiste), les officiers qui animent la défense du camp retranché de Diên Biên Phu. De face, le commandant Bigeard. L'âpreté de la lutte se lit sur les visages émaciés, marqués par l'épuisement.

L'université redécouvre l'histoire militaire

L'*histoire de l'armée française* du général Weygand avait bercé notre enfance. Abondamment illustrée en noir et blanc, rehaussée de planches couleurs, elle faisait défiler les Gaulois du musée de l'Armée, des chevaliers à la lourde cuirasse, des mousquetaires du Roi, des volontaires de Valmy, des goumiers de l'Empire et des poilus de Verdun. Peu de marins et d'aviateurs. Peu de représentants des services techniques, si ce n'est les pontonniers du général Eblé. On lisait un texte conventionnel, mais solide. On admirait les uniformes, les canons, les étendards. On suivait sur les cartes, les manœuvres. On rêvait. On était heureux. Depuis cette *Histoire*, à plusieurs reprises mise à jour et rééditée, aucune autre entreprise de ce genre n'avait vu le jour, jusqu'à l'ouvrage collectif en quatre volumes qu'André Corvisier a commencé à publier en 1992.

De 1925 à 1965, l'Université avait déserté l'histoire militaire, à l'exception de Raoul Girardet (*La Société militaire dans la France contemporaine 1815-1939*, Plon, 1953). En fait, ce fut André Corvisier qui réussit à renouer le dialogue entre universitaires et militaires.

En 1969, ce spécialiste de l'armée française du XVIIe et du XVIIIe siècle recrée la Commission française d'histoire militaire. En 1988, il dirige la publication d'un remarquable *Dictionnaire d'art et d'histoire militaire* (PUF), premier ouvrage de ce type paru depuis 1910. Quatre ans plus tard, il récidive en prenant la tête d'une monumentale *Histoire militaire de la France* en quatre tomes : *Des origines à 1715*, *De 1715 à 1871*, *De 1871 à 1940* et *De 1940 à nos jours*, publiée aux PUF. Si la coordination du premier a été confié à un universitaire, Philippe Contamine, professeur à l'université de Paris-Sorbonne, spécialiste de l'histoire militaire médiévale, c'est à un militaire, le général Jean Delmas, président de la Commission française d'histoire militaire et ancien directeur du Service historique de l'armée de terre, qu'est revenue la responsabilité du deuxième. Le troisième a été dirigé par Guy Pedroncini,



Le professeur André Corvisier.

professeur à la Sorbonne, spécialiste de la Première Guerre mondiale, biographe du maréchal Pétain et auteur d'une thèse qui fait autorité sur les mutineries de 1917. Quant au quatrième volume, sa direction a été assurée par André Martel, professeur à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.

Bien que supérieure sur tous les plans à celle de Weygand, cette *Histoire* est inférieure sur un point à l'œuvre du général : elle ne fouette pas l'imagination et n'incline pas à la rêverie. Est-ce la faute d'une iconographie rare et peu légendée ? Ou est-ce les normes d'une histoire universitaire plus rigoureuse mais moins « vivante » ? Quoi qu'il en soit, ces quatre volumes sont aujourd'hui d'incomparables livres de référence. La tonalité d'ensemble est universitaire : on ne manque pas de tableaux, de chronologies, d'études sur les origines sociales et géographiques de tel ou tel corps de troupes, de plans de carrière, de pourcentages, d'effectifs, etc. On ne s'en plaindra pas. Pendant trop longtemps, l'histoire militaire a souffert de l'à-peu-près et d'une étroitesse d'esprit déplorable : le lyrisme tenait lieu d'analyse et la description, de connaissances. Ce n'est évidemment pas le cas avec ces quatre volumes, où conformément aux souhaits d'André Corvisier, l'histoire militaire est « désenclavée », reliée à la nation dans tous ses aspects : politiques, institutionnels, techniques, éducatifs, financiers, économiques, sociaux, etc. Ni l'opinion publique ni les formes de recrutement n'ont été négligées. Si les chefs militaires sont toujours bien campés, les hommes qui ont combattu ou seulement porté les armes, le sort des prisonniers (étrangers en France ou français à l'étranger), le statut des femmes qui accompagnaient les armées sont également évoqués. Le critique le plus pointilleux y trouvera aussi bien l'évaluation numérique d'une grande armée carolingienne (3 000 cavaliers, 10 000 fantassins) que le poids de l'armement d'un cheval au XIIe siècle (25 kilos de fer) ou que l'évolution des budgets militaires du Consulat et de l'Empire, sans oublier l'indispensable part de la production d'armements dans la valeur globale de la production industrielle française au XIXe siècle (de 0,51 % en 1815-1824 à 1,10 % en 1875-1884, soit un facteur tout à fait secondaire dans la croissance industrielle...). Aussi ne faut-il pas s'étonner que cette histoire militaire de la France soit du même coup une histoire de la France, de la Nation et de l'État, abordée sous l'angle militaire : « *L'histoire de la formation de la France,* observe Philippe Contamine, *de son unité, de son indivisibilité, est pratiquement indissociable de son histoire militaire.* »

FRÉDÉRIC VALLOIRE

Sous la direction d'André Corvisier, *Histoire militaire de la France*, en quatre volumes. PUF : *Des origines à 1715*, 648 pages, 145 F. *De 1715 à 1871*, 624 pages, 145 F. *De 1871 à 1940*, 528 pages, 145 F. *De 1940 à nos jours*, 712 pages, 145 F. Ces ouvrages offrent des références bibliographiques très complètes jusqu'aux dates de parution. Également sous la direction d'André Corvisier, *Dictionnaire d'art et d'histoire militaire*, PUF, 1988, 896 pages, 200 F.

LA FONCTION GUERRIÈRE DANS L'ANCIENNE FRANCE

Chevaliers et mercenaires

PAR CHARLES VAUGEOIS

Affaire de tous les hommes libres à l'époque gauloise puis aux temps mérovingiens, la guerre devient l'attribut de la noblesse féodale qui se forme au Xe siècle. Une noblesse ouverte aux roturiers par la voie de la chevalerie, au moins jusqu'au XVIe siècle. Mais voici venu le temps des mercenaires et des troupes réglées, en attendant les fonctionnaires.


TALLANDIER

Armement du chevalier au XVe siècle. Le rite de l'adoubement n'est pas réservé à la noblesse. Il s'agit d'une initiation destinée à une élite militaire, telle la Fianna irlandaise ou la Table ronde arthurienne.

Les armées permanentes et soldées sont des institutions relativement récentes. Sous leur forme primitive de bandes mercenaires, elles n'apparaissent en France qu'à la suite des crises majeures de l'ancienne société féodale, durant la guerre de Cent Ans. Elles sont l'effet du renforcement de l'État à la fin du XVe siècle. Mais il faut attendre la seconde moitié du XVIIe siècle, l'instauration de l'absolutisme et le règne de Louis XIV pour que soient constituées les troupes réglées, c'est-à-dire soumises à de stricts règlements établis par la bureaucratie militaire dépendante du souverain. C'est de ces troupes réglées que sont issues les armées d'aujourd'hui qui leur ressemblent encore malgré tout ce qui les différencie.

Ailleurs en Europe, les choses n'ont pas suivi le même calendrier. Dès le XIIIe siècle, en Angleterre, le roi, dont le pouvoir est, à ce moment, plus fermement établi qu'en France, dispose déjà d'une sorte d'armée nationale permanente, bien encadrée, instruite et motivée, dont l'efficacité se révélera décisive au cours des guerres d'Édouard Ier contre l'Écosse, puis de ses successeurs contre la France, notamment à Crécy et Azincourt. Le long

Moyen Âge et la « féodalité » ne sont pas uni-
ormes et ne sont pas vécus de façon iden-
ique, à une date donnée, en Angleterre, en
rance, en Espagne, dans la péninsule italien-
ie ou dans l'Empire, et cela quelles que soient
es parentés culturelles profondes.

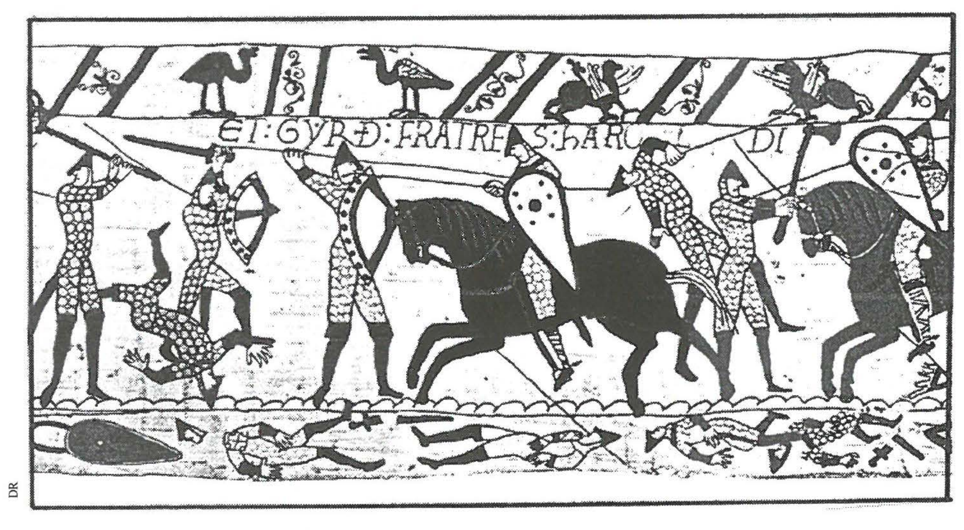
En France, l'époque des armées réglées
l'est vieille que de trois siècles. Période
rève, comparée à la longue histoire française.
Bien entendu, elle n'a pas surgi soudainement.
Elle est le résultat de très lentes évolutions qui
nt intégré, digéré, transformé les acquis des
ériodes précédentes.

Les armées gauloises, comme celles des
nciens Grecs, des Romains au temps de la
épublique ou encore des Germains, sont com-
osées de l'ensemble des hommes libres.
L'état de soldat coïncide avec l'état de
itoyen.

Comme dans la Gaule d'avant la conquête
omaine, dans les régions où s'exerce directe-
nent l'influence franque, au VIIe siècle, *« le
lroit de porter les armes, de suivre le chef de
uerre* [...] *représentait le critère essentiel de
a liberté.* [Il] *impliquait en outre le devoir de
e réunir régulièrement pour dire le droit et
endre la justice. »* Georges Duby, à qui l'on
loit ces observations (*Guerriers et Paysans
VIIe-XIIe siècle*, Gallimard, 1973), montre
'évolution qui se produit à l'époque carolin-
ienne. Décrivant l'ampleur du travail rural et
es tâches nouvelles de construction, un capi-
ulaire daté de 789 laisse entendre qu'à partir
lu VIIe siècle, le service des armes devient
*difficilement supportable par la majorité des
aysans. Pour survivre, ceux-ci durent renon-
er au critère essentiel de la liberté, la fonc-
ion guerrière. Ils furent, comme l'étaient déjà
es travailleurs ruraux dans l'État romain,
lésarmés, inertes ; ils devinrent ce que le
ocabulaire des documents carolingiens
ppelle des pauvres »*, c'est-à-dire des serfs.
Et Duby ajoute : *« Ce qui se produisit alors,
nsensiblement, ce fut bien en effet un asser-
issement général de la population rurale. »*

La chevalerie, une institution ouverte

L'accès aux armes, à la chevalerie et à la
oblesse restera cependant ouvert aux rotu-
iers au moins jusqu'au XVIe siècle (1).
L'effondrement de l'empire carolingien et de
es multiples attributs (armée, justice, mon-
aie) a multiplié royaumes, principautés et sei-
neuries indépendantes. Partout, au cours du
Xe siècle, s'édifient mottes et châteaux, qui deviennent autant de centres de la vie nouvelle. Chaque châtellenie doit entretenir sa propre garnison, son armée privée, pour lesquelles sont recrutés les jeunes ruraux les plus robustes et les plus aventureux. Par la voie de la chevalerie, ces fils de paysans auront accès à la noblesse qui s'identifie avec le métier exclusif des armes, sa raison d'être et sa justification.



Fragment de la tapisserie de Bayeux, très précieux document sur la guerre à la fin du XIe siècle. Cette prodigieuse « bande dessinée » décrit la conquête de l'Angleterre par Guillaume de Normandie (1066). Au centre, on remarque un chevalier normand, bien appuyé sur ses étriers, fonçant sur un adversaire, la lance assurée par le coude sous l'aisselle. Cette méthode nouvelle du choc frontal ne disparaîtra qu'au XVIe siècle, devant l'arme à feu.

La chevalerie doit son nom à l'usage militaire du cheval qui se généralise à l'époque carolingienne. Pendant tout le Moyen Âge, on appelle « homme d'armes » le guerrier monté, plus ou moins cuirassé, qui combat avec la lance et l'épée. L'invention successive de la selle d'armes à haut troussequin, des étriers (VIIIe siècle) et du fer protégeant le pied du cheval (IXe siècle), transforme cavalier et monture en un centaure de fer vêté devant lequel tout va longtemps ployer, au moins jusqu'à l'apparition de l'arme à feu.

À la chevalerie médiévale est associé l'hommage vassalique qui tire son origine de traditions celtiques et germaniques établissant un lien personnel d'homme à homme sans idée de concession territoriale. L'institution du fief est indépendante de la chevalerie. Dans une période où a disparu la circulation monétaire, le fief pourvoit à l'entretien du seigneur et de la troupe qui assurent la sécurité et la justice sur leur territoire. En échange du fief, tout seigneur doit assistance militaire à son suzerain et au roi, quand il est convoqué à l'ost. Il résulte des bouleversements du Xe siècle la superposition d'une noblesse de fief qui tend à devenir héréditaire et d'une chevalerie d'adoubement déjà traditionnelle chez les Celtes et les Germains. La chevalerie n'est pas héréditaire. C'est une initiation réservée à une élite militaire, telle la Fianna irlandaise ou la Table ronde arthurienne.

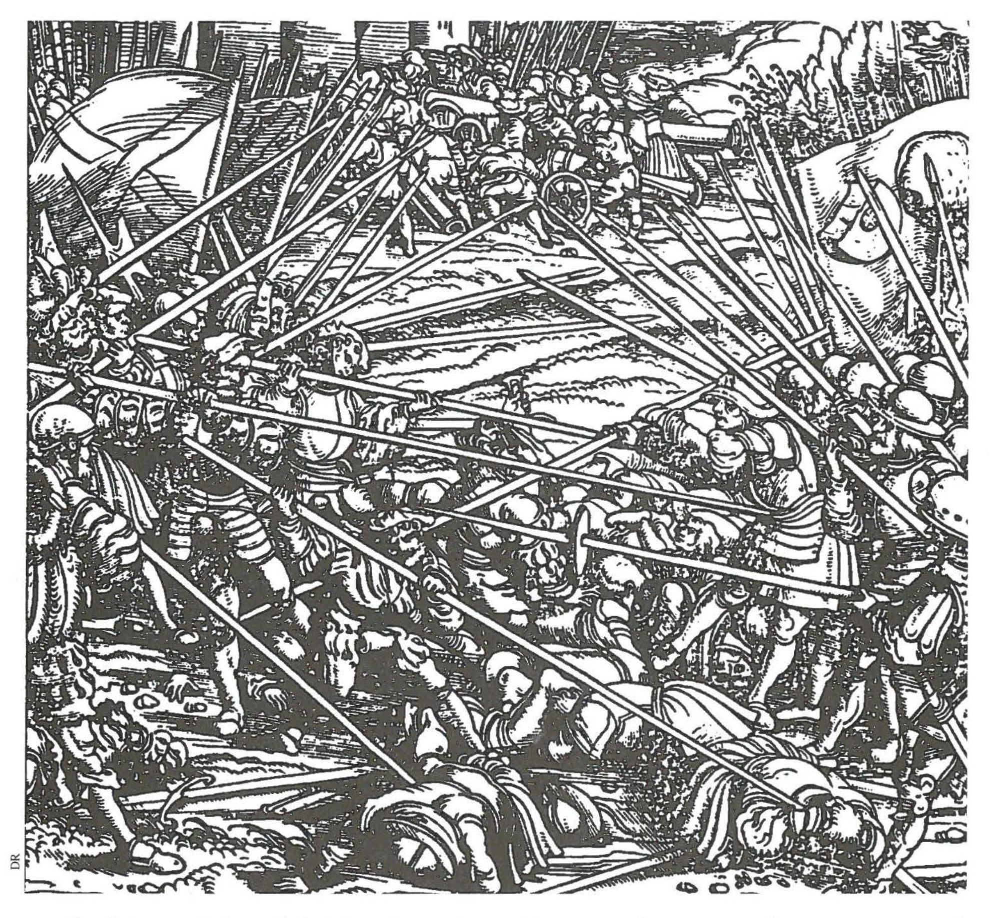
Les Grandes Compagnies

Aux XIVe et XVe siècles, la France a subi des bouleversements immenses qui ont affecté le fonds de ses structures sociales. Durant la guerre de Cent Ans (1337-1453), la noblesse est déchirée par les liens de vassalité entre le roi d'Angleterre et le roi de France. Le pays est divisé en partis ennemis. On ne sait plus très bien qui est le roi en ce royaume, et ce ne sont pas les princes de l'Église qui clarifient le débat. Pour soutenir la guerre, le roi d'Angleterre comme le roi de France font appel à des mercenaires étrangers qui se vendent au plus offrant. Au XIVe siècle se constituent ainsi des bandes de soldats de métier, vivant de rapines et de brigandage. Ces *Grandes Compagnies* affirment une autonomie et un esprit de corps agressif.

Charles V charge Bertrand Du Guesclin d'en libérer le royaume. L'astucieux Breton persuade tous ces gredins d'aller chercher fortune en Espagne pour soutenir Henri de Transtamare contre Pierre le Cruel qui a le soutien des deux meilleurs capitaines anglais de l'époque, Chandos et le Prince Noir.

La reprise de la guerre en France y ramène naturellement ceux que l'on appelle désormais les Écorcheurs, par allusion au traitement qu'ils font subir aux paysans pour rafler leur magot.

Plus tard, lors de la trêve de 1444, le futur Louis XI, qui n'est encore que dauphin, se voit confier par son père, Charles VII, une mission analogue à celle de Du Guesclin. En accord



Combat entre Suisses (à droite) et Bourguignons (à gauche). On remarque des canons au second plan. Les Suisses sont généralement formés en gros carrés d'un millier d'hommes, les **batailles** *ou* **bataillons** *constitués selon la parenté et la commune. Chaque bataillon est commandé par un capitaine (***Hauptmann***). L'unité de base, d'une centaine d'hommes, est désignée par le nom de son symbole, une petite bannière ou enseigne (***Fähnlein***) commandée par un enseigne (***Venner***). Plusieurs rangs de piquiers constituent la face extérieure du bataillon. Le courage et la discipline de ces troupes garantissent une cohésion inébranlable. Gravure sur bois, XVI*e *siècle.*

avec l'empereur d'Autriche, il leur livre la cité impériale de Bâle tenue par les Suisses, adversaires de l'Empereur. Écorcheurs et Suisses se massacrent copieusement. En récompense, le dauphin exige qu'on lui livre l'Alsace où il dirige les rescapés de ses bandes au milieu d'exactions sans nom.

Se substituant aux anciennes montres féodales, la généralisation des Grandes Compagnies ménage une mutation dans la gestion de la guerre. En Italie, elles donnent naissance aux condottières. En France, elles accélèrent la disparition de la chevalerie déjà condamnée par le développement de l'artillerie. Cette arme nouvelle qui a raison des Anglais à Formigny (1450) et à Castillon (1453), est un monopole royal. Aucun château fortifié n'y résistera. Avec eux, s'évanouira l'ancienne France féodale.

Réunissant son conseil à Nancy, en 1445, Charles VII décide la création d'une armée permanente qui servira le roi aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre. Cette organisation nouvelle restera inchangée durant un siècle. Elle est à l'origine des futurs régiments de cavalerie. On lui donne le nom d'*ordonnance du Roi*.

La *grande ordonnance* est formée de compagnies de cavalerie ou compagnies d'ordonnance destinée à faire campagne. La *petite ordonnance* est formée de troupes de garnison.

Par cet acte, le roi revendique pour lui seul le monopole de la force armée. À partir du conseil de 1445, la constitution des troupes armées en dehors des compagnies royales est en principe interdite sur toute l'étendue du royaume. L'effet ne sera pas immédiat.

Les compagnies d'ordonnance seront constituées avec les meilleures unités d'Écorcheurs. L'unité de base de la compagnie est la *lance fournie*. Elle se compose de six hommes et six chevaux. Elle a pour centre l'homme d'armes muni de la lance et revêtu du harnois blanc (armure complète) Il est accompagné de deux archers à cheval, d'un coustilier, d'un page, et d'un valet. Une compagnie d'ordonnance est formée de cent lances fournies, soit six cents cavaliers.

L'effectif total s'élève à environ 1 800 lances. Ces forces participent de 1450 à 1453 à la reconquête de la Normandie et de la Guyenne. Ces chiffres ne cessent de croître sous le règne de Louis XI, qui solde parfois près de 4 000 lances lors de sa lutte contre le Téméraire, puis contre les Habsbourg.

À la même époque, les cantons suisses ont créé la première armée nationale, une force d'infanterie redoutable, capable, avec ses hérissons de longues piques (6 mètres) fixées en terre obliquement avec le pied, de mettre en échec les escadrons blindés de la chevalerie européenne.

Bandes de Picardie et régiments royaux

L'armement et la tactique des Suisses ont été mis au point durant leurs guerres d'indépendance. En 1386, ils ont défait en rase campagne 3 000 chevaliers lorrains. Et en 1476, ils battent Charles le Téméraire à Grandson puis à Morat. Ces victoires annoncent le retour en force de l'infanterie sur le champ de bataille. Toutes les armées européennes se mettent à leur école.

Louis XI, qui les a combattus et appréciés, prend des contingents suisses à son service et confie à Guillaume de Diesbach le soin d'organiser sa propre infanterie, en 1480. Vingt mille soudards sont réunis à Pont-de-l'Arche, en Normandie. Après deux ans, les bataillons français sont répartis dans des garnisons d'Artois et de Picardie. Ces *bandes de Picardie* reçoivent le drapeau rouge frappé d'une croix blanche. Après l'échec des francs archers, elles constituent la première infanterie royale et permanente. Cette infanterie n'a encore aucun caractère national. Seule la chevalerie est française.

Après avoir dominé tous les champs de bataille d'Italie et de la Grande Bourgogne pendant un siècle, les Suisses se révèlent incapables de s'adapter aux nouveaux armements et aux changements tactiques. Défaits une première fois à Marignan par l'artillerie française, ils sont définitivement mis hors jeu sept ans plus tard, en 1522, à la bataille de la Bicoque, par les arquebusiers espagnols du marquis de Pesquaire (Pescara) et les lansquenets de Georg von Freundsberg qui, eux, ont fait la synthèse des techniques suisses et des nouvelles armes à feu.

Les vieilles *bandes* de Picardie et du Piémont, ayant opté pour la cause catholique et royale pendant les guerres de religion, sont formées en régiments royaux. Mais cette armée mal soldée, recrutée par la contrainte, maintenue par la crainte du gibet, a une cohésion des

LA MAISON DU ROI

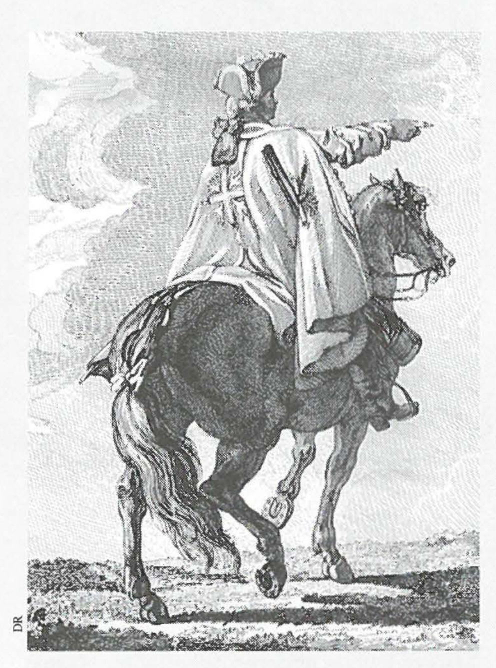
Comme leurs prédécesseurs francs, les rois de France s'étaient toujours entourés d'une garde personnelle, seule troupe permanente pendant longtemps à leur disposition. En 1261, Saint Louis créait ainsi les gardes de la Porte, le plus ancien corps de ce qui deviendra la Maison du Roi. Dix ans plus tard, en 1271, son fils Philippe III le Hardi constitue des gardes de la Prévôté pour assurer la police du palais. En 1453, huit ans après la création des compagnies d'ordonnance, Charles VII forma une compagnie des archers du corps, composée de l'élite des compagnies écossaises au service de la France contre les Anglais. Le recrutement restera écossais jusqu'à la fin du XVI[e] siècle. Son fils, Louis XI, ajoute en 1474 une seconde compagnie à cette première garde du Corps, mais composée cette fois de Français. Il fonde aussi la compagnie des Cent gentilshommes de la Maison du Roi. En 1475, le roi ajoute une nouvelle compagnie française aux gardes du Corps. Puis, dans le but de donner une marque de confiance à ses alliés Suisses – qu'il avait jadis combattus – il forme en 1481, avec cent hallebardiers choisis parmi les six mille Suisses réunis au camp de Pont-de-l'Arche, la compagnie des Cent-Suisses de la garde du Roi.

Chaque monarque, par la suite, renforcera la Maison militaire. En 1563, au retour du siège du Havre, Catherine de Médicis constitue des gardes à pied, ancêtres des gardes françaises, pour veiller sur la personne du roi Charles IX, qui est mineur.

Devenu roi de France, Henri IV ajoute aux gardes existants en 1590 une compagnie d'élite de gendarmes dite de la garde, puis en 1593, il transforme sa compagnie de cent chevau-légers de Navarre en compagnie de chevau-légers de la garde. Pendant la minorité de Louis XIII, la régente Anne d'Autriche crée, en 1616 , un régiment d'infanterie de gardes suisses pour veiller à la garde du jeune roi. Celui-ci fondera en 1622 la 1[ère] compagnie des Mousquetaires du roi, à laquelle Louis XIV ajoutera une deuxième compagnie en 1661.

C'est Louis XIV qui donne à la Maison du Roi l'importance exceptionnelle qu'elle conservera jusqu'au deuxième tiers du XVIII[e] siècle. Organisée par ordonnance royale du 6 mai 1667, la Maison du Roi verra sa composition et l'ordre de préséance entre les corps souvent remaniée. Il est cependant possible d'en donner la composition au moment de son apogée. Elle se compose de deux gardes :

1. La « Garde du dedans » : affectée au service intérieur des résidences royales. Elle comprend les quatre compagnies de gardes du Corps (une écossaise et trois françaises), la compagnie des Cent-Suisses, les gardes de la Porte et les gardes de la Prévôté.
2. La « Garde du dehors » : affectée à la garde extérieure des résidences royales, elle comprend : le régiment des gardes françaises et le régiment des gardes suisses pour l'infanterie. Pour la cavalerie, la compagnie des gendarmes de la garde, la compagnie des chevau-légers de la garde, les deux compagnies de Mousquetaires du roi, la compagnie des grenadiers à cheval instituée par Louis XIV en 1676 et constituée de roturiers, ce qui est également le cas de la gendarmerie de France (six compagnies en 1692).



DR

Mousquetaire Noir, ainsi nommé en raison de la robe des chevaux de la 2[e] Compagnie. Ceux de la 1[ère] Compagnie donnent leur nom aux Mousquetaires Gris. Manteau bleu à croix blanche fleurdelysée. Gravure de Chéreau, 1756.

« La Maison du Roi, dira le duc d'Aumale, *était à la fois une cavalerie d'élite, une pépinière d'officiers et une institution qui remplaçait les derniers débris de l'organisation féodale ».* De fait, avant la création des écoles d'officiers, les corps de cavalerie de la Maison du Roi en assuraient la fonction auprès des jeunes nobles qui les rejoignaient vers quinze ans et y recevaient la formation la plus rigoureuse.

La garde puis la Maison du Roi participèrent à toutes les grandes batailles des règnes d'Henri IV, Louis XIII, Louis XIV et Louis XV. Toujours, elles se couvrirent de gloire. À Seneffe, en 1674, le prince d'Orange qui vient d'en éprouver la dure violence s'écriera : *« Si j'avais de pareilles troupes, je me sentirais invincible. »* En 1692, à Neerwinden, sous le maréchal de Luxembourg, à trois reprises, elle charge les retranchements tenus par les Anglais. Ses escadrons sont fauchés par les salves tirées à bout portant. Réformés en bataille, les survivants restent immobiles, quatre heures entières, exposés au tir meurtrier des canons ennemis. Le roi Guillaume, étonné du peu d'effet de ses pièces, va inspecter ses batteries, accusant dans sa colère l'incapacité de ses artilleurs. Ayant constaté que tous les coups portent, il laisse échapper un cri d'admiration et de dépit : *« Oh ! l'insolente nation... ».* À Dettingen, en 1742, la cavalerie de la Maison du Roi se sacrifie pour assurer la retraite, au point que la compagnie des chevau-légers sera anéantie. À Fontenoy, la victoire sera acquise par les charges de la Maison Rouge, au prix de lourdes pertes. Le duc de Marlborough, qui en avait subi la fougue, aura ce mot : *« On ne peut battre la Maison du Roi, il faut la détruire. »*

Cependant, après les campagnes désastreuses de la guerre de Sept Ans, la Maison du Roi subit l'amollissement de l'époque. Le corps d'élite se mue en troupe frivole.

En 1776, trois ans après le sacre de Louis XVI, le comte de Saint-Germain, qui a reçu l'année précédente le portefeuille de la Guerre, supprime d'un trait de plume les Mousquetaires et les grenadiers à cheval. En 1787, les chevau-légers et les gendarmes sont dissous à leur tour. La cavalerie de la Maison du Roi ne compte plus que quatre compagnies de gardes du corps. À la veille de la Révolution, elle n'est plus que l'ombre d'elle-même et ne porte plus que le nom de Maison militaire.

Mutiné le 12 juillet 1789, le régiment des gardes françaises participe deux jours plus tard à la prise de la Bastille vide de prisonniers. À leur décharge, il faut dire que les gardes françaises n'avaient plus d'officier dignes de ce nom. Dissous le 31 juillet, une partie constituera la garde nationale de Paris. En revanche, ce sont les gardes du Corps qui, au prix de leur sang, sauvent la famille royale le 6 octobre 1789 et qui, plus tard, fournissent les derniers fidèles d'une monarchie qui refusait de se défendre. Ils seront dissous par décision de l'Assemblée Constituante, le 25 juin 1791.

Le régiment des gardes suisses, ainsi que d'anciens gardes du Corps, se sacrifient le 10 août 1792, aux Tuileries, pour la défense de la famille royale, face au déchaînement de l'émeute. Obéissant à l'ordre suicidaire de Louis XVI qui prescrit de cesser le feu, ils se feront massacrer sans pouvoir riposter. Les quelques survivants sont licenciés le 12 août. Le roi et la famille royale sont désormais les prisonniers des émeutiers.

DOMINIQUE VENNER

LA MILICE, ANCÊTRE DU SERVICE MILITAIRE

Il ne s'agit pas ici des milices bourgeoises médiévales, mais d'une armée de seconde ligne, créée par Louis XIV, pour soutenir les troupes régulières et soldées. Selon l'ordonnance du 29 novembre 1688, il était prévu que chaque paroisse ou chaque groupe de paroisses devait fournir cinquante hommes tirés au sort parmi les célibataires de vingt à quarante ans, équipés aux frais de la paroisse pour servir deux années durant dans la milice. La guerre de Succession d'Espagne vit en 1701 la « mobilisation » de cent quatre-vingt-cinq mille miliciens. Sous le règne suivant, l'ordonnance du 25 février 1726 précisa l'organisation du recrutement. Soixante mille hommes devaient être mobilisables pour six ans par tirage au sort parmi les célibataires et les veufs âgés de seize à quarante ans, les villes demeurant épargnées jusqu'en 1742. Les exemptions sont nombreuses et des possibilités de remplacement sont offertes moyennant rétribution. Ce service militaire avant la lettre est très impopulaire car il est en contradiction avec la division fonctionnelle de la société, qui réserve à la noblesse et aux volontaires recrutés par racolage le service des armes. Il est perçu comme une humiliation injuste par toutes les familles qui possèdent quelques biens. On est très loin, on le voit, d'une conscription fondée sur le principe de l'égalité des citoyens. Les contraintes étaient pourtant légères en temps de paix. Les miliciens étaient rassemblés une ou deux semaines par an. La garde des places fortes et le maintien de l'ordre étaient les missions du temps de guerre, pendant que l'armée active était engagée aux frontières ou faisait campagne en territoire étranger. Pourtant, l'impopularité de la milice était générale. Nombre de jeunes paysans s'efforçaient d'y échapper en disparaissant les jours de tirage au sort ou en s'infligeant des mutilations. Selon Bernardin de Saint-Pierre *« C'est un honneur de servir le Roi dans l'état militaire et une espèce de honte de tirer à la milice. »* Le rejet de l'institution apparaît dans les cahiers de doléances de 1789 et c'est aux cris de *« Pas de milice ! »* que les villageois de Saint-Florent-le-Vieil déclencheront, en 1793, l'insurrection vendéenne, quand la Convention prétendra imposer la levée de trois cent mille hommes.

PHILIPPE CONRAD


TALLANDIER

Louis XIV à la tête de ses armées, en Franche-Comté, lors de la prise de Besançon en 1668.

plus douteuses. Richelieu la renforce. Ayant besoin de troupes, il autorise des colonels à lever des régiments qui sont leur propriété. Mais ce sont les réformes de Le Tellier, nommé secrétaire d'État à la Guerre en 1643, puis de son fils Louvois qui formeront peu à peu l'armée française moderne. Une armée qui compte encore pour moitié d'étrangers. En 1789, l'infanterie française comporte encore 23 régiments étrangers pour 70 régiments français.

L'armée royale au XVIIe siècle

Comme les autres puissances européennes, la France du XVIIe siècle a imité les réformes introduites dans ses propres forces par Maurice de Nassau (1567-1625), fils de Guillaume le Taciturne, capitaine général des Provinces-Unies à 23 ans qui, par ses victoires répétées sur les Espagnols, a obtenu en 1609 l'indépendance de son pays. Maurice de Nassau comprit que le feu domine désormais le champ de bataille et que la victoire appartient au camp disposant de la supériorité en ce domaine. Pour cela, il substitue à la vieille formation en carrés celle, « révolutionnaire », de la ligne qui étale les tireurs et multiplie le feu des mousquets. Ainsi, naît l'infanterie de ligne.

Petit-fils par sa mère de Guillaume le Taciturne et formé à l'école de Maurice de Nassau, le futur maréchal de Turenne, entré au service de la France en 1630, fait profiter de son expérience les armées du roi. Son action hâte la conclusion heureuse pour la France de la guerre de Trente Ans (1618-1648). D'abord partisan de la Fronde, il finit par commander l'armée royale. Ses succès contre les Espagnols et Condé conduisent à la paix des Pyrénées en 1659. Pendant la guerre de Dévolution, il conquiert la Flandre en trois mois (1667). Un boulet le tue à la bataille de Sasbach en 1675. Esprit novateur et talentueux, excellent organisateur, il a été pour le jeune Louis XIV un maître respecté.

La mort de Turenne coïncide avec la promotion de Louvois à la direction des bureaux de la Guerre. Il prend la suite de son père, Michel Le Tellier (1603-1685) qui avait déjà entrepris une profonde refonte de l'armée. De régiments appartenant à leurs colonels, Louvois fait une armée royale soumise au contrôle de ses bureaux. Il définit en 1675 « l'ordre du tableau », faisant accéder les roturiers à de très hauts grades. Il institue les uniformes, crée des casernes, des arsenaux, des écoles d'artillerie, des magasins à vivres et à fourrage. Il est aussi l'artisan d'une politique de force brutale : dévastation du Palatinat, bombardement de Gênes, dragonnades.

Aucun autre règne n'est comparable en intensité guerrière à celui de Louis XIV. Sa politique d'expansion et d'intimidation dresse peu à peu toute l'Europe contre lui. Louis XIV a mené près de 28 années de guerres échelonnées sur quatre grands conflits. La guerre de Succession d'Espagne, la dernière du règne et la plus éprouvante, se termine par une paix qui conserve l'essentiel des conquêtes du règne (Flandres, Alsace, Franche-Comté), mais qui reconnaît aussi l'hégémonie maritime, coloniale et commerciale de l'Angleterre, désormais la grande ennemie de la France pour les deux siècles à venir.

De soixante-douze mille hommes en 1667, l'effectif des armées passe à cent vingt mille en 1672, à près de trois cent mille en 1668, et atteint le chiffre, à l'époque colossal, de quatre cent mille hommes en 1703. Durant les guerres de la Ligue d'Augsbourg (1688-1697) et de Succession d'Espagne (1701-1714), qui met en péril le royaume, les Français combattent sur quatre fronts (nord, est, Italie et Espagne). Le

vieux roi fait face avec une héroïque résolution, s'adressant à son peuple et soulevant un puissant mouvement national malgré la détresse financière. La guerre de siège, qui décida souvent du sort final d'un conflit, exige plus d'hommes encore que la guerre de mouvement. Vauban conçoit la défense des frontières par un « pré carré » de forteresses, aménageant des dizaines de places fortes et couvrant le littoral de fortifications. Son œuvre si admirée sera cependant sans vrai lendemain. Le XVIIIe siècle reviendra à la guerre de mouvement.

La France du long règne de Louis XV (1726-1774), participe à trois guerres qui se déroulent au-delà des frontières, épargnant les Français. La guerre de Succession de Pologne permet de préparer l'annexion de la Lorraine. La guerre de Succession d'Autriche se fait « pour le roi de Prusse », qui devient notre adversaire au cours de la désastreuse guerre de Sept Ans (1756-1763) livrée en Europe, et aux colonies contre la convoitise anglaise. Le traité de Paris de 1763 consacre la puissance coloniale anglaise à qui l'on abandonne le Canada qui n'a pu être défendu malgré l'héroïsme de ses habitants et des troupes squelettiques du marquis de Montcalm.

L'arrivée aux affaires du duc de Choiseul, favorise plusieurs réformes heureuses, notamment celle de l'artillerie et des armements par Gribeauval, dont profiteront encore les armées de la Révolution et de Napoléon.

Le suicide de la monarchie française

Lorsque la Révolution éclate en 1789, année de la mort de Gribeauval, la France dispose d'une marine capable de rivaliser avec celle de l'Angleterre, comme on l'a vu pendant la guerre d'Amérique. Elle compte aussi un parc important d'armes modernes et une excellente remonte de cavalerie. En revanche, cette armée a perdu son âme. L'infranchissable barrière de préjugés qui sépare nobles et roturiers dans le corps des officiers y introduit une guerre civile qu'attisent des idées adroitement inoculées par l'Angleterre.

Ellery Schalk a bien montré que jusqu'au XVIe siècle inclus, l'idée de noblesse n'est pas liée à la naissance, mais à la fonction militaire et à la vertu, au sens romain du mot (*virtus*). Encore au temps de Montaigne, qui se fait gloire d'en être, la noblesse est avant tout une affaire de métier, celui des armes. À partir des Bourbons et de l'aggravation du centralisme étatique, la figure du soldat fait chevalier sur le champ de bataille s'efface au profit de celle du courtisan asservi au pouvoir par les chaînes de la vanité.



Le maréchal de Villars (1653-1734). Colonel à vingt ans, sa carrière fut ensuite retardée par l'animosité de Louvois. Maréchal de camp en 1690, lieutenant général en 1693, il s'illustre pendant la guerre de Succession d'Espagne. Proclamé maréchal de France par ses hommes sur le champ de bataille de Friedlingen, il est vaincu à Malplaquet (1709), mais sa victoire à Denain (1712) sauve le royaume. Il combat encore en Italie sous Louis XV à plus de quatre-vints ans.

C'est au XVIIe siècle que s'est imposée l'idée nouvelle de la noblesse exclusivement associée à la naissance. Dans cette mutation, le rôle de la monarchie n'est pas innocent. Son hostilité aux anciennes libertés féodales, sa volonté de domestiquer la noblesse et d'exercer le monopole de la violence légitime l'incitent à dévaloriser l'éthique guerrière, sauf quand elle s'exerce à son profit, dans ses armées. Encore largement ouverte aux roturiers par la voie des armes au XVe et au XVIe siècle, la noblesse française se ferme au siècle suivant, sauf à l'argent. Alors que la carrière militaire ne permet plus d'accéder au deuxième ordre, l'achat de charges en ouvre les portes aux bourgeois enrichis. Au XVIIIe siècle, il n'y a plus qu'un noble sur cinq à exercer le métier des armes. Ayant perdu ce qui faisait sa justification, la noblesse s'achemine vers sa disparition. Il s'ensuivra qu'après avoir triomphé d'elle et détruit ainsi sa propre substance, la monarchie, sans comprendre, y perdra également la vie.

Ch. V.

(1) Ellery Schalk, *L'épée et le sang, une histoire du concept de noblesse (1500-1650)*, Champ Vallon, 1996. On peut également consulter pour la période précédente Martin Aurell, *La noblesse en Occident (Ve-XVe siècle)*, Armand Colin, 1996.

DES ÉTRANGERS AU SERVICE DU ROI

Archers écossais, fantassins suisses, reîtres et lansquenets allemands, catholiques irlandais, volontaires corses ou flamands, cavaliers croates et hussards hongrois ont pris, durant les trois siècles qui vont de Charles VII à Louis XVI, une part décisive aux actions militaires de la France. Le recrutement des mercenaires apparut alors comme une excellente solution, dans la mesure où il prive d'autres princes de cette ressource précieuse que sont les professionnels de la guerre et il permet aussi au monarque de tenir en respect une noblesse turbulente, ce que résumera un peu plus tard le maréchal de Saxe quand il expliquera *« qu'un Allemand nous sert pour trois hommes : il en épargne un au royaume, il en ôte un à nos ennemis et il nous sert pour un homme... »*

Au XVIIe siècle, on voit des Allemands comme Josias de Rantzau et Bernard de Saxe-Weimar servir la politique de Richelieu au même titre que les contingents suisses, irlandais, wallons, corses ou savoisiens. Un corps de Croates du Raab, constitué en 1642, est engagé à Rocroi dès l'année suivante. Quand Louvois organise l'infanterie au début du règne personnel de Louis XIV, douze régiments sur soixante sont de recrutement étranger. Le régiment irlandais de Dillon est engagé dès la bataille des Dunes, gagné par Turenne sur les Espagnols en 1658, mais c'est surtout après la chute des Stuarts que les volontaires affluent. D'autres régiments sont fournis par les petits États catholiques d'Allemagne du sud et par le duché de Savoie. Le règne de Louis XV voit se multiplier les régiments de houzards hongrois, notamment ceux des comtes Bercheny et Esterhazy. En pleine guerre de Sept Ans, l'armée du roi compte quarante régiments d'infanterie et onze régiments de cavalerie composés d'étrangers. Parmi eux, treize régiments suisses, douze allemands, cinq irlandais, un Royal-Corse et un Royal-Italien... Les unités étrangères réagissent différemment face à la Révolution. Alors que le régiment suisse de Lullin de Châteauvieux participe en 1790 à la mutinerie de Nancy, les gardes suisses se feront tuer, le 10 août 1792, pour défendre les Tuileries. En 1812, la Grande Armée qui envahira la Russie sera dite « des vingt nations », du fait des nombreux contingents étrangers qui constituent plus de la moitié de ses effectifs et, en 1831, la monarchie de Juillet renouera avec l'ancienne tradition en créant la Légion étrangère, héritière de ces soldat dont beaucoup étaient devenus, au service du roi, *« Français, par le sang versé »*.

PHILIPPE CONRAD

THÉORIES ET THÉORICIENS MILITAIRES

Chevalier de Folard (1669-1752). Après avoir combattu au service de Louis XIV, (engagé à 15 ans) puis de Charles XII, il se consacre à des réflexions sur l'art militaire. Auteur de *Nouvelles découvertes sur l'art de la guerre* (1724), il s'efforce d'analyser les erreurs commises par les grands capitaines du passé et se montre partisan d'une stratégie visant à la destruction rapide de l'adversaire. Il influence Frédéric II et annonce en cela les conceptions militaires qui s'imposeront avec la Révolution et l'Empire et que systématisera Clausewitz.

Jacques, Antoine, Hippolyte, comte de Guibert (1743-1790). Après avoir participé très jeune (13 ans) à la guerre de Sept Ans, ce fils de général publie en 1772 l'*Essai général de tactique* puis, en 1779, la *Défense du système de guerre moderne*. Partisan de l'offensive, il privilégie la mobilité et la rapidité et, conscient de la puissance du feu, se déclare plutôt, sur le plan de la tactique, en faveur de l'ordre mince. Admirateur de l'armée prussienne, il songe déjà à l'armée de citoyens qui naîtra de la Révolution. Il est en cela l'un des prophètes de la conscription, de la « nation armée » appelée à s'imposer comme modèle de système militaire au cours du XIXe siècle.

Charles Ardant du Picq (1821-1870). Auteur de célèbres *Études sur le combat*, le colonel Ardant du Picq insiste sur la priorité qu'il convient d'accorder aux forces morales et à la psychologie des combattants dans la conduite de la guerre. Il est critique vis-à-vis des officiers du Second Empire et déplore le relâchement de la discipline. La défaite de 1870 (il est tué dans les combats livrés sous Metz), confirmera pour une part ses inquiétudes. Ses réflexions purement tactiques sont avant tout celles d'un pragmatique et d'un réaliste.

Louis Loyzeau de Grandmaison (1867-1915). Au cours d'une conférence donnée en 1911, ce général développa l'idée de la nécessité de l'offensive, qui seule permet de ne pas subir la volonté de l'ennemi. Les conceptions exposées alors inspirèrent le *règlement de combat de l'infanterie* publié en 1913, sans que des instructions de détail aient été formulées pour ce qui concernait le combat aux échelons élémentaires. L'obsession offensive conduisit à des désastres au cours de l'été 1914, les vagues de fantassins français se trouvant pris sous le feu des mitrailleuses allemandes. Il faut cependant préciser que Grandmaison n'a jamais conseillé des actions de ce type et a toujours insisté sur l'importance des appuis d'artillerie dans l'action offensive. Il sera tué devant Soissons en 1915.


DR

Jacques de Guibert (1743-1790).

Louis-Hubert Lyautey (1854-1934). Il est capitaine de cavalerie quand il publie *Le Rôle social de l'officier dans le service militaire universel*, qui fit scandale. Il y développe cette idée « révolutionnaire » que l'officier doit être non seulement un instructeur militaire, mais aussi l'éducateur du soldat-citoyen. Lyautey fit l'essentiel de sa carrière aux colonies, en Algérie, en Indochine, à Madagascar et enfin au Maroc où il mit en œuvre la politique du protectorat, autrement plus réaliste que la politique d'assimilation jacobine fatalement vouée à l'échec qui avait été pratiquée en Algérie.

Jean-Baptiste Estienne (1860-1936). Considéré comme le « père des chars », le colonel Estienne fut, dès le début de la Première Guerre mondiale, le théoricien de « l'artillerie d'assaut ». Il était persuadé que les armements nouveaux auxquels il songeait (canon monté sur une voiture blindée et chenillée) feraient la décision, grâce à la combinaison du feu, du choc et du mouvement. Les Anglais furent les premiers à exploiter cette idée au front. Mais, en 1918, grâce au général Estienne, les chars légers Renault, engagés en grand nombre, assureront la rupture du front allemand et décideront de la victoire. Dès cette époque, le général Estienne pensait à la formation de grandes unités blindées, mobiles et autonomes.

Charles de Gaulle (1890-1970). Le commandant de Gaulle se fait connaître dans les années 1930, par la publication d'ouvrages iconoclastes, notamment *Vers l'Armée de métier* (1934). Il songe à la constitution d'une puissante force professionnelle mécanisée susceptible de redonner à la France l'initiative. Ses conceptions relatives à l'arme blindée ne sont pas les plus originales car le général Estienne, les Anglais et les Allemands avaient déjà formulé des idées comparables en y ajoutant, pour les Allemands, le couplage avec l'aviation d'assaut, mais le futur chef de la France Libre rompt avec la tradition française en réclamant la constitution d'une « armée de métier » contradictoire avec le principe de la conscription.

Roger Trinquier (1908-1986). Après avoir servi en Indochine au commando Ponchardier et au 2e bataillon de parachutistes coloniaux, il met sur pied les fameux groupements de commandos mixtes aéroportés chargés d'organiser des maquis indigènes derrière les lignes viêt-minh. En Algérie, il a été l'adjoint de Massu lors de la bataille d'Alger, avant de succéder à Bigeard à la tête du prestigieux 3e régiment de parachutistes coloniaux. Acteur du putsch du 13 mai, chef des mercenaires engagés au Katanga, il développe dans *La guerre moderne* (1961), une véritable théorie de la guerre contre-révolutionnaire, fondée sur l'encadrement des populations soumises aux pressions de la subversion et sur l'élimination du terrorisme par le recours à une contre-terreur.

Pierre-Marie Gallois (né en 1911). Aviateur, le général Gallois est connu pour ses travaux consacrés à *La stratégie de l'ère nucléaire*. Théoricien de la dissuasion et du pouvoir égalisateur de l'atome, il prophétise, dès les années 70, *L'adieu aux armées*. Au cours de la décennie suivante, il imagine une défense européenne inspirée du bouclier spatial que les Américains tentent alors de mettre en œuvre. Observateur passionné de notre fin de siècle, il s'est fait l'analyste, souvent non conformiste, d'événements récents tels que la guerre du Golfe ou les conflits dans l'ex-Yougoslavie.

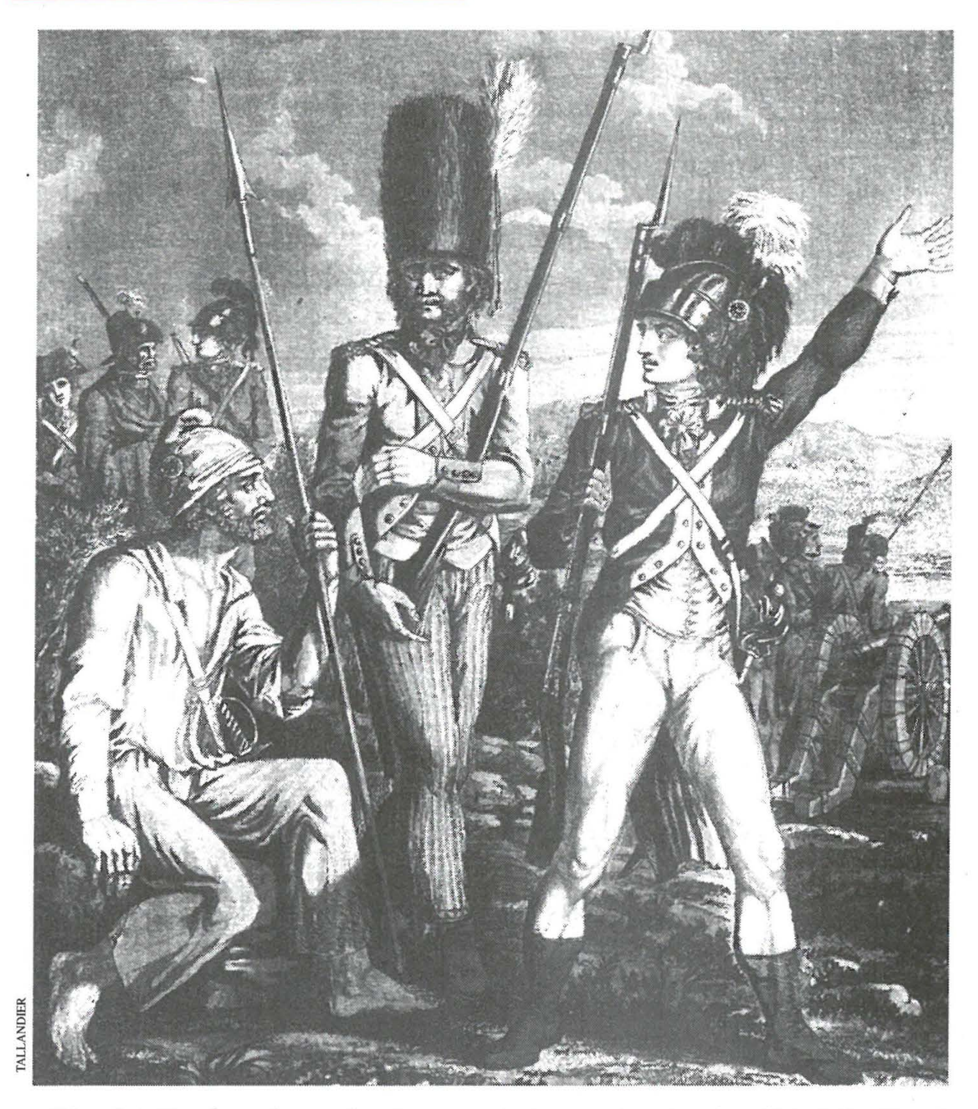
PHILIPPE CONRAD

LA PREMIÈRE ARMÉE DE CITOYENS, 1791-1796

Les vrais soldats de l'an II

PAR JEAN-JOËL BREGEON

Rupture ou continuité ? Les chiffres ne disent pas tout. Deux sur quatre des officiers de l'an II avaient longtemps servi dans les anciens régiments du roi. Pourtant, c'est bien une armée nouvelle qui se forge dans la guerre contre l'Angleterre et l'Europe. Une armée sans-culotte, en attendant de devenir l'armée prétorienne de Brumaire. Description claire d'une époque obscure.



Héros de la liberté pour les uns, fanatiques sanguinaires pour les autres, les soldats de l'an II sont d'abord les fils de leur époque, de la Révolution et de la guerre. Une époque qui inventa les armées de masse, le messianisme révolutionnaire et la dictature du salut public.

En 1789, l'armée royale se composait de trois éléments distincts, la Maison du Roi, les troupes réglées et la milice. La première comprenait les gardes du corps (tous nobles), les gardes françaises et les gardes suisses, en tout 7 200 hommes voués à la défense rapprochée du monarque. Les troupes réglées approchaient un effectif théorique de 170 000 hommes répartis en 102 régiments d'infanterie, 62 de cavalerie, 7 d'artillerie et un petit corps d'officiers du génie. Quant à la milice, elle était tirée au sort parmi les paysans

célibataires de 18 à 40 ans et comptait 75 000 hommes répartis en 25 régiments et 80 bataillons de garnison. Si la Maison du Roi valait surtout pour la parade et si la milice était connue pour sa médiocrité, les troupes réglées – la « ligne » – composaient un ensemble de qualité qui impressionnait autant par son effectif considérable par l'époque et qui reflète la suprématie démographique de la France, que par son maintien et son esprit. L'excellente tenue du corps expéditionnaire envoyé au secours des « insurgents » témoignait en sa faveur et l'on a pu avancer que sans cet apport, l'armée du Congrès commandée par G. Washington aurait eu du mal à s'imposer aux Britanniques.

Mais cette façade imposante dissimule mal les lézardes. À la base, le recrutement restait des plus contestables. Le racolage systématique amenait à l'armée de « pauvres hères », victimes du boniment des recruteurs. La discipline s'inspirait du modèle prussien très admiré depuis la défaite de Rossbach (1757), visant à l'automatisme et sommant les soldats de s'en tenir à l'obéissance passive, elle était ressentie par eux comme une avalanche de brimades et de brutalités. À l'autre bout, le corps des officiers gardait ses distances. Il n'avait jamais été autant fermé à la roture : depuis l'ordonnance du 21 mai 1781, on exigeait quatre quartiers de noblesse paternelle pour entrer dans l'armée comme officier, sans passer par le rang. Seules les armes savantes (génie, artillerie) recevaient des roturiers en nombre substantiel. Mais pour ces officiers de fortune, la promotion était d'une lenteur désespérante, surtout après l'ordonnance de 1788 qui les empêchait de dépasser le grade de lieutenant.

La désagrégation de l'ancienne armée

Cette sclérose sociale, ce refus de faire circuler les élites étaient mal vécus. La dénonciation commença bien avant 1789 et des théoriciens de l'institution militaire comme Servan et Guibert se prononçaient pour une refonte radicale. Dans son *Essai général de tactique* (1772), Guibert stigmatisait les officiers courtisans et vénaux, les hommes ramassés dans la lie de la société, les « talents » ignorés ou bafoués. Après Diderot et Jean-Jacques Rousseau, Guibert appelait de ses vœux la création d'une armée nationale où le soldat-citoyen conservait « *l'habit de son état sous l'habit militaire* ».

Cette réflexion qui frôlait l'utopie connut pourtant son heure quand les troubles politiques prirent une tournure de plus en plus radicale. De juillet à octobre 1789, les soldats participèrent non seulement individuellement mais en corps, aux journées qui renversèrent l'absolutisme. Les 13 et 14 juillet, les gardes françaises jouèrent même un rôle décisif. En 1790-1791, l'armée alla en se désagrégeant, les cas de mutinerie se multiplièrent comme celle de Nancy que la marquis de Bouillé, doté de pleins pouvoirs par l'Assemblée nationale, réprima dans le sang. La crise de l'armée prit une telle ampleur qu'il fallut aux Constituants, en toute hâte, lui trouver des palliatifs. La refonte proposée par l'un des leurs, Dubois-Crancé, fut jugée irréaliste. Sous les huées, il ne put se faire entendre lorsqu'il propose de composer la nouvelle armée nationale avec trois forces, 150 000 hommes de troupes réglées portées aux frontières, force d'active et de choc ; 150 000 hommes de milice provinciale placés en seconde ligne ; enfin, en réserve, 1 200 000 citoyens armés « *prêts à défendre leur foyer et leur liberté envers et contre tous* ».

Dubois-Crancé proposait aussi de faire élire la hiérarchie par la troupe, selon des modalités d'ailleurs complexes.

Levée de 1791 et volontaires de 1792

Après la fuite du roi à Varennes (20 juin 1791), l'Assemblée nationale se sentit assez menacée pour décider la levée de 100 000 volontaires qu'elle alla chercher dans la garde nationale. Ainsi, redoutant l'armée de ligne supposée « *infestée d'aristocratisme* », la nouvelle classe dirigeante s'en remettait-elle à une formule qui consistait à prélever sur le corps des citoyens actifs une masse armée garante des acquis de 1789. Choisis à raison d'un volontaire pour vingt gardes nationaux, « *réunis et payés que lorsque les besoins de l'État l'exigeront* », astreints à s'équiper et à se nourrir à leurs frais, les volontaires de 1791 étaient répartis en bataillons de neuf compagnies (574 hommes) ; les sous-officiers et les officiers étaient élus « *à la majorité des suffrages des hommes de la compagnie* ». Cette levée de 1791 fut un succès et dans de nombreux départements l'effectif demandé fut vite dépassé. L'étude des registres d'engagement révèle qu'il s'agit d'hommes jeunes (19 % ont moins de 25 ans), qu'ils proviennent assez peu du monde paysan (15 %) et beaucoup de l'échoppe et de la boutique (66 %). Quant aux « gens de talent », nous dirions les professions libérales, ils sont sur-représentés : 11 %.

Faite en temps de paix, la levée de 1791 fut sans histoire ou presque. Il n'en fut pas de même pour les suivantes. La patrie proclamée en danger (22 juillet 1792), l'Assemblée législative s'employa à créer des troupes spéciales – compagnies, légions franches, légions étrangères, chasseurs nationaux, bataillons de fédérés – dont les conditions de recrutement et de destination témoignent assez de l'urgence, voire de l'impéritie. À l'étude, les volontaires de 1792 apparaissent comme encore plus jeunes (15 % ont moins de 18 ans) et d'origine sociale encore plus humble. Ils sont enthousiastes, « ardents et généreux » mais, formant trop souvent une cohue, ils gênent les autres éléments de l'armée qui ne les apprécient pas toujours. Pourtant, cette « *masse agissante* » (comme la qualifie un rapport de l'Assemblée) finit par imposer le respect, surtout après la divine surprise de Valmy. Un de leurs adversaires, le Prussien Laukhard observe : « *Sans doute, ils n'étaient pas tirés au cordeau, aussi astiqués, aussi dressés, aussi habiles à manier le fusil et à marcher au pas que les Prussiens ; ils ne savaient pas non plus se sangler dans leurs tuniques comme eux ; mais... ils étaient dévoués corps et âme, à la cause qu'ils servaient... ils savaient pour qui et pour quoi ils se battaient et se déclaraient prêts à sacrifier leur vie pour le bien de leur patrie... Ils ne connaissaient d'autre alternative que la liberté ou la mort.* »

La levée de 1793 et ses conséquences

De Valmy n'est peut-être pas sortie une « *nouvelle époque de l'histoire du monde* », comme le voulait Goethe, mais au moins une armée nouvelle, complètement inconnue jusque là en Europe. Seulement, l'ampleur du défi que lançait la France conduisait à toujours plus d'effort militaire. Le volontariat ne pouvait y suffire et le décret du 4 février 1793 leva 300 000 hommes qui étaient beaucoup plus des requis que des volontaires. Comme ils ne suffisaient pas, la Convention récidiva. Les levées de 1793 se justifiaient par l'ampleur des retours au foyer des volontaires de 1791. Une clause du décret les y autorisait à compter du 1er décembre 1792. La Convention essaya de les retenir en faisant vibrer la fibre patriotique. Rien n'y fit et les bataillons s'étiolèrent, Dubois-Crancé, décidément très porté sur la chose militaire (il avait



Cavalier du roi en 1789, par Édouard Detaille. La loi du 1er janvier 1791 supprime les anciennes appellations princières ou provinciales remplacées par des numéros. Mais comme le dira le commandant Lachouque, **« dans leur hâte de détruire tout ce qui pouvait rappeler la monarchie, les révolutionnaires oublient de faire disparaître les uniformes. Ce sont eux qui vont imposer la tradition ».** *Parmi les régiments qui gagneront la bataille de Jemmapes, le 6 novembre 1792, sous les ordres de Dumouriez, on verra galoper le 3e de cavalerie en tenue de commissaire-général bleu aux revers écarlates, le 7e dragon en tenue de dauphin, les ex-chasseurs de Flandres en collet écarlate, et les hussards de l'ex-Berchény en bleu céleste foncé et shako noir à la longue flamme rouge.*

servi dans les mousquetaires de la Maison du Roi) inspira fortement le décret de février. Tous les citoyens de 18 à 40 ans étaient mis en état de réquisition permanente ; au cas où l'effectif fixé pour chaque commune ne serait pas atteint, les citoyens étaient tenus de le compléter à n'importe quel prix. Seul adoucissement : le remplacement autorisé, dans certaines conditions.

La levée de 300 000 hommes se passa mal dans nombre de départements. Ceux du Nord et de l'Est, plus directement concernés par l'invasion, s'y soumirent ; ceux de l'Ouest se soulevèrent. Résistances armées et en bloc, mais aussi résistances passives et individuelles. Comme la loi exemptait les hommes mariés, il y a eut épidémie de mariages ; les entrepreneurs firent des pieds et des mains pour conserver leur personnel qualifié ; des professions entières réclamèrent et obtinrent l'exemption, comédiens, meuniers ou notaires... À la rhétorique officielle qui exaltait l'unanimisme de ces « masses terribles » qui se levaient pour en finir avec les tyrans, s'oppose le refus quotidien et déterminé de ceux qui n'acceptent pas l'inégalité de traitement entre riches et pauvres ou entre villes et campagnes.

UNE ARMÉE SANS-CULOTTE

L'armée devait être sans-culottisée, par l'épuration des cadres et par l'amalgame qui permettrait une meilleure diffusion des idées véhiculées par une presse envoyée en abondance dans les camps. Le mouvement sans-culotte qui aida matériellement et moralement les soldats pénétra l'armée à partir de l'été de 1793.

Les sans-culottes et les Jacobins surveillaient l'armée. Sans les certificats de civisme qu'ils délivraient, il était impossible d'obtenir la confirmation de son grade ou une place dans un état-major. Les sans-culottes, comme les Jacobins, recevaient les troupes qui passaient dans leur ville et s'efforçaient de les gagner. Les sans-culottes avaient des comités de correspondance avec leurs « frères aux armées » : ainsi les sans-culottes parisiens conservaient-ils des liens avec les volontaires et les requis.

Dans le département des Hautes-Pyrénées, les soldats sans-culottes devancèrent l'action de leurs « frères » en faisant la chasse dans les administrations au « modérantisme ». « *Trop longtemps, elles ont,* dirent-ils, *laissé les prêtres réfractaires jouir d'une protection marquée et allumer la torche du fanatisme jusque sur l'autel de la Liberté.* » Ils exigèrent et obtinrent des visites domiciliaires et procédèrent eux-mêmes à l'arrestation des suspects.

La presse fut le véhicule de la pensée sans-culotte et notamment de l'aile la plus avancée du mouvement dont Hébert voulut être le porte-parole. Le ministre de la Guerre lui versa 118 800 livres pour la livraison totale de plus d'un million d'exemplaires du *Père Duchesne*. Par sa lecture, le soldat s'imprégnait des mots d'ordres des « exagérés » : épuration de toutes les administrations et de tous les comités révolutionnaires, poursuite et intensifications de la Terreur, vigilance à l'égard des autorités et notamment à l'égard du gouvernement révolutionnaire dont la politique sociale était jugée trop tiède. Les assemblées politiques des sans-culottes étant contrôlées par le pouvoir, *Le Père Duchesne* resta, pour l'armée, un organe de transmission des aspirations de l'avant-garde sans-culotte et ceci jusqu'en mars 1794 où Hébert fut arrêté.

JEAN-PAUL BERTAUD
***La Révolution armée*. Robert Laffont, 1979.**

LA VÉRITABLE ARMÉE NAPOLÉONIENNE

L'authentique image de la Grande Armée risque de se trouver faussée par le souvenir des étincelantes parades des Tuileries, de ces défilés compacts de bataillons massifs et empanachés. N'oublions pas qu'en campagne, que dans leurs cantonnements, le spectacle de ces troupes qui font trembler l'Europe serait à peu près, pour nos yeux contemporains, celui d'une véritable « déroute en avant ». N'oublions pas que, si ce n'est à de rares moments, l'administration militaire de l'Empereur reste débordée, presque complètement impuissante. On sait que la solde n'est versée qu'exceptionnellement, le ravitaillement presque jamais assuré. Dans la plupart des corps de troupe les hommes sont vêtus d'uniformes disparates acquis aux hasards des champs de bataille. L'armée vit sur le pays conquis, réquisitionnant ou pillant sans autre formalité, dépouillant sur son passage les régions qu'elle traverse.

De caractère simple, mais violent et passionné, le soldat impérial supporte mal d'ailleurs les entraves et les règles. Sa conception de l'obéissance militaire n'a que peu de rapport avec celle dont nous avons pris l'habitude. Les duels d'homme à homme, de peloton à peloton, même de compagnie à compagnie sont d'usage courant ; les cas d'insubordination fréquents à tous les degrés de la hiérarchie. La désertion fait fondre les effectifs et il n'est pas rare de voir des officiers abandonner leur poste ou leurs missions s'ils les jugent inutiles ou sans agrément. En campagne c'est une véritable armée, « l'armée roulante », que constitue la foule innombrable des traînards. Quant aux règlements de manœuvre, la plupart des chefs, formés empiriquement dans les hasards des combats, les ignorent ou les méprisent. Qu'importent les connaissances théoriques ! De l'audace, un coup d'œil rapide, un tempérament bien trempé, voilà à peu près tout ce qu'on réclame de l'officier de troupe. À l'instruction, quand il y a instruction, on ne s'attarde jamais sur « les manœuvres de l'ordonnance ».

On peut l'affirmer sans trop d'exagération. Par ses habitudes, son genre de vie, sa conception de la guerre et de son propre destin, le soldat impérial rejoint souvent le routier des vieilles bandes, retrouve le vieux type de soudard au tempérament anarchique et rebelle, avide de rapines et d'aventures individuelles.

RAOUL GIRARDET.
***La société militaire dans la France contemporaine.* Plon, 1953.**



« Aux armes citoyens ! » *Estampe de 1793.*

Les requis de 1793 composèrent les mythiques soldats de l'an II. La plupart restèrent sous les drapeaux jusqu'en 1796 et même 1797. Ce qui peut expliquer l'importance des désertions et la fonte des effectifs. De 800 000 hommes on passa à 400 000 en juillet 1796 et 365 000 à la signature du traité de Campo-Formio (18 octobre 1797). Une hémorragie qui justifie à elle seule la loi proposée par le général Jourdan, député des Cinq Cents et son collègue Delbrel. La loi Jourdan-Delbrel fut adoptée le 5 septembre 1798. Elle instituait la conscription et resta en vigueur avec quelques modifications jusqu'en 1872. Avec cette loi, Napoléon Bonaparte allait se constituer un vivier presque inépuisable et dans lequel il puisa jusqu'au bout. Très critiquée dans ses modalités, injuste à bien des points de vue, elle avait au moins le mérite d'assurer une relève régulière des classes, du moins sur le papier, car le temps effectif passé sous l'uniforme resta franchement aléatoire jusqu'à l'effondrement de l'Empire.

Une armée prétorienne

Prétorienne autant que légionnaire, l'armée napoléonienne finit par oublier ses origines populaires et militantes. Est-ce l'effet de l'amalgame qui avait brassé « culs blancs » et « bleuets » ? Faut-il invoquer l'usure des convictions, le temps passant ? En tout cas, l'armée jacobine de 1793-1794 a constitué la première force armée au monde, mise au service absolu et exclusif d'une idéologie politique radicale. Partant de l'affirmation de Robespierre : *« la guerre est le choc de deux prosélytismes »*, la Convention terroriste s'efforça d'exécuter la ligne directrice inspirée par Saint-Just : *« Ce n'est point seulement du nombre et de la discipline que vous devez attendre la victoire, vous ne l'obtiendrez qu'en raison des progrès que l'esprit républicain aura fait dans l'armée »*. L'armée devait être l'école de la vertu et *« régénérer »* les égoïstes, les intrigants, les *« inoccupés et inutiles »*. Les représentants en mission propagèrent la bonne parole et s'appuyèrent sur les magistrats militaires pour moraliser l'armée. Certes, les résultats ne furent pas toujours à la hauteur de cette ambition et les guerriers vertueux mirent un certain temps à supplanter les soudards chapardeurs et débraillés. Le sans-culottisme en uniforme finit par l'emporter et on peut lui imputer aussi bien la victoire de Fleurus que l'écrasement sans merci des Vendéens et des Chouans.

Deux ans plus tard, les hommes que Bonaparte prit en main pour les emmener *« dans les plus riches plaines du monde »* étaient devenus des « vieux » soldats, aguerris, habitués au pire. Chez eux, les idéaux partisans avaient cédé la place à des espérances plus matérielles. Des fidélités, un clientélisme avaient pénétré leurs rangs. À force d'être utilisés (par le Directoire) pour réprimer les troubles de la rue, les vétérans de l'An II, enthousiastes et désintéressés, s'étaient mués en hommes avant tout attachés à la bonne fortune d'un chef. Napoléon Ier confiera à Roederer : *« Le militaire est une franc-maçonnerie ; il y a entre eux tous une certaine intelligence du fait qu'ils se reconnaissent partout sans se méprendre, qu'ils se recherchent et s'entendent »*. Une franc-maçonnerie ou en tout cas une société militaire que la bourgeoisie montante ne voulut jamais reconnaître et qui, de ce fait, ne retrouva plus jamais cette position centrale et vitale qu'elle avait occupée entre 1792 et 1815.

J.-J. B.

Pour en savoir plus :

– Sous la direction d'A. Corvisier, *Histoire militaire de la France, de 1715 à 1871*, tome 2. PUF, Paris, 1992.

– J.-P. Bertaud, *La Révolution armée, les soldats citoyens de la Révolution française.* R. Laffont, Paris, 1979.

– A. Forrest, article « armée » in *Dictionnaire critique de la Révolution française.* Flammarion, Paris, 1992.

– Collectif, *Atlas militaire de la Révolution française.* Hautes Études, Paris, 1989.

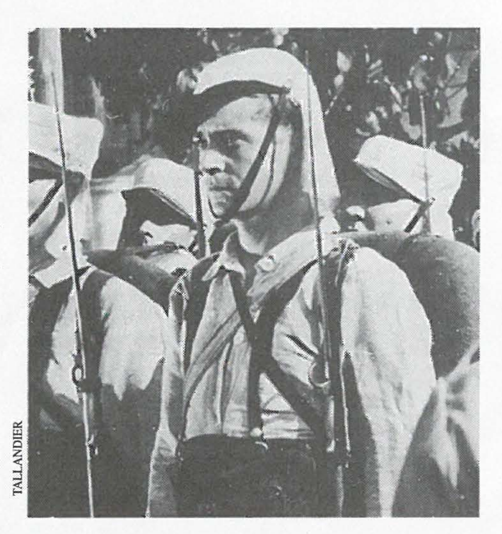
LÉGION ÉTRANGÈRE, TROUPES DE MARINE ET ARMÉE D'AFRIQUE

Légion étrangère

La Légion étrangère renoue avec la très ancienne tradition des corps étrangers au service de la France. Elle fut créée en Algérie l'année suivant la conquête, par une ordonnance du 10 mars 1831, avec le quartier général à Sidi-Bel-Abbès. Cédée à l'Espagne, au début de 1835, pour la guerre contre les carlistes, la Légion étrangère fut reconstituée le 16 décembre 1835. Elle se distingua dans toutes les campagnes outremer et gagna pendant la campagne du Mexique, au combat de Camerone (30 avril 1863), sa réputation justifiée de troupe sacrifiée, recours ultime des situations désespérées. Un régiment étranger de cavalerie (REC) fut formé en 1921 en Tunisie avec une forte proportion d'engagés russes, rescapés des Armées blanches. Le REC se distingua en Syrie contre les Druzes, comme le rappellent les paroles de son célèbre chant. La Légion a été engagée partout où l'on meurt. S'efforçant de maintenir son niveau de troupe d'élite, restant fidèle à sa devise, *« Legio patria nostra »*, elle a créé au fil du temps, grâce à son corps de sous-officiers faisant exclusivement carrière dans l'arme, des traditions sans égal dans le reste de l'armée française.

Troupes de marine

De 1871 à 1891, la France affaiblie par sa défaite de 1870 est isolée en Europe. L'expansion coloniale apparaît alors comme le seul moyen de reprendre rang parmi les puissances. Mais pour l'armée, la priorité est en Europe, dans la préparation de la revanche. L'aventure coloniale restera donc l'affaire d'une poignée de soldats, ceux de l'armée d'Afrique et ceux des troupes de marine. L'armée d'Afrique est née de la conquête de l'Algérie, qui est son berceau et son assise, tandis que les troupes de marine ont une origine plus ancienne datant du début du XVIIe siècle. Elles connaîtront leur âge d'or sous la IIIe République avec la conquête de l'Indochine, de l'Afrique noire et de Madagascar. Devenues troupes coloniales de 1900 à 1961, elles incluaient de nombreux contingents indigènes, tirailleurs sénégalais, annamites, tonkinois ou malgaches.


TALLANDIER

Légionnaire au Maroc en 1912.

Zouaves et « turcos »

L'armée d'Afrique tire son nom du corps expéditionnaire qui débarque à Sidi-Ferruch le 14 juin 1830 et s'empare d'Alger le 5 juillet. À l'époque, on ne parle pas encore d'Algérie, entité créée par la colonisation. Dès sa victoire, le maréchal de Bourmont a pris langue en Kabylie avec la tribu des Zouaouas où les Turcs recrutaient leurs supplétifs. Son successeur, le général Clauzel constitue avec eux le corps des zouaves (1er octobre 1830). Encadrés par d'excellents officiers français, les zouaves se distinguent durant la conquête puis la guerre de Crimée (1854-1856). Ils ont perdu, à cette époque, leur caractère de troupe indigène. Après l'insurrection kabyle de 1871, on jouera des aversions traditionnelles entre musulmans et juifs, en ouvrant à ces derniers l'accès aux zouaves dont l'heure de gloire est passée.

En 1841, pour constituer des troupes vraiment indigènes, le général Bugeaud lève trois bataillons de tirailleurs, ancêtres de toutes les unités de tirailleurs indigènes, qu'ils soient algériens, marocains, tunisiens, sénégalais, malgaches, annamites ou tonkinois. Ils proviennent en partie d'anciennes unités d'infanterie « turque » passées au service de la France après 1830. D'où le surnom de « turcos » donné aux tirailleurs algériens. Les régiments de tirailleurs algériens ne disparaîtront qu'en 1962, lors de l'indépendance de l'Algérie. Cette troupe solide a participé à d'innombrables campagnes hors d'Algérie.

Chasseurs d'Afrique et spahis

Formés par la réunion de deux escadrons de chasseurs indigènes et de trois escadrons de chasseurs à cheval ayant participé au débarquement de 1830, deux premiers régiments de chasseurs d'Afrique sont créés par une ordonnance du 17 novembre 1831. Quatre autres seront créés jusqu'en 1887. Européens et musulmans y servent ensemble jusqu'à la création des spahis en 1834. Dès lors, le recrutement sera exclusivement européen. Ils interviendront sur tous les théâtres extérieurs et dans les deux guerres mondiales.

Les spahis, nom donné aux cavaliers de l'armée ottomane, sont créés le 6 septembre 1834. Le corps des spahis est alors strictement indigène avec encadrement français. Il est formé de deux détachements. L'un aux ordres du célèbre Yussuf, Italien de l'île d'Elbe, devenu officier de spahis du bey d'Alger, avant de passer au service de la France, s'illustrant notamment par la capture de la smala d'Abd el-Kader en 1843.

Sahariens et goumiers

L'ancienne armée d'Afrique comprend encore trois compagnies méharistes, créées le 30 mars 1902 à l'instigation du commandant Laperrine, avec siège à Adrar. Le recrutement s'opère au sein de la grande tribu des Chaambas hostile aux Touareg Hoggar. Les méharistes indigènes, engagés pour deux ans, subviennent eux-mêmes à la fourniture et à l'entretien de leur monture, équipements et nourriture. Une poignée de nomades, commandée par des officiers d'élite acquis à la magie du désert, assure ainsi le contrôle d'immensités jusqu'alors inviolées.

Nommé haut-commissaire pour les confins algéro-marocains en 1908, le général Lyautey a l'idée de constituer, sur le même principe, des goums, formations supplétives levées par tribu, sous les ordres de leurs chefs naturels, avec un encadrement léger d'officiers français. Les goums se révéleront précieux durant toute la pacification du Maroc et, beaucoup plus tard, durant la campagne d'Italie, en 1943 et 1944.

GUY CHAMBARLAC

UNE CONSÉQUENCE DE 1870

Le service militaire universel

PAR RAOUL GIRARDET

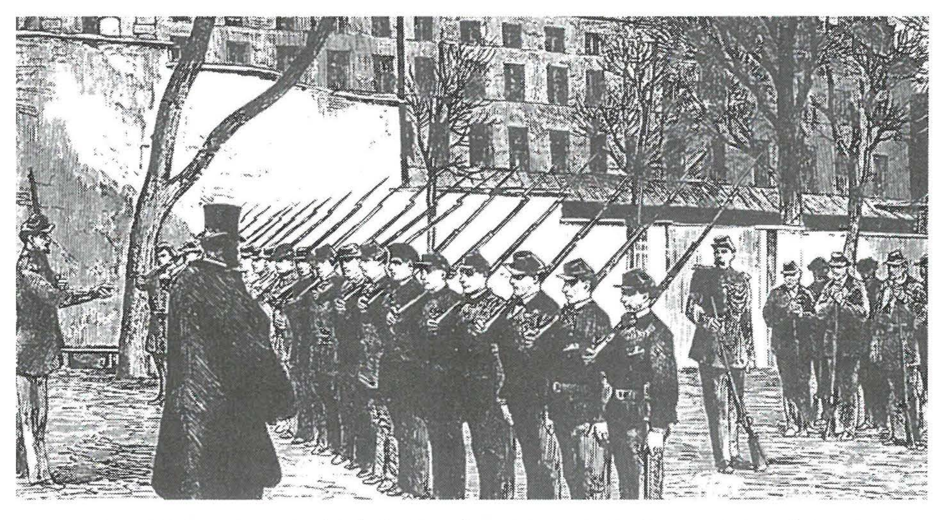
Dure expérience que celle de 1870 ! L'année terrible, la défaite, la Commune. Tout fut bouleversé. Pacifistes et humanitaires se réveillèrent mués en militaristes à tout crin et en patriotes farouches. Et, dans ce grand élan, l'Assemblée vota le service militaire universel.

Il est difficile d'imaginer aujourd'hui l'atmosphère qui, pendant quelques jours, en 1872 puis en 1873, domina l'Assemblée nationale lors de la discussion des grandes lois militaires. Atmosphère exceptionnelle dans notre histoire parlementaire, faite non seulement d'attention et de gravité, mais aussi de recueillement, de ferveur et presque de piété. Dans cette Assemblée divisée et instable, riche peut-être de trop de puissantes personnalités, les querelles idéologiques semblent soudain reléguées au second plan. Droite et gauche confondues, l'Assemblée tout entière avait acclamé le duc d'Audiffret-Pasquier lorsque celui-ci, en ouvrant le débat de 1872 et en apportant l'adhésion de l'opinion conservatrice au principe du service obligatoire, avait défini la signification de l'œuvre de réforme qui allait être entreprise. Après avoir rappelé les défaillances morales de certaines fractions



TALLANDIER

Le 6 août 1870, la charge de Reischoffen. Au lendemain de la défaite rien ne sera plus comme avant, ainsi que l'écrira Sully Prudhomme en 1872 : **« Je m'écriais avec Schiller / je suis un citoyen du monde. / De mes tendresses détournées / je me suis enfin repenti. / Ces tendresses je les ramène / étroitement sur mon pays / sur les hommes que j'ai trahis / par amour de l'espèce humaine. »**



Instruction militaire obligatoire à l'école. C'est à l'initiative de Paul Bert, ministre de l'Instruction ıblique dans le ministère Gambetta de 1881, que sont créés les « bataillons scolaires » dans les écoles et llèges. On s'y exerce au maniement d'armes et au tir à la carabine.

l'opinion aux jours sombres de la défaite, le c Pasquier avait invoqué l'exemple de rmée : *« Et, quand, à côté de cela, nous yons le spectacle que nous donne notre née..., quand nous nous souvenons que st elle qui nous a sauvés en 1848, que c'est e qui nous a sauvés en 1871..., nous nous mandons si ce n'est pas là l'école où il faut voyer ceux qui paraissent l'avoir oublié, prendre comment on sert et comment on ne son pays. Que tous nos enfants y aillent nc et que le service obligatoire soit la gran- école des générations futures ! »* Les ovans qui ont salué la péroraison du duc Pasier ont été unanimes. L'enjeu du débat n'est seulement l'instauration d'institutions litaires plus efficaces et plus sûres. À tras la force française reconstituée, c'est, pour ıs, républicains ou monarchistes, la société ionale tout entière qu'il s'agit de restaurer.

Ce n'est pas en vain d'ailleurs que, porteole des hobereaux provinciaux et des bourpis conservateurs qui constituent la majorité l'Assemblée, le duc d'Audiffret-Pasquier a oqué le rôle joué par l'armée en 1848 et en 71. Nous sommes en un temps où, pour une vaste fraction de l'opinion, les souvenirs la Commune comptent autant, et peut-être me davantage, que les souvenirs de la aite.

« Grande école des générations futures » ıs la pensée des notables de l'Assemblée ionale, l'armée nouvelle le sera d'abord ıs la mesure où elle sera pour les jeunes ınçais une école de discipline sociale. Le rquis de Chasseloup-Laubat, rapporteur vant l'Assemblée de la loi militaire de 1872, précise de son côté en termes non équiques. *« Plus une société est fondée sur les ncipes de la démocratie, plus il lui faut béissance au supérieur qui est la discipline militaire, la soumission à la loi qui est la discipline civile, enfin plus il lui faut – osons le lui dire – la sévérité pour tout ce qui viole les règles qu'elle s'est elle-même imposées ; l'ordre et la liberté ne sont qu'à ce prix. »* (1) Soumettre les jeunes Français, et pendant une longue période de leur vie, à la stricte discipline des camps et des casernes, c'est, espère-t-on, garantir le maintien de la collectivité nationale à l'intérieur de ses cadres traditionnels, extirper le vieux germe révolutionnaire, éviter l'explosion de nouvelles Communes.

Éloge des militaires

C'est aussi préparer l'avènement d'une patrie plus harmonieuse et plus fraternelle. Sans doute y a-t-il, à l'arrière-plan des conceptions militaires des hommes de l'ordre moral, la crainte toujours vigilante de la menace révolutionnaire. Mais il y a aussi la vision plus généreuse d'une nation enfin réconciliée avec elle-même. L'union très réelle qui avait régné parmi les combattants sur les champs de bataille de 1870 et de 1871, l'apaisement des querelles politiques, l'oubli des oppositions sociales, la réconciliation devant l'ennemi des anciens chouans et des anciens bleus, autant de souvenirs très proches, présents encore à tous les esprits. Or, cette union nationale, un instant réalisée dans la lutte contre l'envahisseur, on espère que l'armée nouvelle saura la faire renaître, la garantir, la cimenter. Habitués à respecter dans la personne du soldat la représentation de toutes les vertus civiques, à voir dans l'idée militaire le principe fondamental de la vie des sociétés, les hommes de l'Ordre moral ont été tout naturellement conduits, aux lendemains de la défaite, à chercher dans l'armée le creuset où viendrait se forger une France restaurée et rénovée.

Conception que se trouve d'ailleurs tout prêt à partager l'ensemble des milieux républicains, brutalement arrachés par la défaite aux espoirs et aux rêves qu'ils avaient nourris sous l'Empire. *« Vous souvient-il,* écrit Jules Ferry quelques années après la guerre, *que sous l'Empire nous ne disions pas beaucoup de bien du militarisme ? Vous rappelez-vous ces vagues aspirations vers le désarmement général, le détachement manifeste de tout esprit militaire, cette tendance à la création d'une sorte de garde nationale universelle qui caractérisaient la démocratie d'alors ? Ces idées-là eurent des partisans ; plusieurs d'entre nous les ont professées, y ont incliné, s'y sont laissé prendre. Mais, je vous le demande, en est-il un seul aujourd'hui qui n'ait été converti par les événements? Ce pays a vu la guerre de 1870 ; il a tourné le dos pour jamais à ces utopies périlleuses et décevantes. »* Dure expérience, en effet, que les épreuves de l'Année terrible pour ces démocrates humanitaires, brusquement appelés à affronter les réalités de la guerre et de la conduite des armées ! Chez tous les représentants de la pensée humanitaire et pacifiste, l'invasion, la défaite, la mutilation du territoire avaient été l'occasion d'un douloureux retour sur eux-mêmes, d'un tragique examen de conscience. Courageusement, les plus illustres d'entre eux, Sand, Michelet, Quinet, Renan, avaient publiquement désavoué leurs positions antérieures, dénonçant maintenant comme un dangereux mirage le rêve, qui avait été le leur, d'une vaste et immédiate fraternisation universelle. *Mea culpa* qu'accompagnent une ardente redécouverte de l'idée nationale, un retour passionné au patriotisme.

Lorsqu'en 1876 le régime de l'Ordre moral fait place à la République opportuniste de Gambetta, de Ferry, de Grévy, lorsque les républicains succèdent définitivement aux conservateurs à la tête du pays, c'est, malgré les différences de phraséologie et de vocabulaire, la même mystique patriotique, c'est aussi la même ferveur militaire qui animent les nouvelles équipes dirigeantes du pays.

Comme les hommes de l'Ordre moral, les hommes de la République opportuniste réservent à l'armée un rôle essentiel dans la tâche de relèvement national. On connaît l'importance primordiale attribuée à l'école par les premières équipes gouvernementales républicaines, l'école qui doit faire triompher les principes d'une nouvelle morale et d'une nouvelle conception du monde. Or, il est significatif que, dans l'esprit des premiers ministres républicains de l'Instruction publique, la for-

LE FOLKLORE DES CONSCRITS

« Salut, salut à vous, braves soldats du 17e ! » Si la chanson composée à la gloire des pioupious du 17e régiment d'infanterie, qui refusèrent en juin 1907 de tirer sur les vignerons, a connu le succès que l'on sait, c'est que le personnage du conscrit, fils du peuple sous les armes, avait déjà, au-delà des différends idéologiques, séduit les esprits. Comme tous les citoyens de leur âge, les joyeux pioupious du 17e avaient affronté, avant l'émeute paysanne, l'épreuve du conseil de révision cantonal.

À la veille de la Première Guerre mondiale, le conscrit qui se présente devant cet aréopage doit à la patrie, aux termes de la loi du 7 août 1913, trois ans de service dans l'armée active. Ledit aréopage se compose, sous la présidence du préfet (ou à défaut du sous-préfet ou d'un conseiller de préfecture délégué du préfet), de plusieurs officiers, d'un médecin militaire, du conseiller général du canton et des maires des communes. C'est à eux qu'il appartient de décider de l'aptitude du jeune Français au « service armé ».

Les malformations osseuses, les tumeurs abdominales et hernies, la surdité, la cécité, la mauvaise conformation des organes urinaires, la tuberculose et les maladies du cœur, notamment, justifient l'exemption. À l'écart aussi, classés « service auxiliaire », les bègues, les myopes, les pieds plats, ceux auxquels manque un doigt ou qui ont des varices. Les bons bougres héritiers des paysans qui préféraient jadis se couper l'index que de servir l'Empereur tentent de se faire inscrire dans ces catégories – trois ans de gagnés ! « *J'ai un rhumatisme* », « *je respire mal* », et quoi encore : tout est bon pour tenter d'apitoyer le médecin. Mais gare ! La France reste pays rural et les filles à marier préfèrent les « vrais » gars à ceux dont on n'a pas voulu.

A ces bonnes raisons d'exemption viennent s'ajouter d'autres motifs : familiaux, culturels, sociaux... Le « bon service armé », tel que la décrit l'*Histoire militaire de la France* (PUF), est « *de taille moyenne ou même grand, il est sain de corps* [...]. *Son niveau d'instruction est médiocre ou moyen. Il est issu de n'importe quelle catégorie socio-professionnelle, mais est le plus souvent agriculteur, viticulteur, artisan, mineur ou travaille dans les transports* ».

Tel quel, sitôt le conseil de révision achevé, il fait ses classes de jeune homme émancipé. Le monôme des conscrits, chahut insolent et bon enfant, le coupe symboliquement de la tutelle parentale. Le service militaire, ça fait les hommes, non ?

Première étape : le défilé des « classards », portant calots et brassards, avec tambours et trompettes, à travers les rues du bourg où s'est tenu le conseil de révision. Vive les filles et le vacarme. Le cortège de canton éclate pourtant, et les groupes se forment par commune autour des tables des restaurants, où les conscrits ont invité leurs maires, qui paient à boire et à chanter.

Retour à la fin des agapes : à pied pour les ruraux, avec parfois plusieurs heures de marche avant de rentrer au village, où l'on passe, à grand bruit, de maison en maison pour embrasser les filles nées la même année. On les retrouvera demain au bourg, pour le bal de la classe, qu'elles ne sauraient bouder.

En ville, la soirée, continuée par des farces de collégiens, s'achève parfois par une autre initiation, dont s'occupent des professionnelles au secret de maisons néanmoins publiques. On a vingt ans, on boit, on chante, on lutine les filles. La guerre frappe à la porte mais on ne l'entend pas.

ADRIEN BROCARD

mation militaire reste inséparable de l'ensemble de l'œuvre éducative. Gambetta l'avait proclamé, dès le 26 juin 1871, dans son discours de Bordeaux : « *Il faut mettre partout, à côté de l'instituteur, le gymnaste et le militaire, afin que nos enfants, nos soldats, nos concitoyens soient tous aptes à tenir une épée, à manier un fusil, à faire de longues marches, à passer les nuits à la belle étoile, à supporter vaillamment toutes les épreuves pour la patrie.* » Le patriotisme, et le patriotisme sous sa forme guerrière, militaire, tient donc la première place dans l'enseignement du civisme républicain tel que le conçoivent ses premiers doctrinaires, les Jules Ferry, les Paul Bert. Nul doute même qu'il n'y ait eu chez certains l'intention de faire de l'idée nationale l'objet d'une sorte de culte positiviste, de religion laïque destinée à supplanter la religion du surnaturel et dont l'instituteur et l'officier seraient chargés d'assumer le sacerdoce. Chez Paul Bert en particulier, ministre de l'Instruction publique dans le grand ministère Gambetta du mois de novembre 1881, on aperçoit nettement la notion d'une éducation de style spartiate, tout entière tournée vers l'exaltation patriotique et où l'école devient l'antichambre de la caserne. Grâce à lui une Commission de l'éducation militaire, présidée par Paul Déroulède, est installée au ministère de la rue de Grenelle. Des « bataillons scolaires » sont organisés militairement, dotés d'un uniforme : chaque semaine, ils s'exercent à la marche, au tir, au maniement des armes. Dans certains établissements, on les voit défiler l'arme sur l'épaule, tambours et clairons en tête, devant un autel de la patrie (2). Les illustrations des manuels, les chants, les exercices de lecture et de récitation sont systématiquement choisis pour rappeler les grands souvenirs de notre épopée militaire et ceux, plus douloureux et plus récents, de la défaite. Jusqu'aux toutes dernières années du siècle, la très grande masse des instituteurs restera passionnément fidèle à l'esprit qu'avait assigné à l'école nouvelle, l'équipe de ses fondateurs. Admirables maîtres d'ailleurs que ceux de ces premières générations républicaines. Ce sont eux qui ont fourni à la jeune armée nationale la foule disciplinée, probe et laborieuse de ses recrues !

Le tir à l'école

Il est significatif d'ailleurs, de retrouver, intimement associée à tout ce mouvement de formation patriotique et prémilitaire, la Ligue de l'enseignement fondée sous le Second Empire et dont les premières tendances étaient ardemment humanitaires et pacifistes. Jean Macé, son fondateur, l'auteur de la *Soirée de Waterloo* et d'un certain nombre d'autres brochures antimilitaristes, se trouve toujours à sa tête. Mais on le voit maintenant rédiger, en 1885, la préface d'un *Manuel de tir à l'usage des écoles primaires, des lycées et des bataillons civiques.* On le voit aussi présider à la multiplication, autour de la Ligue proprement dite, d'associations locales de tir et de gymnastique se fixant pour objectif essentiel « *de développer parmi la jeunesse le goût et l'attrait des institutions militaires* ». L'activité du groupement prend ainsi un double aspect. La Ligue continue à se réclamer d'un anticléricalisme militant, à combattre en faveur d'un enseignement et d'une morale strictement laïques. Mais elle s'efforce simultanément, en assurant la diffusion de brochures et d'images d'édification patriotique, en fournissant à ses filiales régionales des armes et des moniteurs, en multipliant les défilés, les rencontres et les manifestations de caractère à la fois sportif et militaire, de préparer à de futures tâches guerrières la jeunesse de notre pays.

Ce sont bien pourtant deux conceptions opposées de l'organisation politique qui s'affrontent avec violence dans ces premières années de la République, et plus encore deux métaphysiques, deux attitudes devant les grands problèmes de la condition humaine. Les uns rêvent d'une société fortement hiérarchisée, toute imprégnée de spiritualité chré-



Élève officier de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, par Édouard Detaille, 1885.

enne ; les autres dressent l'idéal d'une démo-
ratie à tendances égalitaires, fondée sur le
ılte du progrès et de la raison. Mais du
onsentement unanime, l'armée se trouve pro-
isoirement placée en dehors des luttes des
artis, au-dessus de l'opposition des doctrines
: des systèmes. Quel que soit le fossé qui
ępare les idéologies opposées, les adversaires
e continuent pas moins à se réclamer d'une
ıystique militaire semblable. Les uns asso-
ent l'officier au prêtre, les autres à l'institu-
ur, aucun ne songe à lui refuser une place
xceptionnelle dans la cité à reconstruire.
ans la France vaincue, humiliée et divisée du
aité de Francfort, l'armée constitue pour les
ançais le grand dénominateur commun.

R. G.

Historien du nationalisme, de l'idée coloniale et de la société militaire, Raoul Girardet a enseigné à la Sorbonne, à l'Institut d'études politiques, à l'École de guerre, à l'ENA et à Polytechnique. Il a notamment publié *La société militaire dans la France contemporaine, 1815-1939* (Plon, 1953), *Le nationalisme français, 1871-1914* (Armand Colin, 1964), *L'idée coloniale en France, 1871-1962* (La Table ronde, 1972), ainsi qu'un livre d'entretien avec Pierre Assouline, *Singulièrement libre* (Perrin, 1990).

---

(1) Marquis de Chasseloup-Laubat, *Rapport sur le recrutement de l'armée*, 1872.

(2) Paul Déroulède, *De l'éducation militaire*, 1882. Lhomme, *Code manuel des bataillons scolaires*, 1882. Paul Bert, *L'instruction civique à l'école*, 1882.

SAINT-CYR 1914 CASOAR ET GANTS BLANCS

Je me fis saint-cyrien pour reprendre l'Alsace, bien sûr, mais aussi pour épater Clarisse...

Un novice qui entre au séminaire, lieu géométrique des vocations spirituelles, n'est pas plus radieux qu'un saint-cyrien qui débouche pour la première fois sur le Marchfeld, place d'armes illustre où les promotions prononcent leurs vœux.

Le drapeau dans le cœur, l'histoire dans la tête, mille Français, en ce matin d'octobre 1913, se marient avec la mort dans un éclat de joie. La promotion de Montmirail et la promotion des Marie-Louise. Ils sont nés dans tout le pays, ils sont les fils de tout un peuple. Le snob de l'École des Postes découvre le fils du gendarme, l'uniforme les confond et rien, pendant cinquante ans, ne les éloignera l'un de l'autre. La discipline qui ne tolère pas une distraction, un écart, un geste de lassitude, la pluie chronique des arrêts de rigueur, l'astiquage mélangé aux mathématiques et le maniement d'armes coupant les études abstraites ont leurs inconvénients, mais il faut s'instruire pour Vaincre et souffrir pour savoir mourir...

Déjà nos casoars flottent au vent du 1er août 1914, et sur le terre-plein où Kléber poursuit sa chevauchée immobile, mille crosses n'en font plus qu'une au commandement. Nous savons qu'à cette heure les saint-cyriens représentent un pur ferment d'héroïsme aux yeux des Français angoissés, et nous ne trahirons pas cette attente. Le général Mordacq, qui nous a trempés comme des lames, n'a plus besoin de parler. Notre pensée est une et claire comme l'eau des gaves à leur source : dussions-nous tous passer sous la terre, nous reprendrons l'Alsace, et nous la reprendrons en gants blancs. Bientôt, six cents d'entre nous, un par kilomètre, jalonneront le front de leurs corps. Idiots les gants blancs ? N'est-ce pas mieux que de fuir sans armes jusqu'à Bayonne ? Le clairon qui nous disperse le 1er août au soir et nous envoie, mascottes bleues, blanches et rouges, dans tous les régiments, est déjà celui de Rethondes. Nous n'en avons jamais douté et jamais, dans une vie qui zigzaguera entre des trajectoires de projectiles, nous ne jouirons d'une aussi grande minute de ferveur.

L'École de Saint-Cyr entre au feu en costume de parade, sans l'ombre d'un regret.

GEORGES LOUSTAUNAU-LACAU
Mémoires d'un Français rebelle.
Robert Laffont, 1948.

Les équivoques de l'appel au soldat

PAR PATRICK JANSEN

Détruisant les anciens équilibres, la Révolution fait du sabre un enjeu politique. Le rêve d'une Sparte républicaine accouche d'une dictature bottée. Un petit général rêve d'égaler César et n'est pas loin de réussir. Quelle aventure ! Le souvenir de Brumaire nourrira deux siècles de fantasmes, d'angoisses et d'illusions.

Au fil des siècles, la France de l'Ancien Régime semblait avoir définitivement établi la domination d'un pouvoir politique jouissant d'une consécration religieuse indiscutée sur une noblesse jadis batailleuse mais désormais domestiquée. Celle-ci payait encore « l'impôt du sang » à l'occasion des conflits et régnait sans partage sur la chose militaire, mais il s'en fallait de beaucoup que l'armée représentât une puissance en tant que telle et fût autre chose qu'un simple instrument de la politique royale.

Entre autres bouleversements, la tourmente révolutionnaire et l'aventure napoléonienne qui la suivit allaient, pour les deux siècles à venir, donner à l'armée une dimension radicalement différente et inéluctablement politique ; la vieille légitimation du pouvoir faisant du roi l'oint du Seigneur ayant disparu, la nouvelle légitimité ne pouvait manquer d'entretenir avec la force des armes des rapports complexes d'antagonisme ou de préséance. Dans un monde désacralisé, on ne peut certes réinventer Dieu pour les besoins du gouvernement, mais la transcendance civique de la souveraineté populaire demande une conception claire du recours à la violence légitime.

Pendant près d'un quart de siècle, la vie française fut ainsi dominée par les impératifs militaires. Les conséquences furent de tous ordres.



TALLANDIER

Le 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799). Un coup d'État mal ficelé qui faillit rater. Le pouvoir personnel du prestigieux et, jusque-là, très républicain général Bonaparte se substitue à un Directoire discrédité et corrompu, avec le soutien de quelques directeurs qui en seront pour leurs frais.

La Révolution n'avait pas seulement per-
is l'émergence du Tiers État comme acteur
olitique mais aussi l'apparition d'une armée
ont les cadres sont issus du peuple, faisant
aître une nouvelle race de guerriers dont un
oche ou un Murat sont des exemples emblé-
atiques. Face à la menace étrangère et aussi
ar messianisme idéologique, elle avait abouti
une militarisation de la nation tout entière.
omme l'avait bien vu Victor Hugo, que la
liation rendait plus attentif que d'autres, le
ve de Sparte des débuts aboutissait à une
ome césarienne, où l'armée, la fonction
uerrière s'était provisoirement substituée à
esque tous les rouages de l'État.

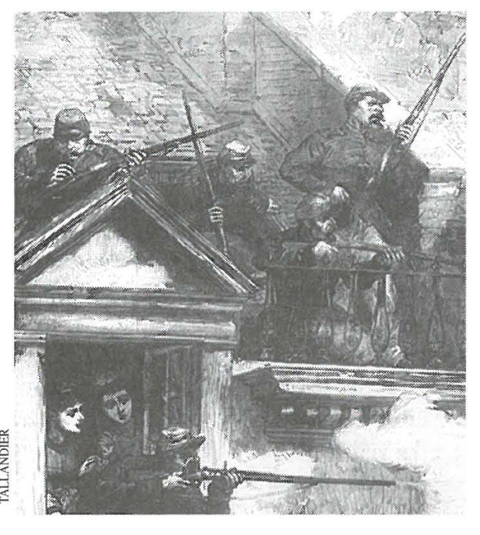
Dans sa célèbre *Histoire de l'Armée fran-
ıise*, le général Weygand écrit : « *Au jour où
ıraît Bonaparte, son histoire et celle de
ırmée française se confondent. Suivre les
ngt années de sa vie de chef et d'empereur,
est le voir faire siennes les armées de la
évolution, assister à la naissance de la
rande Armée, à ses triomphes, puis à un
croissement sans proportion avec les res-
urces d'une France épuisée, et à des succès
ujours plus chèrement achetés ; c'est voir
ıfin, lorsque le déséquilibre se produit entre
mbition et le possible, le génie succomber
vant le nombre des adversaires, la lassitude
s chefs et du pays tout entier, en creusant un
llage de gloire et des leçons que plusieurs
énérations laisseront tomber dans l'oubli.* »

Longtemps après sa mort, le spectre de
gre de Corse hantera l'Europe issue du
ongrès de Vienne, toujours sur la défensive,
, au premier chef, la France de la Restaura-
on.

Le boutiquier prime le soldat

Pourtant, le reflux de l'opinion publique et
n refus d'une armée jouant un rôle politique
premier plan ne commencent pas avec le
tour des Bourbons. Dès la fin de l'Empire,
e partie des Français commençait à mal sup-
rter la toute-puissance du militaire. Stendhal,
urtant peu suspect de dénigrement systéma-
que à l'égard de l'Empereur, le note ironi-
ement dès 1811.

Il est vrai que pendant les dix ans de
Empire, près de 2,5 millions de Français
rent incorporés, de force bien plus que de
é : il n'y eut guère plus de 50 000 volon-
res. Quant à l'omniprésence des porteurs de
bre et à leur morgue, elle avait fini par lasser
e société qui après une vingtaine d'années


TALLANDIER

Commune de Paris. Combats sur les toits pendant la reconquête de la capitale par les troupes versaillaises en mai 1871. Aux fusillades des Versaillais, les communards répondirent par l'exécution d'otages. Au cours de l'impitoyable répression, on estime que 20 000 communards furent tués.

d'énergie généreusement dépensée, commençait à aspirer à un certain calme.

Dès la chute de l'Empire donc, et pour une bonne trentaine d'années, le soldat fut refoulé à une place secondaire. La monarchie de Juillet, du moins à ses débuts, ne sera sur ce point guère différente de la Restauration. On assiste à l'avènement d'un nouveau système de valeurs : le refus du despotique et le respect de la légalité, symbolisés par la Charte (il n'est pas indifférent de noter que la chute de Charles X surviendra précisément quand il enfreindra ces principes) ; le refus de l'obligatoire, dont la conscription est l'exemple détesté ; la croyance au progrès, qui fait penser que l'âge des conflits violents est désormais révolu (on trouve cela même chez des esprits éclairés et dans la petite noblesse attachée aux traditions, ainsi Vigny) ; le goût de l'enrichissement aussi, qui va progressivement tenir lieu de programme politique à une bourgeoisie peu faite pour l'héroïsme. Une France où le mot d'ordre officiel est celui de Guizot : « *Enrichissez-vous* », ne peut guère comprendre la mentalité militaire.

Au monde du guerrier succède celui du boutiquier. À l'enthousiasme et à l'exaltation succèdent l'épargne et le culte du dieu crédit. Dans cette société qui va s'industrialiser, le soldat est considéré comme improductif et superflu.

À cela s'ajoute l'habituel discrédit de l'armée en période de paix prolongée. La menace semble absente dans cette Europe de Metternich figée dans les regrets de l'ordre ancien et soucieuse avant tout de bouleverser le moins possible un équilibre si difficilement retrouvé. Les opérations extérieures, étant limitées, suscitent peu d'enthousiasme, n'en déplaise à Chateaubriand qui voudrait que son expédition d'Espagne de 1823 prenne la dimension de l'épopée. Le prestige de l'uniforme, lui-même, se perd : comme aujourd'hui, les officiers préfèrent bien souvent porter la tenue civile.

Seuls les milieux « libéraux », par hostilité aux Bourbons, conservent une réelle fidélité à l'armée. À la Chambre, la gauche, et elle seule, refuse la réduction des crédits militaires, car le soldat est le seul vecteur futur possible du messianisme révolutionnaire auquel elle n'a pas renoncé.

À l'inverse, à travers l'armée, c'est bien le retour du jacobinisme botté que l'on redoute chez les marquises balzaciennes du faubourg Saint-Germain. Il s'agit là d'une défiance plus que d'un antimilitarisme au sens moderne : le soldat n'est qu'une brute populaire et arriérée qui menace la hiérarchie sociale.

Le chauvinisme de la gauche ne doit pas surprendre. Il est l'une des réponses aux ambiguïtés des guerres de la Révolution et de l'Empire : fussent-elles défenses d'une « Patrie en danger » ou manifestations expansionnistes d'un nationalisme français fondant en retour les autres nationalisme européens. Napoléon fut-il le créateur d'une véritable Europe (car sa France de 131 départements où Hambourg était chef-lieu des Bouches-de-l'Elbe et Rome des Bouches-du-Tibre ne ressemblait plus guère à la France) ou l'apôtre du messianisme révolutionnaire ? Le général Vendémiaire cher à Stendhal avait-il complètement disparu avec l'entrée en scène du général Brumaire ?

Dans une certaine mesure, ces ambiguïtés sont grosses de toute l'évolution future de l'opinion publique à l'égard du rôle politique de l'armée.

Pourtant, au sein de l'armée elle-même, l'apaisement se fait beaucoup plus vite que dans l'opinion. La fonction intégratrice de l'institution réduit vite les différences entre anciens de l'armée impériale, anciens émigrés, et jeunes gens de la noblesse légitimiste. Si l'on constate quelques conspirations de type carbonariste aux débuts de la Restauration, dont la plus célèbre fut celle des quatre sergents de La Rochelle en 1821-1822, elles ne furent en rien représentatives du plus grand nombre, qui précisément les fit échouer.

En 1830, l'armée resta étrangère à la chute des Bourbons. Pendant les deux premiers jours

PUTSCH D'ALGER : UNE RÉVOLTE CONTRE LA FATALITÉ

La guerre d'Algérie ne fut pas l'empoignade géante de deux colosses, comme l'avaient été les guerres mondiales. Ce fut une petite guerre, avec de brefs combats et assez peu de morts. Pour beaucoup de soldats, elle ne fut que fatigues, marches et attentes. Et pourtant, nous avons bien senti que se jouait là quelque chose d'essentiel. Pas seulement le sort d'une terre sur laquelle nous avions des droits, ni de populations que nous avions le devoir de protéger. Nous avons senti que dans cette épreuve se décidait le sort de la France et de l'Europe. Nous pressentions que l'Algérie était la dernière aventure qui nous était offerte. La dernière occasion qui nous était accordée d'accomplir une destinée propre, avant de sombrer dans la fatalité du déclin et la soumission aux lois des autres puissances.

L'Algérie nous semblait aussi l'occasion de prendre une revanche sur toutes les défaites qui avaient endeuillé notre enfance et que rien n'avait pu laver. Il nous était insupportable d'être des fils de vaincus ou, ce qui est pire, de faux vainqueurs. Pour notre malheur, nous étions nés dans un pays qui, après avoir étonné le monde, en était devenu la risée. L'histoire, depuis longtemps évitait la France. Nos pères avaient été les spectateurs lointains de la prise du Palais d'Hiver ou du fascisme immense et rouge. Sauf exceptions, ils n'avaient vécu la Seconde Guerre mondiale que par procuration.

Dans les années 1930, Drieu La Rochelle, amer et désabusé, constatait : *« Tout chambarde dans le monde, mais ici rien ne bouge... »* Trente ans plus tard, voici qu'avec la guerre d'Algérie, se produisait le miracle. C'est en France que ça « chambardait », et mieux encore, avec nous ! Tout semblait possible. L'avenir s'offrait.

Certains ont couru l'aventure de la guerre et des complots. Ils y ont tout risqué et ils y ont perdu ce que les esprits raisonnables prisent entre tout. Ils refusaient d'être raisonnables. Ils sentaient que la chance offerte à leur génération ne reviendrait pas.

DOMINIQUE VENNER
Le Cœur rebelle.
Les Belles Lettres, 1994.

de l'insurrection, la garnison de Paris commandée par Marmont resta fidèle et tint bon.

Certes la passivité politique de l'armée n'était pas encore absolue ; on vit la démission de 2 000 officiers, et certains sous-officiers agités chasser leurs chefs restés fidèles ; mais désormais, il n'y eut plus de complots ; lors de ses tentatives de coups de force de 1836 et 1840, à Strasbourg et à Boulogne, Louis-Napoléon Bonaparte ne trouva dans l'armée que des complicités dérisoires.

Dès lors, par un lent glissement, l'armée, qui jusqu'en 1815 avait été le symbole même du messianisme révolutionnaire, va devenir tout au contraire le symbole du conservatisme. Entre la fin de la monarchie de Juillet et le milieu du Second Empire, le renversement de l'opinion sera complet.

Dans une société que la Révolution industrielle transforme rapidement et où le prolétariat urbain inquiète, les classes aisées se réconcilient avec l'armée car celle-ci est perçue comme facteur d'ordre, après le rôle joué à maintes reprises dans la répression féroce des émeutes populaires, celles par exemple, du cloître Saint-Méry ou de la rue Transnonain.

Les journées de juin 1848 apparaissent ici comme le tournant décisif. La peur panique du rouge réconcilie les bourgeois avec l'armée comme elle leur fait apostasier Voltaire et redécouvrir les vertus conservatrices de la religion. Le phénomène d'ailleurs, est européen.

Sous la monarchie de Juillet, l'intérêt de la famille régnante pour la chose militaire, le rôle personnel du duc d'Aumale, les améliorations apportées aux conditions matérielles de la vie d'officier, l'aventure algérienne, (surtout à partir de l'action de Bugeaud), ont contribué à rendre à l'armée une place éminente. Lors de la révolution de février 1848, sa fidélité au régime fut parfaite, mais une fois le régime nouveau en place elle ne manifesta aucune velléité d'opposition, et cette fois il n'y eut pas de démissions. Le duc d'Aumale lui-même, prince de sang royal pourtant et gouverneur général de l'Algérie, ne tenta rien pour sauver le régime. L'eût-il fait qu'il n'aurait sans doute pas été suivi, car dorénavant, et pour un siècle, l'armée elle-même (contrairement à l'opinion publique à son égard qui, elle, variera encore beaucoup), ne changera plus guère dans sa conception du devoir et de l'honneur militaire, définie comme obéissance passive au pouvoir quel qu'il soit.

Il en restera ainsi pendant tout le siècle. L'armée ne se trouvera à l'origine d'aucune des révolutions, nombreuses, de ce siècle si riche en bouleversements. Si l'armée est souvent un enjeu ou un instrument politique, (parfois servile), c'est exclusivement aux mains du pouvoir légitime, y compris lors du fameux coup d'État du 2 décembre 1851 : l'intervention de la garnison de Paris fait pencher la balance, mais l'armée n'est en rien l'instigatrice du coup d'État.

Passé celui-ci, l'armée ne jouera plus de rôle politique. Les conflits extérieurs lui donnent alors des occasions de s'illustrer : Algérie encore, mais aussi Crimée, Mexique, interventions dans les combats de l'unité italienne, Extrême-Orient même. Docile au pouvoir, l'armée est honorée. Il n'est pas neutre que le Paris de Haussmann donne à ses grands boulevards ou à ses artères prestigieuses les noms de Magenta, de Solferino ou de Sébastopol.

Une armée soumise au pouvoir

Ainsi se développe sous le Second Empire une complète réévaluation de la chose militaire. Toutefois, c'est l'opinion publique qui change et non l'armée. Le monde de la caserne se clôt sur lui-même et il n'est pas divisé comme l'opinion.

D'un côté, le sabre et le goupillon règnent (car le renouveau religieux, lui aussi bat son plein). Si le nationalisme n'est pas encore totalement « passé à droite » (il faudra pour cela attendre le boulangisme) le phénomène est en route et même bien avancé.

Parallèlement, on assiste à la naissance d'un véritable antimilitarisme, virulent et qui n'a plus rien de commun avec le dédain méprisant du début du siècle. Certains socialistes comme Proudhon, mais aussi des politiciens comme Gambetta mettent radicalement en cause l'institution elle-même. Ainsi, dans son programme électoral de candidat à Paris en 1867, Gambetta réclame *« la suppression des armées permanentes, cause de ruine pour les finances et les affaires de la nation, source de haine entre les peuples et de défiance à l'intérieur »*.

Née d'une défaite militaire et marquée par l'esprit revanchard, la Troisième République, va connaître, avec les crises du boulangisme puis de l'affaire Dreyfus, l'amplification de ce renversement des opinions commencé sous la monarchie de Juillet.

De plus en plus, l'armée s'identifie aux idées conservatrices. L'esprit républicain et l'esprit militaire apparaissent même antinomiques à bien des officiers : d'un côté la liber-

té, l'égalité, la fraternité revendiquées ; de l'autre la volonté d'obéissance et la hiérarchie. C'est aussi le moment où l'armée est perçue comme un débouché attrayant par une noblesse qui voit lui échapper le pouvoir, au fur et à mesure que la République s'installe.

La crise boulangiste culmine en 1889, année du centenaire de la Révolution. Elle marque la rencontre d'un nationalisme exacerbé et de l'antiparlementarisme, et concrétise fugacement le rêve de la revanche et d'une politique de grandeur. Malgré sa fin assez pitoyable, elle ancre définitivement le nationalisme à droite. On y rêve d'une France qui se donnera tout entière à celui qui saurait lui rendre l'Alsace-Lorraine.

Mais le bellicisme de plus en plus marqué de l'opinion repose sans doute sur beaucoup d'illusions. Car si la religion patriotique y puise une part de sa mystique, comme en témoignent aussi bien l'article *« Armée »* du *Dictionnaire politique* de Charles Maurras que l'*Appel au Soldat* de Barrès, les plus lucides, comme Drumont, comprennent la vanité de cet appel au soldat et qu'entre l'intervention dont ils rêvent et la réalité des prises de décision militaires il y a un abîme. En fait, lors de la crise boulangiste non plus, on n'a pas vu le début du commencement d'un pronunciamiento.

Quelques années plus tard, l'affaire Dreyfus achève de figer les positions. Aux yeux de l'armée (ce qui explique une partie de son égarement), c'est une affaire strictement militaire où les « pékins » ne sont pas souhaités.

Désormais, en cette fin du siècle, tout est donc en place pour que puisse avoir lieu, dans une même exaltation de l'armée et de la chose militaire, la convergence entre le jacobinisme cocardier de Déroulède et la « politique naturelle » contre-révolutionnaire de Maurras.

Au tournant du siècle, loin d'être l'unificatrice des Français, l'armée est ainsi devenue à la fois le symbole et l'enjeu des discordes nationales. La volonté d'intégration de l'armée dans la société civile se fait pressante, en particulier sous le ministère Waldeck-Rousseau qui met fin à la cooptation et donne le pouvoir des nominations militaires à l'autorité civile et à elle seule. L'obligation d'intervenir lors des « inventaires » qui suivent la loi de séparation de l'Église et de l'État de 1905 sera pour beaucoup d'officiers, l'occasion de cas de conscience déchirants et pour l'État laïc l'occasion d'une mise au pas de ceux qu'il soupçonne. Cette volonté de reprise en mains idéologique trouve son aboutissement dans « l'affaire des fiches » qui diffuse une atmosphère de contrainte et de suspicion dans les mess, les quartiers et les casernes. Par ailleurs, à Fourmies ou en d'autres lieux le pouvoir continue de faire jouer à la troupe un rôle vigoureusement antisocial dans la répression sanglante des grèves.



L'appel du 18 juin 1940 fait basculer le général de Gaulle dans le rôle de grand rebelle qui sera le sien. Échappant à la norme commune, il se place dans une sorte d'absolu de l'honneur et de la grandeur. En invitant les soldats à désobéir au gouvernement légal, il brise avec la règle fondamentale du fonctionnement des armées, introduisant la notion « révolutionnaire » du libre examen et du choix individuel. Vingt ans plus tard, ce droit sera invoqué par les officiers et les soldats qui refuseront la politique algérienne du général de Gaulle, devenu entre-temps et grâce à eux (13 mai 1958) président de la République. Mais ce dernier les fera alors condamner au nom de la règle de discipline qu'il avait jadis transgressée.

Au moment où va éclater la Grande Guerre, tout renforce donc ce qu'un historien appelle le *« colossal égarement nationalo-militariste »* français. L'impuissance des pacifistes, de Jaurès à Romain Rolland, et la lutte coude à coude de la quasi-totalité de l'éventail politique, de Maurras à Viviani montrent assez où sont les responsabilités dans ce suicide de l'Europe dans lequel les militaires auront été les victimes plus encore que les exécutants.

Si la Première Guerre mondiale n'a en rien bouleversé l'obéissance absolue du militaire au civil, bien au contraire, il n'en fut pas de même lors de la Seconde.

Depuis la mutinerie des gardes françaises en 1789, deux fois, et deux fois seulement, des officiers en grand nombre ont fait des choix rebelles. Encore faut-il souligner que c'était à titre personnel et qu'ils n'engageaient pas l'armée en tant que telle. La première occasion, illustre au point que l'actuelle politique de la France tente encore de faire rejaillir sur elle un peu de cet éclat, est celle du général de Gaulle et des Forces françaises libres.

Près de soixante ans après, les questions de souveraineté qu'elle a posées demeurent : où commence la rébellion, où finit la loyauté ? Que signifie cette opposition du légal et du légitime ? Le succès est-il gage suffisant de la justice d'une cause ?

Cette dernière question prend tout son sens à la lumière de l'échec de la seconde occasion, moins de 20 ans plus tard. Cette cause était-elle moins juste ? Ce fut celle des officiers rebelles qui en Algérie, entre 1958 et 1962, et plus particulièrement à l'extrême fin de ce conflit, tentèrent de retourner contre le pouvoir gaulliste les axiomes qui avaient naguère fondé sa force. Un ancien président du Conseil, ancien chef de la Résistance, leur emboîta le pas, créant ainsi, dans la dissidence, l'union éphémère et marginale du civil et du militaire.

L'armée d'aujourd'hui semble dorénavant loin de telles questions. Ses missions consistent d'une part à faire pour d'autres, organismes internationaux ou supranationaux, des tâches ponctuelles et le plus souvent ingrates dans des guerres du droit ou de la morale, qui sont en fait d'essence religieuse ; et d'autre part, et de plus en plus, des missions d'ordre intérieur, même si le récent *Livre blanc de la Défense* garde sur ces questions un silence pudique ; c'est un cas de figure qui fait le cauchemar des états-majors, précisément parce qu'il est à la charnière du militaire et du politique.

La modification de la menace entraîne toujours une modification de l'enjeu et des acteurs qui doivent y répondre. Aujourd'hui l'ennemi n'est plus à l'Est comme au temps de la guerre froide qui permettait aux militaires, même les plus dépourvus d'imagination, de trouver immédiatement la couleur de l'ennemi ; la désignation de l'ennemi, fondement même du politique, si l'on en croit Carl Schmitt, devient déconseillée ou même interdite à l'heure du politiquement correct.

Aujourd'hui, quand les villes de garnison réformées regrettent leurs régiments dissous, ce n'est pas pour des raisons de sécurité ou de prestige, mais pour des raisons purement économiques. La fonction militaire elle-même a survécu de peu à la figure du guerrier.

P. J.

Verdun, dernière grande victoire française

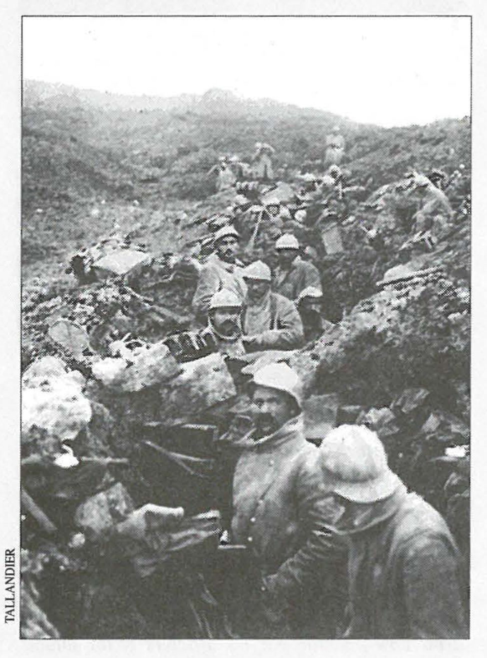
Ce fut la dernière grande bataille gagnée seule par l'armée française, l'une des plus terribles de tous les temps. Le nom de Verdun est inséparable de certains lieux qui ont également survécu dans la mémoire nationale, le bois des Caures, Douaumont, le fort de Vaux, le Mort-Homme, la Voie Sacrée...

Jamais, en dehors de Stalingrad, une bataille ne s'est poursuivie avec un tel acharnement et aussi longtemps sur un espace aussi réduit (15 km de large sur 8 de profondeur) avec de telles pertes de part et d'autre. Le nombre total des tués du côté français atteignit 162 000 hommes auxquels s'ajoutèrent 218 000 blessés. Du côté allemand, les pertes s'élevèrent à 333 000 hommes dont 143 000 tués et 190 000 blessés.

Dans sa phase principale, la bataille s'étendit du 21 février 1916 au 12 juillet, date à laquelle le haut commandement allemand prescrivit d'abandonner les tentatives de rupture et de passer à une « stricte défensive ». La mêlée s'apaisa alors, en dehors de deux assauts conduits par le général Mangin, les 24 octobre et 15 décembre 1916 pour reprendre Douaumont et Vaux, et réoccuper une grande partie du terrain péniblement conquis par les Allemands depuis le 21 février.

Dans les deux camps, les fantassins eurent le sentiment de devoir affronter une supériorité écrasante de l'artillerie adverse. Et pourtant, jamais le rôle individuel de quelques combattants ne fut plus grand. Alors que des centaines de milliers d'hommes et des millions d'obus étaient jetés dans la fournaise, le sort de la bataille dépendit au final de quelques centaines de combattants inconnus.

Au début de 1916, le général von Falkenhayn, commandant en chef allemand, a souhaité reprendre l'initiative sur le front français. Il fait le pari qu'après avoir réalisé une formidable concentration d'artillerie pour matraquer un seul secteur bien choisi du front français, l'infanterie effectuera une percée avec des pertes limitées. Après quoi, revenant à la guerre de mouvement, il sera possible de tourner et de vaincre les forces françaises, *« épée de l'Angleterre sur le continent »*, pour amener les Britanniques à la table des négociations. Le secteur de Verdun a été retenu.


TALLANDIER

Tranchée de Verdun. Malgré la boue, le froid, la merde et l'horreur, une inflexible détermination.

Malgré les rapports de son 2e Bureau, le général Joffre, commandant en chef français, ne s'inquiète pas des préparatifs allemands. Il ne croit pas à une attaque dans cette région difficile des Hauts de Meuse.

À l'aube du 21 février 1916, le rapport des forces est écrasant en faveur des Allemands. Trois corps d'armée aux ordres du Kronprinz sont à pied d'œuvre. Le haut commandement allemand est convaincu qu'après l'intense préparation d'artillerie qu'il va déchaîner, il ne restera plus un Français vivant en première ligne. Il péchait par un travers très moderne, commettant l'erreur de penser que le sort d'une bataille se résume à une arithmétique des rapports de force, accordant une confiance excessive aux oracles des spécialistes et aux miracles de la technique, en l'occurrence, l'artillerie. Et cette confiance sera prise en défaut.

Commencé le 21 février à 8 h 15, le déluge d'obus se poursuit avec une intensité jamais vue jusqu'à 16 h 45. Mais au cours de cette première journée, les Allemands n'ont jeté en avant que de fortes reconnaissances. Le lendemain, 22 février, après un nouveau déluge de fer et de feu, ils lancent l'assaut général. Au bois des Caures, sur les 1 200 chasseurs des 56e et 59e bataillons, il n'en reste bientôt plus qu'une centaine qui se replie après un combat désespéré. Le lieutenant-colonel Driant est tué. Les ordres de contre-attaque tombent dans le vide des unités décimées. Pourtant, sur le terrain, par petits paquets, des soldats en état de choc, ceux qui ont échappé au massacre de l'artillerie, s'accrochent encore. Malgré la soif, la peur, l'ébranlement nerveux dû aux explosions, ils ripostent avec acharnement dans l'attente d'improbables renforts. Qu'est-ce qui les pousse à ne pas fuir ? Le regard des camarades, leur endurance de paysans habitués à la dure, leur éducation aussi, qui enseigne le mépris de la lâcheté. Foutus pour foutus, il sont résolus à faire payer aux « Boches » le prix fort. En face, les fantassins bavarois et brandebourgeois, devant les mêmes épreuves, tiendront avec une égale résolution. La même abnégation, le même courage portent en avant les soldats des deux camps.

Le 24 février, les Allemands ont avancé de huit kilomètres. Au QG du groupe d'armées du centre, on commence à réaliser la menace qui met en péril les armées françaises. Le 25 février à minuit, quatre jours après le début de l'offensive allemande, alors que les troupes du Kaiser se sont emparées du fort de Douaumont, et sont sur le point de percer, le général Pétain est chargé par Joffre de la défense de Verdun. En quelques jours, les qualités de caractère, d'organisation et de sang-froid de cet officier peu ordinaire, vont retourner la situation.

GUY CHAMBARLAC

Pour en savoir plus :
Guy Pedroncini, *Pétain, le soldat et la gloire.* Perrin, 1989.
Yves Buffetaut, *Verdun, images de l'enfer.* Tallandier, 1996.

UNE ARMÉE SANS VERTUS MILITAIRES

Le désastre de 1940

PAR DOMINIQUE VENNER

Jamais la France n'a subi un tel désastre. Deux générations ont suffi pour que le peuple qui s'était fait tuer sur place à Verdun devienne celui de l'exode. Examen clinique de la catastrophe et de ses causes.

3 septembre 1939. Cinq heures après la Grande-Bretagne, le gouvernement français présidé par Édouard Daladier déclare la guerre à l'Allemagne, sous prétexte de défendre la Pologne qu'on ne défendra pas. Après quoi, la France s'assoupit huit mois durant dans les paresses et les bobards de la « drôle de guerre ».

La véritable guerre débute huit mois plus tard, à l'aube du 10 mai 1940.

Ce vendredi-là, 15 % des soldats français de première ligne sont en permission. Après les alertes contradictoires des jours précédents, le haut commandement franco-britannique ne croit plus à une menace immédiate.

Pourtant à une heure du matin, le 10 mai, le Quai d'Orsay a reçu une communication téléphonique de Bruxelles annonçant un mouvement de troupes inquiétant à la frontière allemande. L'information est transmise au château de Vincennes, siège du haut commandement. L'officier de permanence ne croit pas



TALLANDIER

Les armes abandonnées de juin 1940, symbole d'une irrémédiable catastrophe. En jetant son arme, un soldat n'est plus qu'un fuyard, un captif, et à coup sûr un vaincu.

DE GROS LAPINS DE CLAPIER

Les officiers de réserve français qui avaient trente ou quarante ans en 1940 étaient presque tous des hommes dont la jeunesse avait ressemblé à celle de Frédéric Moreau. Les femmes faciles et les plaisirs ne parviennent pas à corrompre une âme solide, mais sans doute que les âmes des jeunes bourgeois français de ce temps n'avaient pas autant de fermeté que les âmes de leurs ancêtres, puisqu'elles ont été irrémédiablement perdues, puisqu'elles n'ont su montrer aucune vertu dans la guerre. En face de ces officiers craintifs, soucieux de conserver leur plaisante existence et leurs biens, les officiers allemands, qui avaient traversé dix années de misère, et dix autres de tyrannie, semblaient des hommes de bronze. Je ne veux pas dire par là que la discipline spartiate vaille mieux que le raffinement athénien. Je me borne à noter que la fameuse « douceur de la vie » ne réussit pas à tout le monde. Certaines générations favorisées par la nature la supportent à merveille et puisent dans le bonheur la force de le défendre ; d'autres, moins énergiques, s'aperçoivent à leurs dépens que cela peut tout aussi bien n'engendrer que de gros lapins de clapier, dont le destin est de finir mangés, en gibelotte.

JEAN DUTOURD
***Les Taxis de la Marne*. Gallimard, 1956.**

utile de réveiller Gamelin. Le généralissime continue donc de dormir d'un sommeil paisible alors que 135 divisions de la Wehrmacht s'élancent vers la France à travers la Belgique et la Hollande.

Sur le papier, les forces alliées sont équivalentes : 134 divisions avec un nombre supérieur de blindés, 3 500 contre 2 600.

Se jouant des défenses de la « forteresse allemande », la Luftwaffe exécute une grande première en parachutant toute sa 22e division aéroportée au cœur du pays. Même scénario en Belgique avec la capture par un commando aéroporté de l'imprenable fort Eben-Emael qui protège la jonction de la Meuse et du canal Albert.

Dès le 12 mai, après avoir franchi le massif des Ardennes, réputé infranchissable par les stratèges français, le 19e corps blindé du général Guderian, fort des 700 chars de trois divisions de Panzers, atteint la Meuse de part et d'autre de Sedan. Le lendemain, appuyé par des Stukas du général Speerle, il franchit la


DR

Stuka en piqué dans le ciel de 1940. Le couple char-avion fut la nouveauté révolutionnaire qui permit le retour à la stratégie napoléonienne de la guerre de mouvement.

rivière. La panique s'empare des unités d'artillerie française en position près de Bulson qui abandonnent leurs pièces intactes, entraînant dans leur fuite les formations voisines. Des régiments qui n'ont pas vu l'ombre d'un Stuka se débandent. Toute l'aile gauche de l'armée Huntziger s'écroule. Le 15 mai, Guderian passe comme une lame à travers l'armée Corap.

Après Sedan, Dunkerque

Conservant le souvenir cuisant de l'armée française en 1918, le haut commandement allemand et Hitler lui-même s'inquiètent de cette progression aventurée. Ils redoutent une contre-offensive venant du sud. À deux reprises, ils stoppent Guderian. Mais celui-ci, tempêtant et menaçant de démissionner, obtient finalement l'autorisation de poursuivre sa folle chevauchée vers Abbeville et la mer. Fonçant en tête de ses blindés, il a parfaitement saisi que la surprise ne peut aboutir à un succès définitif que si elle est entretenue. La rapidité et la témérité de progression des divisions blindées, tout flanc découvert, loin devant l'infanterie motorisée qui s'essouffle, empêchent l'adversaire de se rétablir.

Le spectacle de la déroute française : *« cohues lamentables de civils réfugiés fuyant la zone des combats et encombrant tous les itinéraires, troupes désarmées, unités surprises au bivouac »*, lui prouve qu'il avait raison.

Il atteint la baie de Somme le 20 mai, prenant de vitesse toute tentative de réaction adverse. En dix jours, les deux meilleures armées françaises et les neuf divisions britanniques aventurées en Belgique sont tournées, isolées, disloquées. Le sort des armées alliées est scellé.

Le 19 mai, Paul Reynaud (qui a remplacé Daladier le 21 mars) a destitué Gamelin, l'a remplacé par Weygand (soixante-treize ans), appelant à la vice-présidence du Conseil le maréchal Pétain (quatre-vingt-quatre ans). En s'abritant ainsi derrière les vieilles gloires de 1918, Reynaud pense réaliser un tour de première force. Le procédé est bien dans la tradition de la IIIe République. Mais que peuvent les subterfuges du bonneteau parlementaire devant les réalités de la guerre et du désastre ?

Dès le 20 mai, l'armée allemande a remporté l'une des plus grandes victoires militaires de tous les temps.

Quelques jours après Sedan, le fer de lance allié se trouve encerclé à Dunkerque. Deux cent mille soldats anglais et cent mille français pourront rendre grâce à Hitler d'avoir arrêté la marche de ses blindés aux portes de la ville pour ménager la fierté britannique, car il espère parvenir à la paix avec l'Angleterre, son désir constant. L'embarquement de ces troupes n'est cependant rendu possible que grâce aux sacrifices des marins et soldats français. 40 000 d'entre eux seront capturés après avoir permis aux Anglais et à leur camarades d'évacuer non sans incidents ni brutalités. Les 100 000 soldats français évacués sont pour la plupart immédiatement débarqués en Bretagne en vue d'un illusoire « réduit breton ». Beaucoup y seront capturés.

Le temps de se regrouper face au sud et l'armée allemande déclenche, le 5 juin, la seconde phase du plan Mainstein avec le franchissement de l'Aisne. Quinze jours plus tard, l'armée française n'existe plus. Le gouvernement est en fuite. Le régime s'écroule. Des régiments encerclés sont désarmés avant d'avoir pu manœuvrer, tandis que filent des états-majors avec caisses d'alcool et secrétaires, laissant les troupes se débander... On se bat pourtant encore, plus souvent même qu'on ne l'a dit, pour les copains, pour l'honneur, pour ne pas s'avouer vaincu.

Pacifisme et antifascisme

Depuis vingt ans, rien n'avait été fait en France pour entretenir la qualité militaire du pays. Il n'en reste pas moins que parler de débandade pour expliquer la défaite de 1940, c'est prendre en partie l'effet pour la cause.

À Sedan, le 15 mai 1940, après la traversée des Ardennes et le franchissement en force de la Meuse par la 7e Panzer, en quelques heures la 9e armée française n'existe plus comme grande unité. Mitraillés et bombardés par les avions, écrasés par les chars, débordés,

oupés, disloqués, ses éléments fuient au asard, tandis que d'autres se cramponnent çà t là en quelques îlots de résistance depuis ongtemps dépassés par l'ennemi. Dominés ar des procédés et par des moyens de combat uxquels ils n'ont rien à opposer, beaucoup ont faits prisonniers sans même avoir pu ombattre. L'artillerie ne peut rien faire pour ne infanterie dont elle ne sait plus ce qu'elle st devenue. Elle est d'ailleurs prise directe-ient à partie. Ses batteries, ses échelons, ses arcs sont assaillis presque en même temps ue l'infanterie. Canonnée, mitraillée de tous s côtés, par les airs et sur le sol, elle est ntraînée dans la déroute générale. Les liai-ons sont détruites partout. Le commandement e s'exerce plus, remplacé par la confusion, la anique et le désordre. Un désordre qui se ıultiplie, se répercute et s'aggrave au fur et à ıesure que progresse l'attaque allemande.

Personne ne comprend rien, sinon qu'une valanche passe, saccageant les arrières en ıême temps que les premières lignes et qu'il st impossible de l'arrêter avec l'armement ont on dispose. Il n'y a pas de troupe qui enne longtemps dans de pareilles conditions.

Pourquoi se battre ?

On a beaucoup incriminé le défaitisme qui 'était emparé de la France au lendemain de 918. Et il est vrai que le pacifisme triompha insi que l'antimilitarisme. Comment en eût-il té autrement après les effrayantes tueries de ette guerre de 14-18 où les états-majors vaient consommé des hommes par dizaines e milliers au cours d'offensives démentes our la conquête de quelques mètres de terrain ? ,es soldats qui revinrent, parfois amputés 'un membre, défigurés ou les poumons ron-és par l'ypérite, avaient le plus souvent une ıètre opinion des officiers de carrière, surtout eux des échelons supérieurs. Renouant avec ı vieille idéologie antimilitariste, les journaux e gauche, *L'Œuvre*, *L'Humanité* ou *Le ˈanard enchaîné*, avaient beau jeu de brocar-er les « culottes de peau », d'autant que 'armée, sitôt la paix revenue, avait renoué vec l'épaisse stupidité, l'oisiveté, l'ennui et 'ivrognerie à quoi se résumait l'essentiel de la ie de caserne à la française.

L'antifascisme belliqueux qui remplaça eu à peu, à partir de 1935, les protestations umanitaires et pacifistes ne modifia pas les ıentalités. L'antifascisme et l'antinazisme se onfondaient alors avec la vieille haine du Prussien », archétype du militarisme. Fulmi-


DR

Le général Heinz Guderian, l'homme des **Panzer.** ***Capitaine d'état-major en 1922, il avait été affecté à l'inspection des troupes automobiles de la*** **Reichswehr** ***pour y étudier le concept des grandes unités blindées. Théoricien brillant, il se révélera praticien génial dans la guerre.***

ner contre les horreurs des régimes fascistes en lisant son journal ne signifiait nullement que l'on était prêt à quitter ses pantoufles pour guerroyer aux frontières. L'antifascisme, par définition, cultive peu les vertus martiales d'autant plus haïssables qu'elles sont réputées « fascistes »...

À la même époque, le peuple allemand souhaitait aussi la paix, comme le montre la stupeur inquiète et résignée de Berlin et des grandes villes du Reich en septembre 1939, qui contrastait tellement avec l'enthousiasme d'août 1914. Mais ce pacifisme s'associait à une sorte de combativité latente, qui explique en partie l'incroyable résistance du peuple – et du soldat allemand – jusqu'à l'extrême fin de la Seconde Guerre mondiale.

En France, la jactance belliqueuse d'une partie de la presse et de certains milieux politiques masquaient la couardise ou l'indifférence de larges secteurs du pays.

Pourquoi se battre ailleurs ? Les Allemands ne nous avaient rien fait. Depuis la signature du pacte germano-soviétique, les communistes ne se faisaient pas faute de le rappeler, en dénonçant les responsabilités de l'« impérialisme » britannique. Une majorité dans l'opinion moyenne n'avait d'ailleurs pas besoin des communistes pour penser que cette guerre déclenchée pour la lointaine Pologne était absurde, complètement surréaliste. Sa justification, malgré la presse, restait obscure et refusée. Ce n'était pas une guerre nationale. Le sentiment général était résumé en un mot *« ce n'est pas notre guerre »*.

La France, depuis longtemps, vivait à l'heure du « chacun pour soi ». On ne peut à la fois enseigner dès le Code civil la supériorité philosophique et morale de l'individualisme et s'étonner d'être pris au sérieux.

Témoin stupéfait des redditions en masse, le capitaine Ernst Jünger raconte dans son *Journal*, à la date du 12 juin, son inspection de sept cents prisonniers français de toutes armes confiés à sa garde dans la citadelle de Laon : *« La présence des sept cents Français ne m'avait pas inquiété le moins du monde, quoique je ne fusse accompagné que d'une seule sentinelle, plutôt symbolique. Combien plus terrible avait été cet unique Français, au bois Le Prêtre, en 1917, dans le brouillard matinal, qui lançait sur moi sa grenade à main. Cette réflexion me fut un enseignement et me confirma dans ma résolution de ne jamais me rendre, résolution à laquelle j'étais demeuré fidèle pendant l'autre guerre. Toute reddition des armes implique un acte irrévocable qui atteint le combattant à la source même de sa force... Je m'en tiens là-dessus au* "qu'on se fasse tuer" *de Napoléon. Cela ne vaut naturellement que pour des hommes qui savent quel est notre enjeu sur cette terre. »*

La défaite de toute une société

Rommel atteignait Cherbourg avec sa division après avoir effectué plus de 2 000 kilomètres en 24 heures. Guderian débouchait sur le plateau de Langres, coupant irrémédiablement en deux ce qui restait de l'armée française. Les Allemands étaient à la frontière suisse, au sud de Montbéliard, à Brest, Bordeaux, Valence et Bayonne. L'armistice allait, in extremis, sauver les débris de l'armée française de la capitulation et de la captivité.

Par un étonnant retour de l'histoire, la III[e] République, née à Sedan de la défaite de 1870, va périr à son tour, au même endroit, engloutie par l'épreuve de la vérité de la guerre.

Cent mille soldats tués en quarante-deux jours de retraite ne prouvaient rien, sinon que la défaite et la prudence sont plus coûteuses que la victoire et l'audace puisque, dans le même temps, les Allemands avaient eu moins de trente mille tués. Un contre trois !

Emporté par une monstrueuse panique, tout un peuple s'est enfui vers les provinces du sud. Près de dix millions de civils de tous les âges et de toutes conditions. L'exode n'a épargné personne. Toutes classes confondues, le flot de l'épouvante a déferlé, mêlé aux régiments disloqués. Le torrent des fuyards symbolisait l'abdication d'un peuple. Malgré de

L'ORGANISATION DE RÉSISTANCE DE L'ARMÉE (ORA)

Au sein de l'armée d'armistice, jusqu'à sa dissolution en novembre 1942, la préparation à l'action clandestine a été voulue et encouragée par les plus hauts responsables militaires qui avaient la confiance du maréchal Pétain. De leurs initiatives naîtra l'Organisation de résistance de l'armée (ORA).

Dès son évasion, le général Giraud a pris symboliquement la tête de la préparation clandestine. Peu avant son départ pour l'Afrique du Nord, le 3 novembre 1942, il en confie le commandement au général Frère, grand mutilé de guerre qui, après avoir commandé la 14e division militaire de Lyon, se trouve à la tête du 2e groupe de divisions militaires à Royat lors de la dissolution de l'armée d'armistice [...]

Pour ceux qui organisent la résistance de l'armée, le général Frère est avant tout un drapeau. Il sera arrêté par la police allemande, le 13 juin 1943, déporté au Struthof en mai 1944. Atteint d'œdème aux deux jambes, puis de diphtérie et de dysenterie, il succombera, un an jour pour jour après son arrestation. Son successeur, le général Verneau subira le même sort ...

Spontanément, des chefs de corps, alors que leurs unités ont été dissoutes, prennent des dispositions pour maintenir le contact avec leurs cadres en vue de l'action future [...]. Après novembre 1942, l'une des missions de l'ORA, qui fonctionne dès le mois suivant, est de faciliter le passage en Afrique du Nord d'officiers destinés à encadrer les troupes qui, en attendant l'Italie et la France, reprennent le combat en Tunisie. Quelque 1 500 des 11 000 que compte l'armée d'armistice le feront, à leurs risques et périls, via l'Espagne, et contribueront au succès de l'armée d'Afrique et de la 1re armée (de Lattre). Environ 4 000 autres – dont 1 500 au sein de l'ORA – rejoindront les maquis à partir de 1943 et surtout de 1944.

Dès qu'ils le peuvent, au fil de la libération du territoire et de l'avance du front (quand front il y a), les maquis de l'ORA rejoignent l'armée régulière pour continuer le combat contre l'ennemi plutôt que de participer aux opérations politiques de prise du pouvoir et d'épuration auxquelles répugnent leurs chefs. En 1943 et 1944, l'ORA perdra 227 officiers (104 tués au combat, 33 fusillés et 90 morts en déportation).

DOMINIQUE VENNER
Histoire critique de la Résistance.
Pygmalion/Gérard Watelet. Paris, 1995.


DR

Le général Leclerc, chef de la 2e DB, est le symbole des jeunes officiers orgueilleux et fonceurs qui ont relevé le défi de la défaite par l'action, prouvant dans la guerre qu'ils pouvaient faire aussi bien que l'arrogant vainqueur de 1940.

nombreux exemples d'héroïsme, la capture de deux millions de prisonniers disait trop souvent le refus de combattre.

Un effondrement des valeurs militaires

« Les choses allaient trop vite pour qu'on pût les ressaisir sur place », se souviendra plus tard le général de Gaulle dans un texte trop oublié de ses *Mémoires de Guerre. « Tout ce qu'on envisageait prenait aussitôt le caractère de l'irréalité. On se reportait aux précédents de la guerre de 14-18, qui ne s'appliquaient plus du tout. On affectait de penser qu'il y avait encore un front, un commandement actif, un peuple prêt aux sacrifices : ce n'étaient là que rêves et souvenirs. En fait, au milieu d'une nation prostrée et stupéfaite, derrière une armée sans foi et sans espoir, la machine du pouvoir tournait dans une irrémédiable confusion... »*

L'ampleur et la rapidité de l'effondrement français stupéfia les témoins, à commencer par les Allemands. Deux générations avaient suffi pour que le peuple qui s'était fait tuer sur place à Verdun devienne celui de l'exode.

Le vaincu a toujours tendance à chercher la cause de sa défaite dans l'infériorité du matériel. On sait aujourd'hui que les chars allemands n'étaient pas supérieurs aux blindés français ni en nombre ni en qualité. Les Panzer I et II qui étaient les plus nombreux (1 478 sur un total de 2 600), n'étaient même pas classés « chars » en France, mais « automitrailleuses ». Les engins les plus lourds, les Panzer IV, étaient inférieurs en blindage et en armement aux chars lourds français de 32 tonnes qui étaient deux fois plus nombreux. La suprématie du matériel blindé allemand est une légende.

Hormis l'absence d'une aviation d'assaut, la criante infériorité française résidait avant tout dans la doctrine d'emploi, dans la faible valeur du commandement, l'impréparation des unités et, d'une façon plus générale, dans l'effondrement des valeurs authentiquement militaires d'intelligence et de caractère. Sans doute ne peut-on lutter avec succès contre des armes modernes uniquement avec des vertus guerrières. Mais les armes elles-mêmes ne sont rien sans l'esprit capable d'en tirer parti et sans le cœur pour surmonter les épreuves du combat.

La défense française s'est effondrée, autant pour cause d'infériorité intellectuelle que par défaillance des énergies. La défaite, comme tout la monde l'a compris, était celle d'une société tout entière, la sanction d'une décadence annoncée.

Les Panzers n'étaient invincibles qu'en l'absence d'adversaires pugnaces et résolus, d'hommes de guerres véritables, espèce dont la société française dans son ensemble, s'était employée à décourager la survie après 1918. Il en subsistait pourtant quelques exemplaires qui avaient échappé par miracle à l'affaissement général.

Sans toujours se l'avouer, parce que reconnaître la supériorité de l'adversaire c'est être doublement vaincu, on verra bientôt surgir, ici et là, dans la France du désastre et du malheur, comme jadis chez les officiers prussiens écrasés par Napoléon en 1806, une volonté farouche de se réformer, de s'épurer, de se durcir à coups de trique.

L'énergie dépensée par quelques-uns après 1940 pour que renaisse une armée purgée des tares d'autrefois porta parfois ses fruits. Mais sur l'armée de 1945 pesait encore les mortelles routines d'autrefois et aussi le legs empoisonné de haines et de vengeances qu'aucune volonté de réconciliation n'était venue guérir. Parmi les meilleurs officiers sortis des combats victorieux de 1943-1945, combien furent tués ensuite en Indochine ? Cette nouvelle guerre allait engloutir chaque année, jusqu'en 1954, l'équivalent d'une promotion de Saint-Cyr. Trop y furent tués sans avoir apposé leur marque. Pas plus que la nation, l'armée ne parvint à accomplir ce que jadis la Prusse avait réussi après Iéna.

D. V.

Dominique Venner a publié en 1995 *Histoire critique de la Résistance.* Pygmalion/Gérard Watelet, 500 pages, 159 F.

Salut aux sous-officiers


DR

Dans La 317[e] section, *roman et film de Pierre Schoendoerffer sur la guerre d'Indochine, l'adjudant Willsdorff (Bruno Cremer).*

L'antimilitariste, comme l'anticlérical, appartient à la catégorie des obsessionnels malheureux. L'objet de son dégoût, l'armée en l'occurrence, le dépasse trop souvent par son ampleur. En quelque sorte, il s'aperçoit bien vite qu'il déteste au-dessus de ses moyens. Alors, il ne lui reste plus qu'une solution : *fixer* sa haine sur un point particulier de l'institution. Il espère ainsi, à force de coups répétés et portés au même endroit, ouvrir une brèche qui devrait, *in fine*, ébranler l'ensemble de l'édifice. Dans une telle perspective, se moquer de l'officier présente trop de risques : les crachats atteignent difficilement les archanges en gants blancs, surtout quand ceux-ci ont pour nom Péguy ou Psichari et que leur sacrifice dans les champs de blé de l'été 1914 ont magnifié des œuvres immortelles. Il y a là, pour l'antimilitariste, quelque chose qui est par trop mystérieux, quelque chose que la raillerie, cette baïonnette de l'impuissant, ne peut atteindre : la grandeur.

L'antimilitariste visera donc une cible qu'il croit bien à tort être davantage à sa portée : le sous-officier. De la satire « hénaurme » de Lucien Descaves (1) aux dessins monomaniaques d'un Cabu, la caricature de l'adjudant perpétuellement entre deux vins, abusant d'une autorité trop chèrement acquise, obtus jusqu'à l'absurdité, a fait florès, au point de devenir le lieu commun préféré de ceux qui n'ont jamais compris comment un adjudant honni peut soudain faire figure de sauveur quand il s'agit de mettre correctement un FM en batterie, alors que les balles sifflent autour de vous et que la panique pointe son vilain nez, y compris chez le saint-cyrien qui apprend d'un seul coup que son courage n'est rien sans l'expérience.

Il sera donc utile à tous ceux qui voudront en finir une fois pour toute avec les idées reçues sur le sous-officier de se reporter à *La 317[e] section* de Pierre Schoendoerffer (2). L'esthétique dépouillée jusqu'au jansénisme de ce livre, et du film qui en fut tiré par l'auteur, ont rendu inoubliable l'histoire de ce groupe d'hommes se repliant seuls en avril 1953 alors qu'il sont débordés de tous côtés par une offensive viet. Si le personnage du chef de section, le sous-lieutenant Torrens s'inscrit dans l'imagerie communément admise du jeune saint-cyrien à l'héroïsme et au dévouement incontestables, celui de son second, l'adjudant Willsdorff rend au sous-officier toute sa dimension réelle. Willsdorff incarne à la fois la compétence et la permanence, la mémoire et l'avenir de sa section. Il connaît, d'instinct, l'exacte mesure de sa mission et de son rôle. Il est l'homme qui était là avant, et qui sera là après. Cet Alsacien qui combattit dans la Wermacht sur le front de l'Est avant de commander des supplétifs laotiens au service de l'armée française, en même temps qu'il est le symbole involontaire des désordres de la géopolitique, demeure l'homme d'une mission immédiate, toujours la même, à la fois modeste et irremplaçable : combattre au nom d'une fidélité féodale à son supérieur un ennemi dont il importe peu que ce soit l'Armée Rouge à Tcherkassy ou le Viet-cong à la frontière laotienne. Comme tous les sous-officiers, Willsdorff est l'éternel guerrier d'une guerre éternelle : oublié dans les louanges, homme de l'attente et du silence, il accroît simplement sa gloire en secret, dans la souveraine modestie du véritable héroïsme.

JÉRÔME LEROY

Jérôme Leroy est romancier et critique littéraire. Il vient de publier aux Éditions du Rocher *Requiem en pays d'Auge* et *Départementales*.

---

(1) *Les sous-offs*, Stock, 1889.
(2) *La 317[e] section*. La Table Ronde, 1963.

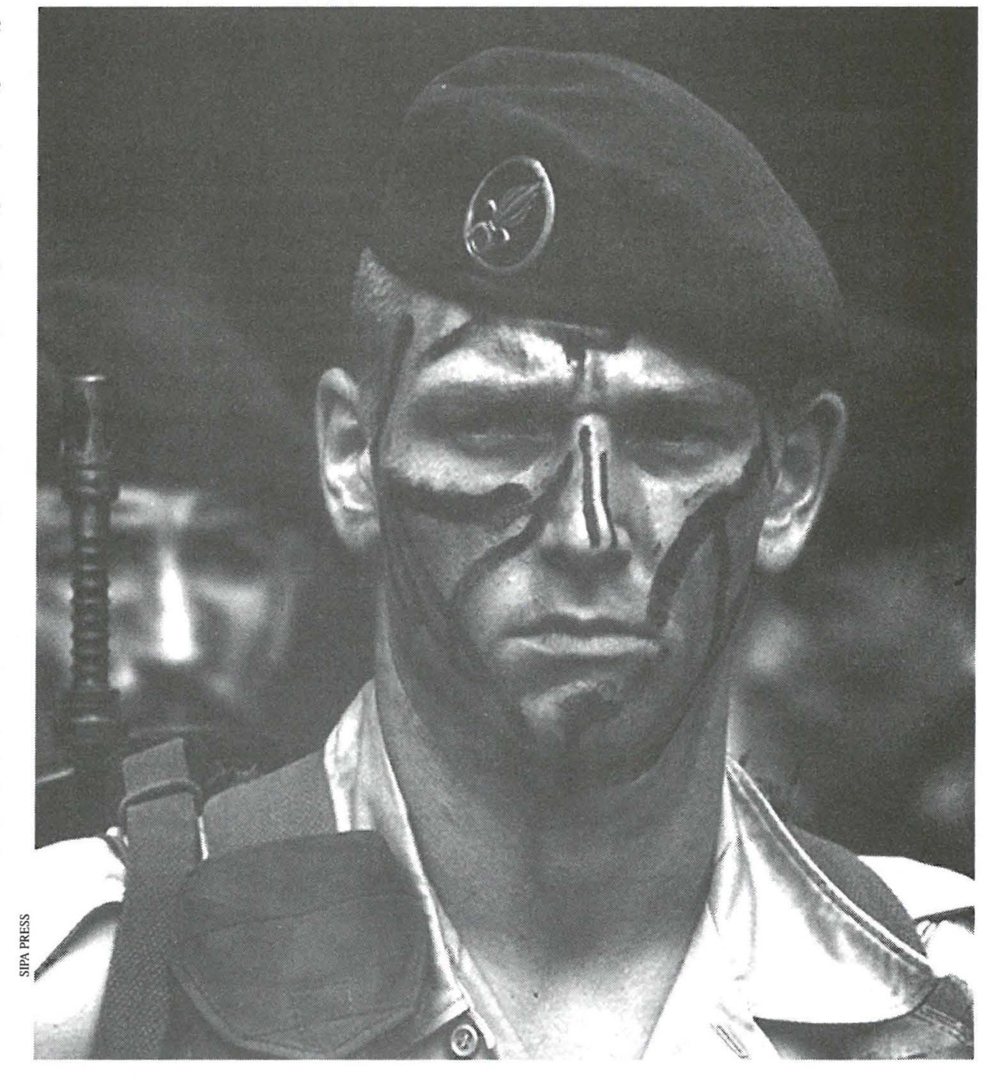
LE RÔLE SOCIAL DE L'OFFICIER

Souvenirs de l'armée d'aujourd'hui

PAR GILBERT COMTE

Le colonel est toujours le père du régiment, mais qu'est-ce que le régiment ? Conseiller au cabinet du ministre de la Défense de 1988 à 1991, Gilbert Comte témoigne ici des changements d'esprit dans la hiérarchie. Lyautey s'en serait félicité, pour autant que l'armée restât l'armée.

À quelques pas de l'eau, le camp de Naqoura étire sur deux kilomètres de côte méditerranéenne la géométrie verdâtre de baraquements sans grâce, où l'armée loge d'ordinaire ses troupes. Quelques plates-bandes fleuries, de jeunes arbres arrosés chaque matin s'efforcent bien d'en rendre l'aspect moins rébarbatif. Sans résultats considérables. Sentinelles, treillis, blindés, fusils-mitrailleurs, sacs de sable visibles à chaque pas, silhouettes, véhicules ou objets se réfèrent ici à des activités peu bucoliques. Avec le 420e détachement de soutien logistique (420e DSL), la France participe à la Force intérimaire des Nations-Unies au Liban – Finul –, aux ordres du Conseil de Sécurité, sous le commandement local d'un général suédois.



SIPA PRESS

Même peinturlurées d'humanitaire et dissimulées sous des casques bleus, les missions extérieures ont l'avantage d'offrir des aventures gratuites et, pour ceux qui en ont les aptitudes, une école du risque et du danger.



L'armée n'est pas la police ni une annexe des sœurs de la Charité. À force d'imposer aux soldats ɜncaisser des coups sans répondre, on détruit chez eux le réflexe premier qui commande l'instantanéité la riposte et l'agressivité maximum nécessaire au succès du combat.

La résolution 425 du même organisme joint de *« rétablir la paix et la sécurité ternationales »*, *« d'aider le gouvernement ıanais à assurer la restauration de son auto- 'é effective dans la région »*, de *« confirmer retrait des forces israéliennes »*. Malgré la ıuceur ensoleillée de ce clair matin de ıutomne 1988, il ne s'agit pas d'une sinécu- , et encore moins d'une réussite. Quoiqu'en '82 puis en 1983, nos commandos sauvèrent ut simplement la vie à Yasser Arafat, mena- de périr sous les bombes dans le piège ndu à Beyrouth par ses ennemis, l'OLP cale harcèle régulièrement nos hommes. Pas : morts jusqu'à présent. Dix-sept blessés ıand même. Quant aux soldat de l'État ébreu, ils se moquent ostensiblement des écisions diplomatiques. Leurs patrouilles tra- ersent chaque jour les zones théoriquement ıus contrôle de l'ONU. Elles narguent nos ɔstes de surveillance, frôlent comme pour en amuser l'enceinte des casernements, bati- lent en mer sur des vedettes rapides, à la vue : tous. Parfois, la moquerie tourne à la pro- ɔcation pure et simple avec trois ou quatre écharges de pistolets-mitrailleurs. Consigne ɛrmanente donnée aux nôtres : ne jamais pondre à personne.

Apparemment, il en faudrait plus pour ıpressionner nos jeunes compatriotes sous le ısque bleu. À peu d'exceptions près, ceux-ci oviennent tous du contingent. Voici huit à ɔuze mois encore, ils traînaient comme beau- ɔup d'adolescents de leur âge une mollasserie ʼanescente entre l'apprentissage et la faculté. ɜ service obligatoire les a encasernés. En ovince comme dans les garnisons alle- andes, ils s'ennuyaient fermement. L'attrait ı voyage, celui d'une solde supérieure à six ille francs par mois pour un deuxième clas- se, les décidèrent pour un engagement de longue durée. Solides, vigoureux, d'excellente humeur, en bonne santé, craignent-ils pour autant de recevoir une balle en plein cœur ? La réponse, presque toujours semblable de l'un à l'autre, exprime un fatalisme déterminé : *« Mourir ici ou autre part ! En France, la route, l'autoroute tuent beaucoup plus de monde qu'aux alentours du camp. Et puis, à Naqoura, au moins, on sert à quelque chose ! »*

L'existence très particulière du corps au sein de la force internationale contient l'essentiel des explications...

Au service d'entretien des véhicules, ce sergent-chef de vingt-quatre ans, du cambouis jusqu'aux coudes, plonge dans le moteur d'un bulldozer Poclain. L'apparition du colonel et de deux capitaines l'arrête dans son travail. Il salue d'une petite inclination de la tête puis lance, d'une voix certes respectueuse mais aussi assurée : *« Allez ! Nos engins arrivent à bout de souffle. Mais je vous prolongerais bien celui-là quelques semaines. Nous n'allons pas quand même pas nous payer l'un de leurs Caterpillar ! »*

La confiante liberté du ton contraste singulièrement avec l'époque où un subalterne ne s'adressait à ses chefs qu'à travers des propos plus qu'articulés, le petit doigt sur la fameuse couture du pantalon. Le colonel remercie, lui aussi simple, cordial. Tourné vers le visiteur parisien, il précise : *« Écoutez bien ce garçon ! N'importe lequel de ses camarades parlera comme lui. La Finul offre des marchés intéressants aux membres de l'ONU. Les Américains démarchent sans cesse l'état-major. Avec le chômage en France, mes gars ne comprennent pas pourquoi nos entreprises ne soutiennent pas mieux la concurrence. Ils sont prêts à souffrir l'inconfort des casernements, l'usure des matériels, mais qu'au moins nos industries en profitent ! »*

Venir à Naqoura pour entendre parler de civisme commercial crée la première surprise du voyage. Elle tient à l'insoupçonnable isolement du 420ᵉ DSL au sein de la force internationale.

Selon le règlement intérieur des Nations-Unies, le français figure à égalité avec l'anglais, le russe, l'espagnol et le chinois comme l'une

UNE PHILOSOPHIE MILITAIRE

Sans la force, en effet, pourrait-on concevoir la vie ? Qu'on empêche de naître, qu'on stérilise les esprits, qu'on glace les âmes, qu'on endorme les besoins, alors, sans doute, la force disparaîtra d'un monde immobile. Sinon, rien ne fera qu'elle ne demeure indispensable. Recours de la pensée, instrument de l'action, condition du mouvement, il faut cette accoucheuse pour tirer au jour le progrès. Pavois des maîtres, rempart des trônes, bélier des révolutions, on lui doit tour à tour l'ordre et la liberté. Berceau des cités, sceptre des empires, fossoyeur des décadences, la force fait la loi aux peuples et leur règle leur destin.

En vérité, l'esprit militaire, l'art des soldats, leurs vertus sont une partie intégrante du capital des humains. On les voit incorporés à toutes les phases de l'Histoire au point de leur servir d'expression. Et puis, cette abnégation des individus au profit de l'ensemble, cette souffrance glorifiée, – dont on fait les troupes – répondent par excellence à nos concepts esthétiques et moraux : les plus hautes doctrines philosophiques et religieuses n'ont pas choisi d'autre idéal.

Si donc ceux qui manient la force française venaient à se décourager, il n'y aurait pas seulement péril pour la patrie mais bien rupture de l'harmonie générale. La puissance échappée à ces sages, quels fous s'en saisiraient ou quels furieux ? Il est temps que l'élite militaire reprenne conscience de son rôle prééminent, qu'elle se concentre sur son objet qui est tout simplement la guerre, qu'elle relève la tête et regarde vers les sommets.

Pour rendre le fil à l'épée, il est temps qu'elle restaure la philosophie propre à son état. Elle y trouvera les vues supérieures, l'orgueil de sa destination, le rayonnement au dehors, seul salaire, – en attendant la gloire, – qui puisse payer ceux qui comptent.

CHARLES DE GAULLE
***Le Fil de l'épée.* Berger-Levrault, 1932.**

LE PROBLÈME DU SOLDAT À LA FIN DU XX[E] SIÈCLE

Un mot de l'Ecole militaire et de « l'esprit » qui y souffle, puisque je m'y suis moi-même largement essoufflé. C'est de ce haut lieu de la pensée militaire qu'il importe de remettre celle-ci à sa juste place. Il faut préserver, cultiver même aujourd'hui, le sain mépris que le militaire a toujours professé pour l'intellectualisme. Et exalter symétriquement la bêtise militaire. Mais il y a une bêtise militaire qui est intelligente au deuxième degré : celle qui permet de décider quand le temps qui presse impose d'arrêter la réflexion ; celle qui accepte d'obéir sans comprendre quand les circonstances du combat ne permettent pas l'explication. Et cette discrétion que nous, militaires, avons à l'égard des choses de l'esprit pourrait être étendue avec un grand bénéfice à tous les parleurs et écrivains du siècle. En dire un peu moins que ce qu'on fait ; en faire un peu plus que ce qu'on dit ; voilà une règle d'or qui établirait sur l'assemblée un silence reposant.

Et maintenant, si je devais laisser un petit message, ce serait simplement pour aider à prendre conscience de ce qu'est devenu le personnage du soldat.

Pour ce qui est du style de vie, les occasions guerrières ayant, grosso modo, pris fin en 1962, nous nous sommes installés dans la paix, et comme les militaires sont gens consciencieux, nous nous y sommes installés avec conscience. Nous sommes devenus de bons gestionnaires, voire pour les plus hauts placés, de bons technocrates, personnages en tout cas qui n'ont rien à voir avec le type du guerrier ou, comme l'on dit maintenant, de l'opérationnel. Autrement dit le temps de paix, et le temps de paix moderne, nous met en danger : tout se complique, tout s'organise minutieusement, y compris la préparation au combat ; tout se raisonne, et il n'y aura bientôt plus de place pour la fantaisie, sans laquelle, je crois, on ne peut pas supporter la guerre. Je ne veux pas dire qu'il faut être de mauvais gestionnaires, mais qu'il ne faut jamais perdre de vue que pour nous, le vrai sérieux, la référence ultime, ce n'est pas la gestion, pas plus que les élucubrations d'écoles, c'est la guerre éventuelle.

Au-delà de la gestion, et toujours dans la même veine, il y a l'éthique militaire, ou, pour parler moins noblement, nos comportements particuliers. Il est patent que le militaire, dans nos sociétés riches et indifférentes, est de plus en plus désaccordé. Il embête le monde !
Il embête le monde avec ses tenues uniformes, son cérémonial désuet, la rigueur d'une discipline formelle et d'une hiérarchie affichée – alors que partout ailleurs l'autorité est considérée comme suspecte. Il embête le monde, n'ayant que le devoir à la bouche, quand chacun alentour ne parle que de droit. En sorte que le réflexe de beaucoup et même de nombreux militaires, devant ce désaccord des deux sociétés, civile et militaire, c'est de réclamer que nous cessions de faire les clowns, et que nous nous alignions sur l'ambiance générale. Il va de soi qu'il ne le faut pas, et que si nous servons à quelque chose, c'est en étant les empêcheurs de danser en rond et en continuant imperturbablement à tenir notre rôle de techniciens des catastrophes...

GÉNÉRAL (CR) CLAUDE LE BORGNE
Discours d'adieu à l'enseignement militaire supérieur, décembre 1981.
***Armées d'aujourd'hui*, mai 1982.**

des cinq langues officielles de l'institution. Dans le secteur assigné aux casques bleus, consignes, renseignements se transmettent depuis New York dans le langage principalement utilisé aux États-Unis avec l'accord de nos dirigeants. Le général suédois responsable du commandement commun répercute les instructions reçues sans changer un mot. Népalais, Ghanéens, Irlandais ne s'en offusquent guère, puisqu'il s'agit pour eux d'un moyen d'expression normal, souvent appris dès l'enfance.

Nos appelés, eux, ne le supportent pas. En patrouille, lors des rares permissions, ils entendent partout villageois, commerçants, s'adresser à eux dans leur langue maternelle. Cette francophonie qu'ils ignoraient jusqu'alors les enchante. Dans leurs relations avec les autres contingents, ils mettent à paraître ignorer l'anglais une ostentation presque provocante. Bien évidemment, les Scandinaves s'en irritent. En principe, nos officiers s'en désolent. Ils écoutent les remontrances avec une componction tellement goguenarde, ils exhibent eux-mêmes un anglais tellement appuyé devant des interlocuteurs, bien incapables de leur rendre la politesse, qu'il se développe, à l'intérieur du détachement, une communauté de foi résolue entre les soldats et les cadres, où la discipline s'enrichit, se rajeunit, se renouvelle. Quiconque a connu l'armée avant ou pendant la guerre d'Algérie ne retrouve certainement pas les anciennes distances entre les grades dans celle d'aujourd'hui.

À Naqoura, comme cela se confirmera par la suite dans la plupart des garnisons, de Berlin à Djibouti, les rapports à l'intérieur de la hiérarchie empruntent le style beaucoup plus sain de rapports d'estime d'homme à homme. La personnalité des soldats ne se manifeste pas ici à travers le seul conflit linguistique avec les anglophones.

Des fusillades ensanglantent toujours la région. Si nos soldats s'y attardaient comme ils le souhaitent, quelques rafales de kalachnikov parties on ne saurait jamais d'où, en laisseraient plusieurs au sol, avec toutes les complications diplomatiques imaginables. Dans une armée, non seulement loyale, mais loyaliste envers les institutions, personne ne souhaite ce genre d'aventure. Les capitaines, commandants, etc. ne s'en étonnent pas moins, avec un évident bonheur, de découvrir chez de simples appelés le réveil d'un esprit qu'ils croyaient perdu avec le souvenir des campagnes d'Afrique. Si Gallieni, Lyautey revenaient sur cette terre, ils retrouveraient leur vraie descendance. En ce mois d'octobre 1988, à Naqoura comme dans la plupart des autres garnisons de France, d'Allemagne et d'Afrique, chacun ne pense qu'à servir, à peu d'exceptions près. Les ambitions, soucis de carrière, ne débutent vraiment qu'au-dessus du corps de troupe. Une évidente pureté subsiste à la base, hommes et officiers confondus. Non sans, de la part des seconds, un ferme réalisme. En 1974, des troubles bien oubliés aujourd'hui éclatèrent dans de nombreuses casernes. Les gauchistes organisèrent des comités de soldats, revendicateurs, subversifs. Le commandement comprima la révolte mais comprit qu'il lui fallait réviser ses méthodes. Certes, la discipline demeure bien la force principale des armées. Mais elle s'appuie désormais sur un consentement plus libre et profond qu'en d'autres époques. Le discours des cadres sur le sujet peut se résumer en ces termes : « *Nous recevons les appelés comme la société nous les envoie. Dans l'ensemble de bons garçons, plutôt malléables. Ce qu'on appelait naguère sans doute un peu bêtement de "mauvaises têtes" ne se rencontre pas souvent, l'antimilitarisme à l'ancienne n'existe plus dans les nouvelles classes, ou très rarement. Sa disparition accompagne d'ailleurs celle des repères plus généraux. Beaucoup de jeunes ne savent plus ce qu'ils sont ni où ils vont. Nous n'entendons pas pour autant nous transformer en nourrices, en instituteurs ou en directeurs de conscience.* »

Les mœurs contemporaines obligent les commandants de compagnie à endosser un peu des trois rôles à la fois. Par exemple, beaucoup d'entre eux surveillent discrètement si les recrues gardent de bons rapports avec leurs familles, téléphonent, reçoivent régulièrement des lettres entre les permissions. Selon les

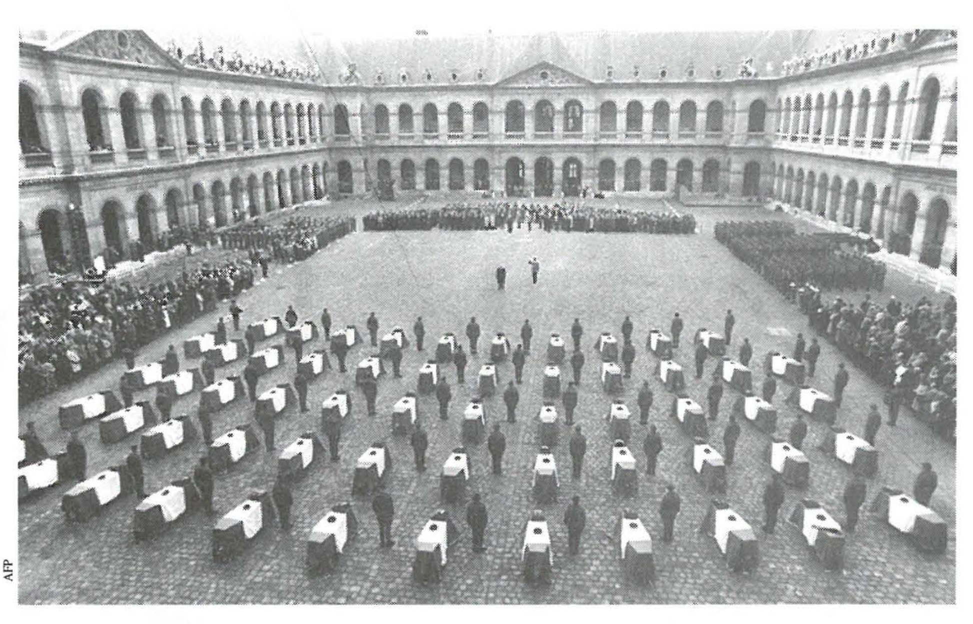
nouveaux critères, un garçon en difficulté personnelle ne produit pas nécessairement un bon soldat.

Ce paternalisme, au sens exact, rigoureux du terme, déconcerte et rompt avec toute une conception militaire fondée sur la rudesse, le péremptoire. Il n'en amoindrit pas pour autant la discipline, l'aptitude au combat telles qu'elles s'exercent en ce XXᵉ siècle finissant. Depuis vingt-cinq ans, la Vᵉ République promène ainsi assez souvent ses troupes, depuis l'Afrique noire jusqu'en différents lieux du monde, d'opérations de police un peu rudes en entreprises humanitaires pleines de risques. Aucune d'elles n'évoque évidemment la ténacité qu'il fallait pour tenir sous les bombardements à Verdun. À commencer par le Liban lui-même, elles n'en comportèrent pas moins des périls, des blessés, des morts. Dans ces expéditions, les soldats souvent recrutés dans le contingent comme volontaires et instruits selon les nouvelles méthodes ne manquèrent jamais du sang-froid, du courage attendus d'eux. Dans l'ex-Yougoslavie, le désarmement des casques bleus par les Serbes sanctionna d'abord l'hypocrite irrésolution de l'ONU.

À Naqoura, nous n'y sommes pas encore. L'environnement hostile et quelque peu inconfortable de la force internationale réalise entre les hommes et les officiers une soudure complète. Elle conditionne des premiers aux seconds une obéissance sans faille. Non sans sacrifices ! S'il ne tenait qu'à eux, les soldats s'égaieraient volontiers le soir dans les bourgs voisins du camp. Les restaurants sympathiques n'y manquent pas ; les jolies filles non plus. Des consignes rigoureuses empêchent cependant les amateurs de sortir. Le colonel s'en explique : *« Les assassins et preneurs d'otages professionnels grouillent dans la région. Je n'ai pas l'intention d'exposer un seul de mes gars. »*

Toujours selon les nouvelles doctrines, la discipline est accompagnée de contreparties. Aux premières permissions de quelques jours, le commandement organise des visites individuelles ou collectives en Égypte ou en Israël. À Djibouti, les voyageurs poussent jusqu'à Addis-Abeba. Cette action d'agence touristique en étonne beaucoup. Elle contribue à la considération des conscrits pour une institution décidément soucieuse de leur sort. En comparaison de l'Église, de l'École, si souvent discréditées, le monde militaire semble bien le plus habile dans l'art de comprendre les jeunes sans rien perdre de son prestige.

G. Cte.


AFP

Paris, 2 novembre 1983. Dans la cour d'honneur des Invalides, l'hommage aux cinquante-huit paras du 1ᵉʳ RCP, tués à Beyrouth dans l'attentat du Drakkar, le 23 octobre 1983. Morts pour quoi ? Pour les illusions de la paix universelle ou pour l'honneur du drapeau ?

LE PRIVILÈGE MORAL DE L'ARMÉE

Certains militaires sont indéfendables. Ils sont responsables du discrédit dont souffre l'armée. Durant les trente mois passés sous l'uniforme à l'époque de la guerre d'Algérie, j'ai connu peu d'hommes de qualité. En fait de guerriers, j'ai surtout rencontré des fonctionnaires timorés. Cette armée était une remarquable machine à tuer les enthousiasmes. Chez les cadres d'active, en dehors de belles exceptions, la faiblesse de caractère, la paresse intellectuelle et même le débraillé physique étaient la règle. En dessous, se traînait en maugréant un bétail sale et aviné. Cette armée était bien à l'image de la nation.

Mais il y avait les exceptions, fréquemment des officiers et des sous-officiers de réserve. Là, battait le cœur véritable de l'armée.

Les paras avaient donné le ton. Il arrivait aussi qu'au sein du régiment « cul de plomb » le plus loqueteux, une compagnie, voire une section, tranchât par la seule grâce de leur chef qui avait su transformer les bidasses en hommes.

Tel est le miracle de l'armée. Tout y est possible pour les tempéraments forts.

La communication militaire manque d'imagination. Aux hommes tout juste sortis de l'adolescence, l'armée n'offre pas seulement un éventuel avenir ou un métier, elle offre les grandes vacances du monde gris des servitudes civiles. Plus de patron, plus de factures, plus de percepteurs. La seule satisfaction d'être jeunes, agiles et forts. Jouir du spectacle des mouvements accordés. Cultiver la forme physique et la belle gueule. Se donner le luxe des réveils précoces dans les matins coupants. Goûter l'esthétique et le rugissement des armes. Perfectionner la chorégraphie de l'ordre serré. Se mesurer au risque et à l'effort gratuit. Dégager aussi, gradés en tête, sans respect excessif pour la tranquillité des bourgeois, la vertu des filles et le mobilier des auberges. Se distinguer. Mériter l'insigne d'un ordre dont le grand maître est un camarade sur le stade et un exemple dans le service. Ce sont là des joies fortes auxquelles un jeune mâle en bonne santé ne peut résister.

Dans une société industrielle bourgeoise et socialiste qui secrète l'ennui, l'homme de guerre, par son isolement et son insolence est bien le seul à porter une part de rêve.

À condition d'être lui-même, le soldat de métier exerce une fascination à laquelle même ses dénigreurs n'échappent pas. Mais qu'il s'abandonne au courant, à la faiblesse d'être ordinaire, qu'il dépose ses orgueilleuses prérogatives, il ne sera plus qu'un fonctionnaire de statut médiocre et méprisé.

Le privilège moral de l'armée réside tout entier dans une différence acceptée, entretenue, cultivée. Sa vocation est de veiller sur la Cité, même quand celle-ci s'abandonne.

Plus la société change, plus l'armée évolue dans ses armements, sa stratégie ou son organisation, plus l'esprit militaire doit être renforcé. Il n'est pas seulement la réponse aux défis de la guerre, il est indispensable à la santé de la nation.

DOMINIQUE VENNER
Armée-nation, 1974.

Fonds de cantine

PAR JEAN MABIRE

Par la grâce d'un service militaire allongé, et du rappel des « disponibles », trois millions de jeunes Français ont participé à la guerre d'Algérie de 1954 à 1962. Beaucoup ont écrit. Revue de détail par l'un d'entre eux.

Quand j'ai lu *Nous avons pacifié Tazalt* (Laffont, 1957) de Jean-Yves Alquier, j'étais bien loin de me douter que tout juste un an plus tard, j'irais traîner mes rangers dans des coins aussi pourris. Ce petit bouquin sans prétention littéraire mérite de rester.

Tout premier témoignage, il embrasse finalement les divers aspects de cette guerre qui n'osait pas dire son nom. Le baroud, bien sûr, mais aussi la nécessité maoïste d'être comme poisson dans l'eau au milieu de la population. Un RPC, le RHP mais aussi une SAS (pas le Spécial Air Service, l'autre). Quelle expérience !

Cette nouvelle forme de guerre avait finalement été assez bien vécue et surtout très bien racontée par Jean-Jacques Servan-Schreiber dans *Lieutenant en Algérie* (Julliard, 1957). Pas du tout antimilitariste, le directeur de *L'Express*. Engagez-vous, rengagez-vous dans les « commandos noirs », comme aurait dit Roger Barberot, indéniable baroudeur de la France Libre qui passe huit mois en Algérie, de mai 1956 à avril 1957, à la tête d'une demi-brigade de rappelés. Il en ramène *Malaventure en Algérie* (Plon, 1957). On l'a dit gauchiste. Hubert Bassot, lui, était plutôt droitier. Son


DR

Un héraldique soleil de sable.

expérience quelque peu romancée du Grand Sud, *Les Silencieux* (Berger-Levrault, 1958) est certes du style « il sentait bon le sable chaud », mais encore lisible. Le cas d'Olivier Todd est plus intéressant. Il a servi au Maroc et il écrit dans *Le Nouvel Observateur*. Mais son récit *Une demi-campagne* sonne vrai (Julliard, 1957). Quel dommage de l'avoir réédité en 1973, sous le titre *Les Paumés*, et avec une préface du caporal météorologue Jean-Paul Sartre en prime. Todd, on le retrouvera en 1989. Patience.

En attendant, je suis rappelé comme lieutenant de réserve à l'automne 1958. Pourquoi cacher que je découvre alors le vrai visage de mon aventure en compagnie des extraordinaires albums de photos de Marc Flament : *Piste sans fin* (Pensée moderne, 1957) et surtout *Aucune bête au monde...* (même éditeur, 1959). Quand on voudra savoir ce que fut cette guerre, il faudra explorer les 35 000 clichés de celui qui prétendait n'être qu'un *« sergent humoriste »* et qui demeure le plus grand photographe de guerre de notre génération. S'il en est un qui a compris quel fut notre héraldique soleil de sable, c'est bien lui.

Libéré à l'automne 1959, après une année sur la frontière tunisienne, dont quelques mois à la tête d'un commando de chasse, j'ai l'impression d'avoir été trahi, moins que mes gars d'ailleurs, qui pour beaucoup laisseront leur peau. Alors un trait sur l'Algérie, la française, comme l'arabe. Les journaux de droite, de gauche et surtout du centre me soulèvent le cœur. Il est vrai que je n'avais pas vu beaucoup de journalistes dans le djebel. Seuls, quelques petits branleurs de *Bled* en béret noir. J'achète un jour, pour lire dans le train Cherbourg-Paris, *Au lieutenant des Taglaïts* de Philippe Héduy (La Table Ronde, 1960). Oh ! mon cœur. Dès la première page, j'avais trouvé un frère. Le sang, les larmes, la colère.

Il l'avait bien connu ce couple divin dont parlait Drieu à propos de Charleroi : *« le courage et la peur »*. Pas une ligne que je n'aurais signée, même si je le croyais très nationaliste français avant de le découvrir, comme moi, socialiste européen. S'il y a un bouquin et un seul qui soit digne du sacrifice de nos camarades, c'est celui-là et pas un autre.

La guerre n'en finissait pas de mourir. Les beaux soldats de métier et les petits gars du contingent crevaient dans des coins perdus. Et les fellouzes aussi, qui savaient se battre comme des hommes dans le soleil et dans la nuit. Ils payaient au prix fort le droit d'avoir une patrie.

Tandis que la guerre pourrit, paraissent deux livres qui semblaient appartenir à des

mondes différents, même s'ils racontent la même chasse à l'homme. Georges Buis, l'auteur de *La Grotte* (Julliard, 1961) a été colonel. Il « pantouflera » dans le journalisme. Et au *Nouvel Observateur* qui plus est ! Mais il connaît bien ces deux métiers. Thadée Chamski progresse à l'autre aile, la droite, pistolet-mitrailleur au poing. Capitaine au long cours et officier de renseignements dans un commando de la marine, il donne avec *La Harka* (Laffont, 1961) une image dure et vraie de cette guerre.

Où classer l'essai de Gilles Perrault *Les Parachutistes* (Le Seuil, 1961), à droite ou à gauche ? Petit livre ambigu sur la fascination du Mal. Mais que le diable qui chantait avec ce sous-lieutenant du 8e para colo était beau ! Il en restera toujours quoi qu'il dise et qu'il fasse, marqué au fer rouge.

Maintenant la guerre est morte. Les témoins ne se font plus égorger. Mais il reste des tisons rougeoyants sous la cendre des illusions perdues et des révoltes tenaces. Gérard Périot, docteur en droit, est parti comme volontaire, mais il a voulu rester simple soldat ; cela donne à son *Deuxième classe en Algérie* (Flammarion, 1962) une duplicité un peu acide. Richard Sünder, par contre, ne cache guère ses sentiments ; il s'est battu en Algérie, comme deux de ses frères. « Marsouin » d'une infanterie coloniale qui ne se disait pas encore de marine, il écrit avec *Jaseran noir* (Albin Michel, 1963) ce que furent la vie et la mort dans les commandos de chasse. Récit, roman, poème en prose, on ne sait où classer le *Max Skoda* (L'Esprit nouveau, 1965) de Jean-Jacques Rochard, un ancien du « Deux ». Étrange garçon qui incarne bien le romantisme impénitent de tout anarchiste de droite.

Une rafale de romans

Chaque année va désormais voir paraître au moins un livre sur la guerre d'Algérie. En 1965, *Pas même un caillou* (collection « Action ») de Pierre Montagnon, ancien du 2e REP et de l'OAS, tout juste sorti de prison. En 1966, *Les Hussards perdus* (collection « Action ») de Pierre Boissel, qui se nomme en réalité Michel Alibert. Cet ancien dragon para, alors en cavale, se camoufle en hussard pour écrire un beau roman, qu'il republiera sous son vrai nom et sous le titre *L'Escadron* (Albin Michel, 1989). Dommage que ce petit livre, tout de dureté et de tendresse, soit moins connu que celui du brillant journaliste Philipe Labro *Des feux mal éteints* (Gallimard, 1967). Entre 1960 et 1962, il avait vu à Alger beaucoup de choses qu'il restitue assez bien. On en fera plus tard un film à succès qui trahit tout du livre. La même année, Pierre Sergent, encore recherché par toutes les polices, écrivait à chaud *Ma peau au bout de mes idées* (La Table Ronde, 1967) Du 1er REP à l'OAS en passant par le putsch, un sacré itinéraire, dont Claude Tenne, *Mais le diable marche avec nous* (La Table Ronde, 1968) donnait l'autre version, celle du légionnaire parachutiste du rang, insurgé et pas résigné.

En 1968, pour le dixième anniversaire du 13 Mai, je publie *Les Hors-la-loi* (Laffont). D'autres événements se déroulaient alors.

Peu à peu, les anciens de Mai 68 vont rejeter dans l'ombre, et parfois dans une honte imposée, les anciens d'Algérie. On le voit bien avec des récits violemment antimilitaristes, comme le *R.A.S.* de Roland Perrot (Jérôme Martineau, 1970).

Les souvenirs, avec plus ou moins de bonheur, se transmuent en roman. Ainsi, *Le Lieutenant Verberie* (Fayard, 1972) de Bernard Touchais. Moins littéraire mais plus véridique est sans doute *Les Compagnons de Taberdga* (Nouvelles Éditions latines, 1973) de Richard Marillier, où les anciens peuvent revivre leurs propres (si on peut dire) souvenirs des commandos de chasse. Des militaires privés de baroud se veulent écrivains. Ainsi Pierre Hovette avec *Capitaine en Algérie* (Presses de la Cité, 1978) qui transforme en roman ce qu'il a connu comme officier du « Trois » de Bigeard en 1955 ; ou Jacques Abbenat avec *Le Commando noir* (même éditeur, 1979).

Par contre, c'est incontestablement la pure voie romanesque que choisit Vladimir Volkoff, qui ne se cache pas d'avoir été officier de renseignements. Il ressuscite l'Algérie dans sa talentueuse *Leçon d'anatomie* (L'Âge d'homme, 1980). Le commandant Pierre Pouget, lui, s'est toujours voulu un inclassable. Aussi, il s'acharne à brouiller les pistes. Pourtant, *Bataillon R.A.S. Algérie* (Presses de la Cité, 1981) camoufle en roman ce qui fut sans nul doute son expérience à la tête du *« plus pouilleux des bataillons d'infanterie »*, dont cet ancien de Diên Biên Phu sut faire une unité de choc. Il est dommage que Claude Klotz, l'auteur du roman *Les Appelés* (Jean-Claude Lattès, 1982) n'ait pas servi sous ses ordres ; nous aurions eu un bon guerrier plutôt qu'un bon écrivain, ce qu'il est indéniablement. Comme sent la poudre, en revanche, le roman de Pierre Leulliette *Les Parias* (Pygmalion, Gérard Watelet, 1985). Cet ancien de la demi-brigade des commandos parachutistes avait eu la curieuse idée de confier aux Éditions de Minuit son premier récit, *Saint Michel et le dragon* (1961).

Soldats politiques

Les années passent qui transmuent les souvenirs. Les anciens romancent de plus en plus leur expérience. Ainsi, l'officier de réserve Claude Jacquemart, qui servit à la Légion étrangère, revit avec *Chelia, duel dans l'Aurès* (Presses de la Cité, 1987) ses souvenirs de la « Treize ». Plus « bidasse » est l'image que donne Daniel Yonnet, ancien alpin, des combats sur la frontière tunisienne dans *La Marche des anges* (Jean-Claude Lattès, 1987). Ce côté bidasse, qui fut quotidien, à défaut d'être héroïque, est magnifiquement restitué par Jean-Claude Carrière avec *La Paix des braves* (Le Pré aux Clercs, 1989), petit chef-d'œuvre plein d'humour et dépourvu de rancœur. Combien artificiel apparaît à côté le grand machin d'Olivier Todd *La Négociation* (Grasset, 1989), qui veut prendre de la hauteur mais ne réussit pas à donner le grand roman que méritait le sujet. En revanche, la réunion, en 1992, sous un mauvais titre *L'Imposture algérienne* (Filipacchi), des lettres écrites de 1960 à 1962 par le sous-lieutenant Doly-Linaudière, constitue un extraordinaire document criant de colère et de vérité.

Avec quarante ans de recul, Dominique Venner, qui servit dans le 4e bataillon de l'arme bleue, sonne le rappel de ses souvenirs au pas chasseur. Certes, l'évocation de la guerre d'Algérie qu'il fait dans *Le Cœur rebelle* (Les Belles Lettres, 1994) est rapide, mais d'un ton qui ne trompe pas. Il fut des nôtres dès les premières rafales qui marquaient le début des « événements ». Cette éducation sentimentale d'un jeune homme de bonne race est aussi le seul livre où l'on puisse voir naître cette espèce zoologique rarissime dans notre pays : le soldat politique.

J. M.

Après un service militaire dans les paras, Jean Mabire fut rappelé comme lieutenant en octobre 1958 au 12e BCA sur la frontière tunisienne. Chef d'un commando de chasse, il fut démobilisé en octobre 1959. Cette expérience a nourri son roman *Les Hors-la-loi* (R. Laffont, 1968), réédité sous le titre *Commandos de chasse* (Presses de la Cité). Jean Mabire vient de publier le troisième volume de *Que lire ?*, soixante-dix portraits d'écrivains, 150 F. En vente à la Librairie Duquesne, 27 avenue Duquesne, 75007 Paris.

Oraison funèbre pour des régiments dissous

PAR PHILIPPE CONRAD

Un sur trois des régiments de l'armée de terre va disparaître, et parmi eux certains des plus chargés d'histoire. Leur origine remonte souvent au XVIIe siècle et parfois même avant. Regard nostalgique sur de grands drapeaux.

La professionnalisation des armées françaises va modifier considérablement la structure et l'esprit de nos institutions militaires. L'armée qui se profile, tout juste destinée à fournir une « force de projection » de cinquante mille hommes (réduite à quinze mille par les voix autorisées du commandement) aurait-elle pour vocation, dans l'esprit de ses promoteurs, que de fournir les supplétifs nécessaires d'un « nouvel ordre mondial » dominé par les Américains ? On ne sera guère surpris, dans ces conditions, que les dissolutions de régiments prévues dans les années à venir (le tiers de l'armée de terre) touchent indistinctement certaines des unités les plus prestigieuses de notre histoire. Dans une armée qui entend privilégier la « technologie » (avec étalement des livraisons et priorité donnée à l'exportation sur l'équipement des forces nationales), au sein de laquelle un plan de carrière bien conçu passe davantage par les cabinets ministériels ou le Service d'information et de relations publiques des armées que par le commandement d'unités de combat devenues rarissimes, la mémoire des gloires et des sacrifices passés ne peut guère peser lourd. À une époque qui attend des militaires la conception de guerres à objectif « zéro mort », le souvenir des exploits et des sacrifices qui ont permis l'existence de la France ne peut qu'entretenir un orgueil national devenu anachronique pour les « citoyens du monde » de seconde zone que les Français sont fermement invités à devenir. On peut cependant, en guise d'oraison funèbre, rappeler quelques-uns des hauts faits accomplis par certains des régiments qui seront les victimes du nouveau cours des choses, dans un pays dont l'existence n'a pas cessé de s'identifier, au fil des siècles et sous tous les régimes, avec son armée.

– **3e Régiment d'Infanterie.** Issu des bandes de Piémont, l'un des « quatre vieux » régiments de la première armée royale (1567), il participa à toutes les campagnes de l'Ancien Régime et s'illustra durant les guerres napoléoniennes à Gênes, Austerlitz et Wagram. Engagé à Verdun, il est décoré de la croix de guerre 1914-1918.

– **8e Régiment d'Infanterie.** Régiment d'Austrasie créé en 1776. Il combat en Belgique durant les campagnes de la Révolution, s'illustre ensuite à Hohenlinden, Friedland et Solferino. Engagé à Verdun, sur la Somme, dans les Flandres et dans la seconde bataille de la Marne. Son drapeau est décoré de la croix de la Légion d'honneur 1914-1918 et de la croix de guerre 1914-1918 avec six palmes.

– **23e Régiment d'Infanterie.** Créé en 1644, a pris le nom de Royal-Infanterie en 1663. Son drapeau rappelle les exploits accomplis à Zurich sous Masséna, à Wagram, à Magenta, et sur l'Aisne en 1917. Il est décoré de la croix de la Légion d'honneur 1914-1918 et de la croix de guerre 1914-1918 avec six palmes.

– **24e Régiment d'Infanterie.** Régiment de Brie, créé en 1775. Il participe aux guerres de la Révolution et de l'Empire. Il combat sur la Marne en 1914, en Artois l'année suivante et sur l'Aisne en 1918. Il a reçu la fourragère de la croix de guerre 1914-1918.

– **27e Régiment d'Infanterie.** Créé en 1616 sous le nom de régiment de Villeroy, devient régiment du Lyonnais en 1635. Il participe à toutes les campagnes des règnes de Louis XIV et de Louis XV, à la guerre d'indépendance américaine, aux campagnes de la Révolution et de l'Empire, à celles de Morée et de Crimée, à la guerre de 1870 et aux combats du premier conflit mondial, notamment à Verdun, ce qui lui vaut la croix de guerre 1914-1918.

– **41e Régiment d'Infanterie.** Créé en 1634, il est devenu régiment de la Reine en 1661. Il participe à toutes les campagnes de l'Ancien Régime et à celles de la Révolution. Dissous

en 1803, recréé en 1820, il est engagé dans la conquête de l'Algérie, la campagne d'Italie et la guerre franco-allemande de 1870. Présent en Artois et sur la Marne, il y obtient la croix de guerre 1914-1918.

– 99e Régiment d'Infanterie. À la fois héritier du Royal-Deux-Ponts créé en 1757 et de la 24e demi-brigade d'infanterie légère constituée en 1796. Marengo, Wagram, la Moskowa, Verdun, la Malmaison et la résistance des maquis de l'Ain sont inscrits sur son drapeau, décoré de la croix de la Légion d'honneur en 1863 et de la croix de guerre 1914-1918.

– 151e Régiment d'Infanterie. Créé en 1813, a combattu au cours de la campagne d'Allemagne de Napoléon et durant toute la Première Guerre mondiale, qui a vu son drapeau décoré de la croix de guerre avec quatre palmes et de la Médaille militaire. Il fut commandé en 1935 par le futur général de Lattre de Tassigny.

– 1er Régiment de Chasseurs Parachutistes. Issu des 601e et 602e groupements d'infanterie de l'air créés en 1937, c'est la plus ancienne unité parachutiste française. Devenu en 1943 le 1er RCP, il combat dans les Vosges, dans la poche de Colmar sous les ordres du futur général Faure, en Indochine et en Algérie. Son drapeau est décoré de la croix de guerre 1939-1945 et de la croix de guerre des théâtres d'opérations extérieures.

– 4e Régiment d'Infanterie de Marine. Créé en 1854 il a pris en 1900 le nom de 4e régiment d'infanterie coloniale. Engagé à Sébastopol et en Indochine sous le Second Empire, il s'illustre en 1870 à Bazeilles, lors de l'épisode fameux des « dernières cartouches ». Engagé de nouveau en Indochine, puis au Maroc, il participe ensuite à la Première Guerre mondiale et s'illustre sur la Marne en 1914, en Champagne l'année suivante, puis dans les Balkans. Il est décoré de la croix de guerre 1914-1918.

– 6e Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine. Créé en 1948 sous le nom de 6e bataillon colonial de commandos parachutistes, puis devient 6e bataillon de parachutistes coloniaux en 1951. Il est sous les ordres du lieutenant-colonel Bigeard quand il est engagé à Diên Biên Phu. Reconstitué en 1956 sous le nom de 6e régiment de parachutistes coloniaux, il participe aux combats d'Algérie sous les ordres du colonel Romain-Desfossés et devient en 1958 le 6e RPIMa. Il est décoré de la croix de guerre des TOE avec cinq palmes.


DR

Cuirassier et trompette (au sol) du 1er régiment, ci-devant Colonel-Général, lors de la grande charge d'Eylau, le 8 février 1807, au cours de laquelle le général d'Hautpoul fut mortellement blessé.

– 1er Régiment de Cuirassiers. Régiment étranger créé en 1631, a été admis au service français en 1635 et a pris en 1657 le nom de Colonel-Général. Il a participé à toutes les campagnes de la Monarchie et à celles de la Révolution et de l'Empire. Son étendard porte les noms de Jemmapes, Austerlitz, Eylau, la Moskowa... Il est décoré des croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945.

– 3e Régiment de Cuirassiers. Créé en 1645, il prend le nom de Commissaire-Général en 1654. Il est de toutes les campagnes de la Monarchie, de la Révolution et de l'Empire. Il s'illustre durant la guerre de 1870 et gagne la croix de guerre 1914-1918.

– 4e Régiment de Cuirassiers. Créé en 1643, prend le nom de la Reine en 1666. Marie-Thérèse, Marie Leszczynska et Marie-Antoinette en furent les colonels en titre. Il participe à toutes les campagnes, de la guerre de Trente Ans à la Révolution. Il fait partie de la glorieuse armée de Sambre et Meuse, victorieuse à Fleurus en 1794. Il est à Wagram et à Dresde, participe à la guerre de 1870 et son engagement sur l'Aisne, en Champagne et en Argonne vaut à son étendard d'être décoré de la croix de guerre 1914-1918.

– 1er Régiment de Dragons. Créé en 1636. Devenu Royal-Dragons en 1668, il est issu des dragons étrangers du Roi recrutés en Allemagne et constitue l'un des quatorze « vieux corps » de Louis XIV. Il participe aux campagnes de l'Ancien Régime, de la Révolution et de l'Empire puis aux guerres franco-allemandes de 1870-1871, 1914-1918 et 1939-1945. Il est décoré des croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945.

– 2e Régiment de Dragons. Créé en 1635 sous le nom d'Enghien-Cavalerie, devient Condé-Cavalerie en 1646 puis Condé-Dragons en 1776. Il fut commandé par le vainqueur de Rocroi et resta la propriété des princes de Condé jusqu'à la Révolution. Après les campagnes des XVIIe et XVIIIe siècles, il combat sur tous les fronts dans les armées de la Révolution et de l'Empire. Il participe à la « croisade » du duc d'Angoulême en Espagne en 1823, à la guerre franco-allemande de 1870, aux deux guerres mondiales et à la guerre d'Algérie.

– 3e Régiment de Dragons. Créé en 1649 sous le nom d'Enghien pour l'un des fils du Grand Condé, il prend celui de Bourbon en 1686. Il est de toutes les guerres de Louis XIV et de Louis XV. Devenu 3e régiment de dragons en 1791, il participe aux campagnes de la Révolution et de l'Empire puis à l'expédition d'Espagne de 1823, ainsi qu'aux guerres franco-allemandes de 1870, 1914-1918 et 1939-1945.

– 3e Régiment de Chasseurs. Créé en 1675 sous le nom de Du Fay-Dragons, est l'un des « quatorze vieux corps » de Louis XIV. Il deviendra en 1788 le régiment des chasseurs de Flandres puis le 3e régiment de chasseurs à cheval en 1791. Il participe aux guerres de Louis XIV et de Louis XV, fait partie de l'armée de Sambre et Meuse, puis des forces engagées en Irlande en 1798. Sous le Consulat et l'Empire, il combat en Italie, en Allemagne et en Russie. Sous la Restauration, il est envoyé en Espagne en 1823 et en Morée deux ans plus tard. Engagé dans la pacification de l'Algérie, il combat en 1870 et durant la Grande Guerre. Les noms de Jemmapes, de Wagram et de l'Yser ornent son étendard.

Ph. C.

ENTRETIEN AVEC LE GÉNÉRAL GALLOIS

QUESTIONS SUR L'ARMÉE DE MÉTIER ET LA DISSUASION NUCLÉAIRE

Aviateur, combattant de la Seconde Guerre mondiale, chargé des études stratégiques au QG européen de l'Otan, le général Gallois s'est affirmé à travers de nombreuses études comme l'un des principaux théoriciens français de la dissuasion nucléaire. Partisan en son temps d'une armée de métier, il répond librement à nos questions.

ESH : Quel regard portez-vous sur les projets de réforme de l'armée française ?

Général Gallois : La transformation de l'appareil militaire français s'inscrit dans un cadre général caractérisé par la suppression des tensions qui régissaient les rapports entre les sociétés libérales d'un côté, et communistes de l'autre. Nous assistons à l'Est comme à l'Ouest à une réduction de l'arsenal nucléaire et des forces traditionnelles. Ces bouleversements justifient que la France engage une réflexion.

– Justifient-ils l'abandon d'une part importante de nos moyens nucléaires ?

– Nos dirigeants ont cru bon de supprimer le plateau d'Albion, ainsi que les engins nucléaires à courte portée (Hadès), et de limiter le nombre des sous-marins. En raison de l'émergence possible en Asie de nouvelles grandes puissances, je déplore l'abandon du plateau d'Albion et de ses missiles, que des unités aériennes à capacité nucléaire ne remplaceront pas. Le divorce entre l'avion piloté et le nucléaire se manifestera de plus en plus. Par ailleurs, l'avion est vulnérable sur son aérodrome. En ce qui concerne l'Hadès, le principe d'un engin terrestre mobile reste valable pour sa mobilité et par sa capacité à neutraliser les forces terrestres traditionnelles. Pendant la guerre du Golfe, l'engin à courte portée que les Irakiens tenaient des Russes resta la seule arme que les Américains ne purent ni détecter ni détruire. On a expliqué pour justifier la disparition de l'Hadès qu'il menaçait le territoire allemand ; mais pourquoi ne pas le déployer, sous contrôle français, aux frontières de l'Europe ? Les sous-marins enfin jouissent d'une réputation d'invulnérabilité : mais s'ils devenaient vulnérables, le délai de remplacement laisserait désarmée l'Europe future.



SIPA PRESS

Le général Pierre Gallois.

– Qu'en est-il des forces conventionnelles ?

– Le gouvernement a choisi de supprimer le service national, qui fournissait 50 % des effectifs des trois armes, et de mettre l'accent sur la « projection à distance ». Dans la précédente loi de programmation, on prévoyait de projeter ainsi des effectifs très importants, sans souci de la logistique, des nécessités d'une couverture aérienne sur les lieux de débarquement, ni de l'entretien de cette force à distance de la métropole. Aujourd'hui, l'on n'envisage plus de projeter que 30 000 hommes, ce dont la France n'a pas davantage les moyens.

La question se pose de savoir si les opérations de cette nature sont prévues dans un cadre interallié. L'opération en Irak avait été rendue possible parce que les États-Unis avaient fourni la logistique. Nos soldats avaient été placés sous un commandement étranger, pour participer à une opération contraire aux intérêts de la France. La même histoire s'est répétée sous une autre forme en Yougoslavie, où nous avons eu une soixantaine de tués, trois cents blessés, et combattu nos anciens alliés serbes, pour finalement faire antichambre à Dayton tandis que l'Amérique réglait le sort de la Yougoslavie. De quoi rester dubitatifs sur l'intérêt et la possibilité de ces forces de projection à distance… Tant que l'intérêt restera français, ne s'opéreront que des projections mineures en effectifs et en armement. Elle ne deviendront plus importantes que pour défendre, sous commandement étranger, des intérêts étrangers.

– On peut supposer que vous pensez aux Américains ?

– Ils auront demain du fil à retordre dans le Pacifique, avec la Chine et le Japon, et entendent donc conserver sous leur influence deux zones relativement faibles : l'Europe, qu'on amène à s'ouvrir sous prétexte d'échanges commerciaux et de sécurité, et le monde islamique, avec son milliard d'habitants. C'est pourquoi les États-Unis jouent – même en Bosnie – la carte de l'Islam.

– Le service national disparaissant, êtes-vous favorable à une armée de métier ?

– J'en suis depuis longtemps partisan pour son efficacité, mais la situation se prêtait mieux à cette réforme voilà trente ans. Aujourd'hui, elle risque d'avoir de graves inconvénients, en raison de la carence du système éducatif et du poids de l'immigration, le service militaire ayant pu servir de creuset de la citoyenneté. Cette immigration créera un handicap pour plusieurs générations. Peut-être ensuite deviendra-t-elle un avantage, mais il s'agira alors d'une autre France que celle que nous avons connue et que nous sommes en train d'enterrer.

PROPOS RECUEILLIS PAR ADRIEN BROCARD

L'association « Soutien à l'Armée française » que préside le colonel (CR) Louis de Saint-Simon a publié une plaquette *Inquiétudes pour l'avenir de l'armée française* qui résume les préoccupations des milieux militaires. ASAF, 138 boulevard Haussmann, 75008 Paris. Tél. : 01 42 25 48 43.

Le recours aux traditions

PAR HENRI DE WAILLY

Comment recruter les volon-ires d'une armée de métier ? epuis quelques siècles, les nglais ont trouvé la solution. Ils iltivent la tradition. Ce serait ›ut-être le moment pour l'armée ançaise d'y songer. Réflexions ›ur une révolution culturelle.

792. La nation en danger. Carnot décide « l'amalgame » : les cinquante-cinq – régiments de la monarchie – d'Angou-›is à Picardie – disparaissent, fondus avec nouvelles recrues dans l'anonymat d'unités nérotées. Du système métrique à l'égalité ique, la raison triomphe et les traditions it rompues. Le système survivra aux ›rres de l'Empire et durera – dans son prin-e – jusqu'à aujourd'hui. L'armée française, ipée de son passé, ne sera plus une armée tradition.

Vers 1880, dans l'intention de redonner iésion à l'armée ébranlée par la défaite et querelles politiques, le Service historique tera d'établir une filiation entre d'anciens iments monarchiques et des unités en servi-Les « quatre vieux » et les « quatre petits ux » reprendront soi-disant du service, mais



DR

Royal-Auvergne Infanterie, porte-drapeau du 2ᵉ bataillon, 1786. Ce régiment fait partie des « petits vieux » constitués au XVIᵉ siècle. L'ancienne dénomination fut conservée jusqu'en 1792, après quoi on en fit des numéros. La croix blanche était le seul emblème commun à tous les régiments du roi. Chacun se distinguant par des couleurs placées différemment.

la greffe ne prendra pas, la tradition de la République étant de ne pas en avoir.

Cette volonté est politique : l'amalgame, ce n'est pas simplement celle des troupes. « Le régiment », comme on dit, est aussi le creuset de la nation. L'uniforme ignorant les cultures, les religions et les opinions politiques, l'unité militaire, c'est aussi l'unité du pays. Malgré les péripéties – tirage au sort et rachat – le bourgeois y côtoie l'arpète et l'artisan le paysan. Ce fondement égalitaire imprime à chacun le sentiment concret d'une communauté nationale. L'union se prolongera dans les tranchées, les stalags et les djebels, dans la gloire comme dans la honte, mais tous ensemble. Jamais l'intégration des classes et des races n'aura été aussi sincère que dans l'armée française.

Cette égalité n'est pourtant pas un laminoir. Ceux qui servent aiment à se reconnaître. Ils se veulent même différents. Ils disent qu'ils ont des traditions. Les chasseurs boivent dans leurs cors, les cavaliers *« À leurs femmes, à leurs chevaux et à ceux qui les montent »* et les coloniaux crient ensuite *« Nom de Dieu, vive la coloniale ! »* Les uns portent des tartes, d'autres ont les fesses bleues et ceux-ci ont des bérets rouges auxquels ils sont très attachés. Le soldat aime son couvre-chef *« de tradition »*, dit-il encore.

L'État, par contre, demeure indifférent à toute tradition « sacrée » : il déplace, supprime, remplace et recrée telle ou telle unité au gré de ses décrets. Tenue traditionnellement par les politiques en vague suspicion de pronunciamiento possible, l'armée est séparée de la société civile : au cours de sa carrière, un officier d'active servira dans quinze garnisons, dix à douze unités différentes et il changera de tradition comme on change de tunique : sa carrière, c'est dans une arme qu'il la fait, pas dans un régiment. Française, mais sans attachement ni à son long passé ni à ses garnisons, dès lors où sont ses traditions (1) ? Les traditions ? C'est un folklore pour les p'tits gars, les réservistes qui, eux, y croient. Les gens


SIPA

Modernité et tradition. La reine d'Angleterre lors d'une prise d'armes à l'école d'officiers de Sandhurst. Dans l'armée britannique, chaque régiment est enraciné dans sa région d'origine depuis plusieurs siècles. Il cultive des traditions immémoriales qui l'attachent au pays et constituent sa force dans la guerre.

d'active ne s'y trompent pas : pour eux n'existe qu'un esprit de corps avec ses plaisanteries, ses figures, son vocabulaire. Rien d'autre. Les traditions, affirme ce vieil officier, sont interchangeables. Mais savent-ils, les gens d'active, à quel point les traditions militaires sont indispensables aux civils ?

Service militaire et rites de passage

Aimé ou haï, « le régiment » est aussi un rite de passage de l'adolescence à l'âge d'homme et les filles préfèrent que l'on soit « bon pour le service ». Célébrer ce rite, s'en souvenir, c'est le rôle des anciens combattants qui sortent leurs médailles, leurs insignes et leurs calots à date fixe devant les populations. Gardiens sévères des « traditions », surtout s'il ont fait la guerre, ils ignorent qu'aucun texte, aucune instruction ne les a jamais régies et qu'elles n'existent, en réalité, qu'autant que durent leurs souvenirs.

Leur unité étant tout ce qu'ils ont connu, l'armée, pour eux, c'est elle, le 16e de ligne. Sapeurs, paras, chasseurs ou matelots, ceux qui restent attachés à leur arme se reconnaissent par leurs insignes, ces marques de leur communion. L'armée, à juste titre, en profite. Ce folklore est un outil. Pour assimiler ses inscrits, leur donner la fierté de leur arme, chaque chef de corps invente à son tour des rites. Commémorations, prises d'armes, remises de fanions, d'insignes (2), visites de salles d'honneur, défilés : au cours de cérémonies aux liturgies rigides, les hommes saluent le drapeau. Est-ce aussi une « tradition » ?

« *La tradition*, déclare un officier du boulevard Saint-Germain, *c'est très important pour le recrutement. Un régiment est une famille. L'appartenance à une arme passe par une "image de marque" associée à "la tradition". Celle-ci repose sur une légende, des figures, des rites. Chaque régiment a une salle d'honneur et sa visite entre dans le cycle des formations.*

– Réglementairement ?

– Pas du tout. Cela dépend du chef de corps. Celui-ci désigne, pour s'en occuper, un officier choisi pour sa compétence ou l'intérêt qu'il porte à l'histoire.

– Et s'il n'y en a pas ?

– Il désigne un volontaire. »

Ce qu'on appelle la tradition n'est au total qu'un élément de cohésion, un ciment psychologique, un motif d'adhésion, une légende, une enluminure mais, en réalité, elle n'existe pas.

Une exception, celle de la Légion étrangère qui ne sert pas la nation mais se bat pour elle-même sous le drapeau français : « *Legio patria nostra* ». Issue du volontariat, elle dit « la régulière » en parlant de l'armée de conscription. Née après la Révolution, la Légion a ses dieux et ses reliques (Danjou et sa main), ses liturgies (Camerone), ses rites particuliers (son pas !), ses chants, sa garnison permanente et – Dieu sait ! – ses légendes. Toutes ses traditions, inscrites dans ses textes, ne sont pas des chimères : elles possèdent un caractère intouchable. Sans elles, les engagés ne seraient que des mercenaires.

Les Anglais sont différents (3). Beaucoup disent qu'ils sont meilleurs. Ils l'ont plusieurs fois montré : ce sont de vrais professionnels soutenus par une vraie tradition. Malgré des drames historiques, des guerres interminables, des crises économiques, l'armée anglaise poursuit une histoire unique, sans fracture ni exclusions : chez elle pas d'amalgame, pas de rupture, pas de ces grandes condamnations collectives qui ont chez nous, périodiquement, ébranlé l'armée.

Les traditions dans l'armée britannique

En Angleterre, chaque régiment est local. Il est enraciné, demeurant installé là où il fut créé, voici quelquefois quatre siècles. Des traditions immémoriales y ont été modelées dans la troupe et dans les familles, une manière d'être avec ses expressions, une culture écrite et des signes invisibles aux non-initiés. Chose incroyable pour un Français, un régiment britannique n'est pourtant jamais opérationnel. Formé de trois brigades, généralement dispersées, il les délègue à des divisions qui, à la guerre, rassemblent les éléments de régiments différents. Un soldat fait ainsi sa carrière dans un seul régiment mais il sert dans l'armée anglaise. La permanence des traditions consacrées par la durée, enracinées dans une région et sa population ne sont donc pas un quelconque habillement folklorique, un faux-nez dont on peut changer mais une donnée intrinsèque de la vie de soldat. Il en fut ainsi chez nous. Réflexion.

Troupe technique ou corps d'élite, être soldat n'est pas seulement servir des armes. C'est aussi accepter un désintéressement et, éventuellement, le sacrifice. Un soldat, sinon, n'est qu'un technicien, un gérant ou un milicien. C'est dans les leçons du passé qu'il puise sa grandeur caractéristique, pas dans les fluctuations de l'événement présent. La tradition, c'est beaucoup plus que des signes.

Et puis, l'armée, par sa présence, témoigne aux yeux de la population d'une obligation absolument vitale, celle de se défendre en cas d'agression. Son rôle est donc aussi d'apparaître, de rappeler que la menace fait partie de notre existence. Si spécialisée qu'elle devienne, elle ne peut pas s'isoler. L'armée, par nature, doit inspirer confiance et – pourquoi pas ? – envie. Elle doit être présente, et brillamment. Professionnelle ? Elle se séparerait du pays si elle négligeait l'opinion et la culture commune.



Cavalier du corps de la Gendarmerie de France, Maison du Roi, au XVIIIᵉ siècle. Gravure de Chéreau. Gendarmerie de France tire son nom des compagnies de gens d'armes montés du XVᵉ siècle. Elle fut ·ée par Louis XIV qui souhaitait étendre le recrutement de la Maison du Roi aux roturiers. Ce corps ·lite qui participa aux guerres de Louis XIV et de Louis XV fut dissous par Louis XVI en 1787. Il ne doit · être confondu avec la maréchaussée, simple police des campagnes, qui usurpa le nom prestigieux de la ·ndarmerie après 1790.

L'armée reste un fondement du pays : ·st à Bouvines que la France prit conscience ·lle-même, à Valmy que s'imposa la Répu·que, à Verdun qu'elle se sauva. De la reddi·n de Metz (1870) à l'abandon des harkis ·962), il y eut aussi des pages honteuses ·is, dans tous les cas, l'armée fut la nation. ·s souvenirs, ce sont les nôtres. Il est essen·l que cette cohésion se poursuive. L'héritage · *« trop important pour être confié aux ·litaires »*. D'ailleurs ils nous l'ont montré : ·tradition, ce n'est pas leur affaire. Pros, ils ·ivent la confier à des pros.

L'armée, quel que soit son avenir, a devant elle un gros problème de communication à résoudre. Problème très sérieux d'image, d'abord. De l'adjudant Ramollo aux tortionnaires d'Alger, le lourd passé de la conscription et les missions policières font encore peser sur elle le poids d'un antimilitarisme latent. Il faudra le corriger.

Avec la fin d'une conscription qui l'encombrait, l'armée retourne à ses sources. Elle redevient une société technique avec ses hiérarchies, ses valeurs, ses besoins et ses objectifs. Ses problèmes de recrutement. À ce

ÉLOGE DU SERVICE MILITAIRE

Le service militaire, obligatoire et universel, est inséparable de la notion même de République, c'est-à-dire de la communauté que forment les citoyens d'une même nation. Avant d'être un devoir, il est un honneur. Confier à un homme une arme est la plus grande preuve de confiance qu'un pays puisse témoigner. Le risque du sang constitue un pacte à nul autre semblable entre les hommes.

On peut adapter la forme et la durée du service, on ne peut discuter le caractère sacré de l'institution militaire dans une société.

Il ne s'agit pas en un tel domaine d'utilité, d'organisation technique ou économique de la défense, mais d'une question de principe.

Comme il est obligatoire pour tous les enfants de savoir lire, écrire et compter, il est tout autant nécessaire que chaque adolescent sache se servir d'un fusil, en étant pleinement conscient de la responsabilité qu'implique la possession, l'entretien et l'usage d'une arme.

Une armée uniquement professionnelle aboutirait à faire du métier militaire une profession comme une autre. Loin de constituer la menace d'une armée putschiste, elle fabriquerait une armée mercenaire, aveuglément aux ordres de qui la paye.

L'officier d'une armée de métier perd totalement son pouvoir d'éducateur qui reste plus que nécessaire dans un pays où les autres institutions comme l'École ou l'Église traversent une grave crise d'identité.

Il n'est de nation, dans le monde dangereux où nous vivons toujours, que si la défense n'est pas déléguée à des fonctionnaires spécialisés mais placée entre les mains de tous ceux qui la constituent.

Après tant d'autres démissions, l'idée que le risque suprême puisse être évité par la majorité des citoyens sonnerait le glas de la communauté nationale et de la virilité individuelle.

Le service militaire n'a bien entendu de sens que s'il redevient obligatoire et universel, avec un examen draconien des cas de réforme et de sursis.

Le maintien du service national est une exigence qui permettrait d'ailleurs à celui-ci de se transformer dans une optique de modernité, d'efficacité et, pourquoi pas d'enthousiasme.

JEAN MABIRE

titre, elle doit apparaître. Comment ? Quand ? À quels titres ? C'est toute la question.

Étant donné telle armée, située dans tel contexte, constituée de telles unités, stationnées dans telles garnisons, responsables de telles missions, comment concevez-vous une stratégie à très long terme pour l'ensemble de l'institution ? Comment concevez-vous une stratégie particulière à chaque ligne de produit, c'est-à-dire à chaque unité ?

Dans cette optique professionnelle – justement professionnelle – les traditions conjointement repensées par le SHA et des gens du privé ont un rôle essentiel à jouer : supports d'image contemporaine, seules, de « nouvelles traditions » – qui n'ont pas toutes à être nécessairement passéistes –, permettront l'identification des unités menacées, sans elles, d'anonymat à court terme. Comprises par les populations actuelles, elles devront étonner, parler à tous de puissance, de confiance, de rigueur et d'oubli de soi. Rites, calendriers et lieux de ses apparitions, la richesse sémantique des « futures traditions » est considérable. Le concepteur s'épanouit à l'évocation d'une masse d'émotions possibles. Il se réjouit de travailler sur cette friche.

Guérie de son enfermement, réconciliée avec son époque, il est temps qu'abandonnant ses habitudes de bricolage, l'armée séduise l'opinion, l'électorat, les masses, la population, la nation, de quel nom qu'on nomme la France. Performances, mais aussi communication, fierté, élan populaire : l'armée a beaucoup à faire avant de renaître aux yeux des Français. Les traditions sont là pour cela.

H. de W.

Henri de Wailly est historien. Il a publié plusieurs ouvrages, notamment *Crécy, autopsie d'une bataille* (Lavauzelle, 1986), *De Gaulle sous le casque* (Perrin, 1990), et *La victoire évaporée, Abbeville, 1940* (Perrin, 1995).

---

1. Sauf « La Royale », la bien nommée, ancrée pour des raisons techniques dans une région déterminée : le Bagad de Lann-Bihoué est unique.

2. Ces insignes, souvent modifiés, dessinés le plus souvent au hasard des mess ou des camps correspondent à un besoin. Théoriquement soumis à l'approbation du Service historique, ils demeurent fréquemment fantaisistes. Joie des collectionneurs et richesse des cantines, ils sont tout sauf héraldiques et tout sauf des logotypes, cet art difficile ignoré du soldat. L'insigne dit « de tradition » relève souvent davantage du rébus que de la symbolique.

3. L'armée allemande, au passé impressionnant, n'a rien conservé, pour des raisons évidentes, de sa récente histoire, mais elle sut fonder de nouveaux rites en se rattachant aux souvenirs de son grand fondateur, Frédéric Ier. À signaler le sens esthétique et graphique de l'armée germanique : dans l'architecture et la symbolique, la nôtre en manque cruellement.

UNE VIE DE MOUSQUETAIRE

Le « vrai » chevalier d'Artagnan, Charles de Batz, est né au petit château familial de Castelmore, village de Lupiac, dans le Gers. La date de sa naissance (vers 1615) est imprécise, les registres de paroisse ayant été perdus pour la période de 1610-1620. Son grand-père, Jean de Montesquiou, servait comme enseigne aux gardes d'Henri IV sous le nom d'une terre de la famille : d'Artagnan. L'une de ses filles, Françoise, épousa un marchand de Lupiac : Bertrand Batz-Castelmore. Leur troisième enfant, Charles, « monta » tout jeune à Paris. C'est lui qui inspirera Alexandre Dumas. Après deux combats singuliers, il entre en qualité de cadet au régiment des gardes du cardinal de Richelieu, dans la compagnie de M. des Essarts, beau-frère du sieur de Troisville, autre Gascon et capitaine aux mousquetaires. À la fin de l'année 1643, le cadet passe aux mousquetaires. Il n'en sortira plus.

En 1656, lors de la dissolution provisoire des mousquetaires décidée par Mazarin, il devient capitaine aux gardes. Le Gascon échappe de peu à la mort à la bataille de Stenay et va servir pendant trois ans dans les Flandres sous Turenne. En janvier 1657, Mazarin reconstitue les mousquetaires, dont il donne le commandement honoraire à son neveu Philippe Mancini, mais il en confie le commandement effectif à d'Artagnan, le 28 mai 1658, avec le grade de sous-lieutenant. En 1659, il accompagne le jeune Louis XIV qui se rend à Saint-Jean-de-Luz pour y chercher sa future épouse, Marie-Thérèse. Il est à la tête de la première compagnie lors de



Portrait du vrai d'Artagnan (vers 1615-1673). Charles de Batz, chevalier d'Artagnan, fut engagé à la 1ère compagnie de mousquetaires du roi en 1643 et y resta jusqu'à sa mort.

l'entrée solennelle, à Paris, de Louis et Marie-Thérèse, le 26 avril 1660, après leur mariage.

Le dimanche 4 septembre 1661, Louis XIV, dans son logement au vieux château des ducs de Bretagne, à Nantes, mande le lieutenant d'Artagnan sous prétexte d'examiner le rôle de sa compagnie. En fait, il lui donne l'ordre écrit d'arrêter Nicolas Fouquet, surintendant des finances, accusé par Colbert, son ennemi mortel, de dilapider le trésor royal.

Lors de la démission du duc de Nevers, le 15 janvier 1667, d'Artagnan reçoit le commandement de la compagnie avec le titre de capitaine-lieutenant.

Le 1er mai 1673, Louis XIV quitte Saint-Germain pour mener avec Condé et Turenne la guerre en Hollande. Le roi dirige personnellement le siège de Maestricht. La tranchée est ouverte le samedi 17 juin mais les assiégés se défendent bien, l'affaire est difficile. Les mousquetaires y font merveille. Au matin du dimanche 25 juin 1673, les « gris » reçoivent l'ordre de prendre un ouvrage fortifié. D'Artagnan qui a donné la nuit précédente à la tête de sa compagnie, n'est pas « de jour ». Néanmoins, il ne songe pas à décliner l'honneur de se battre. Il part donc à l'assaut en tête de ses mousquetaires. L'ouvrage est pris. Lorsque les assaillants se comptent après le combat, d'Artagnan manque à l'appel. On le cherche et on finit par trouver son corps très en avant des lignes, la gorge traversée par une balle de mousquet.

On doit le récit des circonstances de cette mort à Winston Churchill. Dans son ouvrage consacré à son aïeul, le duc de Malborough, il publie une lettre adressée en 1673 à Lord Arlington, ministre des Affaires étrangères : *« Les mousquetaires donnèrent des preuves d'une valeur extrême ; on n'en vit jamais reculer un seul. Il en fut tué un grand nombre et ceux qui restèrent avoient tous leurs épées faussées des coups qu'ils avoient donnés et sanglantes jusqu'aux gardes. »*

D.V.

Livres



Le paléolithique inférieur et moyen en Europe
par Marcel Otte

En matière de préhistoire, les acquis de ces dernières décennies sont considérables. C'est en s'appuyant sur ces avancées scientifiques que Marcel Otte dresse un tableau impressionnant de l'aventure qui a conduit, de l'Atlantique à l'Oural, les hommes de la préhistoire à notre culture européenne. En un cheminement d'un million d'années, on voit s'affirmer voies d'expansion, modes de vie, types d'habitat, économie et systèmes de valeurs, maîtrise du feu, organisation sociale, réseaux d'approvisionnement.

Le livre de Marcel Otte, destiné aux chercheurs, se veut aussi un outil méthodologique à l'intention de ceux qui ont vocation de préhistorien. Ce n'est pas là son moindre mérite.

Armand Colin. 360 pages, 180 F.

P. V.

Famine et approvisionnement dans le monde gréco-romain
par Peter Garnsey

De la cité athénienne à Rome, devenue centre et cœur d'un empire méditerranéen, on change de proportion, au plan quantitatif, en ce qui concerne les nécessités du ravitaillement. Pourtant on retrouve dans les deux cas des liens étroits entre les impératifs de l'approvisionnement urbain et les vicissitudes d'un pouvoir politique. Avec, en arrière-plan, le poids d'une paysannerie sans laquelle la pénurie, puis l'éventuelle disette cèdent vite le pas au spectre de la famine. Les civilisations urbaines de l'Antiquité reposaient bien, en dernière instance, sur le labeur quotidien des paysans.

Les Belles Lettres. 500 pages, 250. F

P. V.

Clovis, un roi européen
par Béatrice Chevallier

En cette année Clovis, bien des ouvrages ont été écrits ou réédités qui se proposent de retracer l'histoire du plus célèbre représentant du lignage mérovingien, le premier qui reçut le baptême dans l'orthodoxie du concile de Nicée. L'un des plus intéressants, œuvre de Béatrice Chevallier, risquerait de passer inaperçu à cause de sa date tardive de parution (septembre 1996). Ce livre mérite cependant l'intérêt du public, auquel il se recommande par plusieurs qualités. Les premières sont négatives : ce n'est pas un livre à thèse qui chercherait à plaquer une théorie anachronique sur le personnage de Clovis ou qui prétendrait, de manière réductrice, déchiffrer la période mérovingienne à l'aide d'une clé de lecture unique ; ce n'est pas davantage un ouvrage commercial, écrit en hâte pour paraître à point nommé. Il se recommande de surcroît par ses qualités positives : il s'agit d'une très bonne vulgarisation universitaire, qui unit la clarté à la précision, alliance rare qui satisfera aussi bien les lecteurs en quête d'un ouvrage abordable que ceux qui veulent pouvoir disposer d'informations précises et de première main. L'auteur a travaillé et enseigné plusieurs années à l'université de Princeton, aux États-Unis, sous la direction du professeur Peter Brown, qui est à l'heure actuelle le plus grand spécialiste de la fin de l'Antiquité : Béatrice Chevallier nous fait donc partager les plus récentes découvertes du séminaire de Peter Brown, qui enrichissent son ouvrage, notamment dans le domaine archéologique et lui permettent de porter un regard synthétique sur le monde mérovingien, bien replacé dans son contexte (ce qui est rarement le cas), c'est-à-dire dans le cadre de la Méditerranée romaine, en ce VIe siècle qui est une sorte d'été indien de l'Antiquité tardive.

Signalons en outre deux remarquables ouvrages qui sont actuellement les meilleures synthèses sur l'histoire mérovingienne : Eugen Ewig, *Die Merowinger und das Frankenreich*, 2e édition revue et mise à jour, Stuttgart, 1993 (Verlag W. Kohlhammer, Urban-Taschenbücher, Band 392, 26 DM) et Ian N. Wood, *The Merovingian Kingdoms 450-751*, Londres, 1994 (Longman Editors, £ 18,99).

Éditions Brépols. 220 pages, 100 F.

Ph. B.

Charlemagne raconté aux enfants
par Pierre Riché

Alain Decaux et Georges Duby avaient inauguré cette collection où des historiens de renom s'adresseraient à un public âgé de huit à treize ans. C'est au tour de Pierre Riché, médiéviste réputé, de leur conter l'histoire de Charlemagne. L'empereur à la barbe fleurie – il est aussi patron des écoliers – prend peu à peu figure devant les jeunes lecteurs. Une chronologie, une généalogie, un glossaire, des cartes et de nombreuses illustrations viennent enrichir le texte.

Perrin. 130 pages, 139 F.

M. M.

Initiation à l'histoire de l'Église
par Philippe Tourault

Ambitieuse entreprise que celle d'une histoire de l'Église des origines à Jean-Paul II en 380 pages. Professeur d'histoire moderne à l'université catholique de l'Ouest, Philippe Tourault a réalisé un travail estimable qui eut gagné à ne pas être seulement une histoire pieuse. Le parti pris du livre fait que se trouve édulcoré tout le contenu profane de l'histoire de l'Église, tout ce qui fait d'elle une institution de puissance en lutte contre les autres puissances et contre l'usure du temps. Par ailleurs, certains anachronismes sont irritants. Avancer que les maires du palais des rois mérovingiens n'étaient que de *« simples maîtres d'hôtel ou majordomes »* est peu sérieux. Au VIIIe siècle, un majordome n'est pas un employé de maison, c'est un *major domus*, l'équivalent d'un Premier ministre. À ces réserves près, le plan chronologique suivi par l'auteur offre d'utiles repères.

Perrin. Index, 382 pages, 138 F.

G. C.

La Révolution dans ses œuvres
par Jean-Pierre Brancourt

C'est un ouvrage résolument iconoclaste que nous propose Jean-Pierre Brancourt, historien du droit, pour analyser les diverses dérives de l'idéologie victorieuse de 1793. Le calendrier révolutionnaire et la toponymie nouvelle imposée par les fondateurs de la République, la confusion générale qui s'impose alors en matière d'éducation, les tentatives de religion civique sont successivement analysées, ce qui permet au lecteur de découvrir divers aspects méconnus des folies de l'époque. L'hostilité à la religion et aux traditions des Français, la déification de l'homme-citoyen ou la guerre au monde entier pour lui imposer la « liberté » de la dictature terroriste, tout cela est exposé avec une érudition qui n'exclut pas l'humour.

P.S.R. éditions. 296 pages, 130 F.

Ph. C.

La fête républicaine
par Olivier Ihl

Dans un livre devenu un classique, Mona Ozouf avait mis en évidence l'importance du phénomène festif dans la mythologie de la Révolution française. Olivier Ihl reprend et élargit ce champ d'investigation en s'interrogeant sur le sens de la « fête républicaine », en particulier dans le cadre de la IIIe République. Commémoration citoyenne ? Culte patriotique ?

AFFAIRE TOUVIER : LA CONTRE-ENQUÊTE

Entretien avec Jean-Claude Valla

Enquête sur l'histoire : Votre livre sur l'affaire Touvier se présente comme une contre-enquête. Pourquoi ?

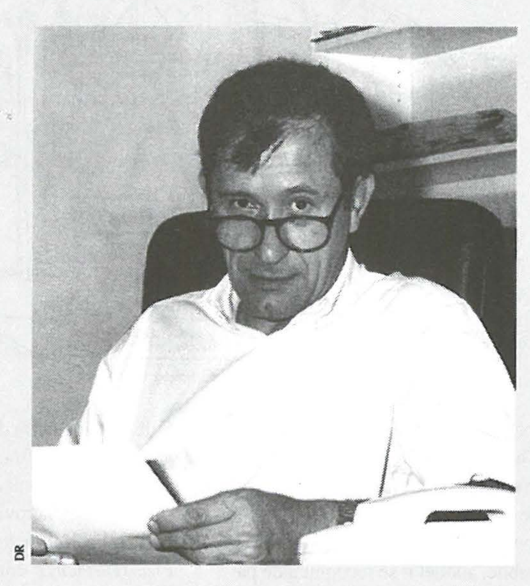
Jean-Claude Valla : On a écrit tellement de contre-vérités ou d'approximations sur cette affaire qu'il m'a paru nécessaire de tout reprendre à zéro. Il se trouve que je connaissais bien le sujet pour avoir étudié depuis plus de vingt ans l'histoire de Lyon sous l'Occupation. C'est en 1972 que j'ai fait mon premier article dans *Historia*. Il était consacré à Klaus Barbie. En 1975, j'ai publié un autre article sur Paul Touvier dans le numéro hors série consacré à la Milice. François-Xavier de Vivie, alors rédacteur en chef de la revue, savait que j'étais originaire de Lyon et que je m'intéressais à ces sujets. Ces deux articles ont été le point de départ de mes recherches.

– Vous aviez, je crois plusieurs projets de livres, dont un sur l'affaire de Caluire ?

– Effectivement. Sur l'arrestation de Jean Moulin dans la banlieue de Lyon, le 21 juin 1943, je crois pouvoir apporter des révélations qui feront beaucoup de bruit, car les coupables ne sont pas ceux que l'on désigne habituellement. Mais, comme vous pouvez vous en douter, le sujet est délicat à aborder. J'attendrai le moment propice pour sortir cette « petite bombe ». J'ai un autre livre en chantier : il s'agit d'une volumineuse histoire de Lyon (septembre 1939-mai 1945), abondamment illustrée pour laquelle j'ai retrouvé et réuni quelque cinq cents photos. Mais le projet est tellement ambitieux que je n'ai pas encore trouvé d'éditeur prêt à prendre le risque financier d'une telle publication. Peut-être serai-je amené à le découper en plusieurs volumes distincts. La matière est très riche, car Lyon fut pendant la guerre la vraie capitale de la France. Tout cela pour vous dire que je connais bien le contexte historique de l'affaire Touvier.

– Vous parliez de contre-vérités...

– On a accusé Touvier de tous les crimes possibles et imaginables. Dans la foulée de Jacques Derogy qui a lancé l'affaire dans *L'Express* du 5 juin 1972, la presse s'est déchaînée. Je me souviens de *L'Echo-Liberté*, un quotidien lyonnais aujourd'hui disparu, écrivant que Paul Touvier était *« un de ceux qui s'étaient juré de précipiter l'humanité dans le chaos et la barbarie »*. L'égal d'Hitler, en quelque sorte ! Or, après tout ce tintamarre médiatique, seuls onze crimes ont fait l'objet de plaintes dûment déposées et, sur ces onze crimes, dix ont fait l'objet d'un non-lieu définitif. C'est ainsi que Touvier a été mis hors de cause dans l'assassinat de Victor Basch, qui constituait l'une des plus graves accusations portées contre lui. Finalement, l'ancien milicien n'a été jugé que pour l'exécution à Rillieux de sept prisonniers de la Milice en représailles à l'assassinat de Philippe Henriot. Et encore a-t-il fallu, pour le faire condamner que la justice se livre à ce qu'Edgar Morin a appelé des *« tripatouillages juridiques »*.


DR

Jean-Claude Valla.

– Vous faites allusion aux définitions successives du « crime contre l'humanité » ?

– Oui. Les instigateurs de l'affaire auraient souhaité que Touvier comparaisse devant les assises en tant que fonctionnaire d'un « État pratiquant une politique d'hégémonie idéologique ». À travers lui, c'était Vichy qui aurait été jugé pour « crime contre l'humanité ». Mais la Cour de cassation n'a pas voulu qu'il en soit ainsi , car il s'agissait à tout prix d'éviter que René Bousquet, ancien secrétaire général à la police de Vichy et ami personnel de François Mitterrand, puisse être déféré à son tour devant un tribunal. Ne pouvant deviner que Bousquet allait être assassiné par un illuminé, elle s'est empressée de donner une nouvelle définition très restrictive du « crime contre l'humanité », si bien que Touvier a été jugé et condamné comme simple complice des Allemands.

– Les Allemands ont-ils vraiment exigé des représailles pour la mort de Philippe Henriot ?

– Je le pense. Il y a en tout cas un faisceau de présomptions. Mais ce qui est scandaleux, c'est que les parties civiles et le parquet aient pu soutenir successivement et avec la même vigueur deux thèses radicalement opposées. Pendant l'instruction, ils ont prétendu que Touvier avait agi à Rillieux de sa propre initiative, puis, devant les assises, ils ont soutenu qu'il avait exécuté un ordre des Allemands. Cette volte-face suffit en elle-même à jeter le discrédit sur le procès. Mais il y a eu bien d'autres tours de passe-passe juridiques peu dignes d'un État de droit.

PROPOS RECUEILLIS PAR GUY CHAMBARLAC

Jean-Claude Valla : *Affaire Touvier : la contre-enquête*, Société UFIR, Éditions du Camelot et de la Joyeuse Garde, 5, rue Fondary, 75015 Paris. 320 pages, plus de 120 photos et documents, 177 F (port compris).

Liturgie civique ? Tout cela à la fois, comme on le voit dans les cérémonies officielles et les réjouissances populaires liées au 14 Juillet. Ainsi, la distribution des drapeaux à Longchamp, le 14 juillet 1880, marquera-t-elle, dix ans après 1870, la volonté de lier sentiment national et fidélité républicaine. L'un des aspects les plus intéressants de cet ouvrage est consacré à l'enracinement de la fête républicaine dans le cadre villageois. La fête s'affirme, à cette échelle, pleinement communautaire.

Gallimard. 402 pages, 180 F.

P. V.

Joachim et Caroline Murat

par Michel Lacour-Gayet Préface de Jean Tulard

L'auteur nous propose un destin lié, celui de la moins navrante des sœurs de Napoléon Ier, Caroline, et du cavalier Murat fait « Joachim Ier, roi de Naples et de Sicile » par décret du 15 juillet 1808. À son mariage, Murat avait pour témoin Bernadotte. Deux vies à mettre aussi en parallèle. Car si le premier parvint à se détacher de l'Empereur et à fonder une dynastie en Suède, le second ne put y parvenir à Naples. Murat fut passé par les armes le 13 octobre 1815, sur l'injonction de l'ambassadeur d'Angleterre. Caroline lui survécut jusqu'en 1839. Michel Lacour-Gayet écrit en chroniqueur. Sa connaissance et sa sympathie pour le couple Murat donnent un accent de vérité à son récit qui est fort bien enlevé.

Perrin. 384 pages, 148 F.

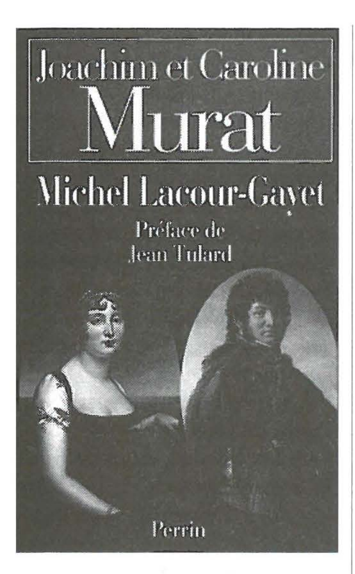
J.-J. B.

Le feld-maréchal von Bonaparte

Considérations sur les causes de la grandeur des Français et de leur décadence

par Jean Dutourd

Une idée brillante, beaucoup plus profonde qu'il n'y paraît. Si Louis XV n'avait pas acheté la Corse aux Génois, Napoléon serait né Autrichien et aurait fini feld-maréchal d'Empire, garant de la vieille Europe des Rois... Par cette fable spirituelle, Dutourd tord le cou à la légende de la « marche de l'histoire » à laquelle depuis deux siècles philosophes et idéologues



ı'ont eu de cesse de se référer : *· L'histoire ne sait jamais où elle va ıu moment où elle s'accomplit. À oute minute, son chemin peut ›ifurquer* [...] *Elle n'a ni fatalité ni norale, en quoi elle ressemble à la ıature.* » Jean Dutourd a trempé sa ›lume dans l'encrier d'Antoine de Rivarol.

'lammarion. 180 pages, 99 F.

M. M.

listoire le la Restauration 1814-1830

ıaissance de la France ıoderne

›ar Emmanuel de Varesquiel et Benoît Yvert

En aval des Lumières, en amont ›e la révolution industrielle, la Restauration réussit le tour de force ›e dresser tous les partis contre elle. nsupportable aux fils de 89, irritante u regard des ultraroyalistes, ıéprisée des historiens sous la III[e] République, elle endura sans guère 'arbitrer la querelle des classiques et es romantiques, autrement dit, des ɔyalistes et des libéraux. Au terme 'une solide démonstration conçue omme une redécouverte, Emmanuel e Waresquiel et Benoît Yvert ttribuent son échec aux ıterprétations antinomiques absolutiste ou parlementaire – u'autorisa la Charte octroyée en 814. Tout en soulignant la dette de État moderne à l'égard de ces seize nnées, *« moment anglais de histoire politique française »*, où rit place le premier régime semi-béral, sinon libéral, de notre istoire.

errin. 499 pages, 159 F.

E.V.

Philippe Henriot

par François-René Nans

Écrite par un sympathisant, la première biographie, très pointilliste, d'un des dirigeants de la Collaboration. Professeur de lettres, orateur vedette de la Fédération nationale catholique à partir de 1925, élu à la députation en 1932 et 1936 comme représentant de la Gironde, Philippe Henriot s'illustra à la Chambre comme l'un des ténors de la droite. Rallié au maréchal Pétain dès 1940, il rejoignit à partir de 1943, les ultras de la collaboration. Ayant adhéré à la Milice, il fut nommé secrétaire d'État à l'Information dans le dernier gouvernement Laval. L'influence de ses chroniques à Radio-Paris lui valut d'être assassiné le 28 juin 1944.

En suivant minutieusement Henriot en 1943 et 1944, François-Henri Nans ne cache rien de l'atroce guerre civile qui alors déchira la France. Mais on aurait pu souhaiter une étude plus critique de l'impasse où Philippe Henriot s'était engagé et qui justifia cette opinion de Mauriac : *« Il savait bien qu'il se sacrifiait »* et ce jugement (en 1973) d'Henry Frenay *« Il était convaincu, désintéressé, courageux »*.

Éditions Godefroy de Bouillon. Notes, annexes, index, bibliographie, 510 pages, 185 F.

J.-P. A.

Toulouse, 1940-1944

par Jean Estèbe

Il peut être utile, d'un point de vue historique, de prendre le cas particulier d'une ville ou d'une région pour étudier – en quelque sorte à la loupe – l'impact des événements généraux d'une période sur un échantillon limité de population. On découvre ainsi comment une ville comme Toulouse réagit, entre 1940 et 1944, comme beaucoup d'autres villes de France mais aussi avec ses spécificités, cette « identité toulousaine » à laquelle l'auteur consacre des pages novatrices, basées sur une documentation en partie inédite.

Il est d'autant plus dommage qu'il ne sache pas toujours résister à la tentation de biaiser son analyse historique par des interprétations partisanes.

Perrin. 360 pages, 149 F.

P. V.

NOUVELLES PARUTIONS

Rome et le droit, par Michèle Ducos (Livre de Poche, inédit Histoire). Les sources du droit à Rome, famille et société, propriété et testament, etc.

Dictionnaire des Francs, par Pierre Riché, avec la collaboration de Patrick Perin (Bartillat, 159 F). L'histoire des Mérovingiens, sous forme d'un dictionnaire historique alphabétique.

Les dieux des Vikings, par Jean Renaud (Ed. Ouest-France, 244 pages, 120 F). Portrait des dieux germaniques et pratiques religieuses des anciens Scandinaves. L'auteur dirige le département d'études nordiques à l'université de Caen.

La chanson de Roland, par Michel Malfait (Godefroy de Bouillon, 90 F). Nouvelle adaptation abrégée du célèbre récit de Théroulde.

Chevaliers-paysans de l'an mil, par Michel Colardelle et Éric Verdel (Errance, Photos, 120 pages). À partir des recherches archéologiques effectuées sur le site exceptionnel du lac de Paladru (Grande Chartreuse), la naissance de l'âge féodal dans une communauté de libres paysans.

La vie du duc de Bourgogne, par l'abbé Millot (Communications et traditions, 80 F). Précepteur du duc d'Enghien à partir de 1778, l'abbé Millot dévoile derrière le petit-fils de Louis XIV l'influence de Fénelon, adversaire de la tradition royale.

Le secret du roi, tome III, *La revanche américaine*, par Gilles Perrault (Fayard, 576 pages, 150 F). Où l'on retrouve le service de renseignement créé par Louis XV en 1746 et que dirigea Charles de Broglie. Malgré la dissolution du service par Louis XVI (1774) entiché de transparence, les hommes restent en place. Pour venger la perte du Canada, ils inventeront La Fayette.

La chasse sous l'Ancien Régime, par Philippe Salvadori (Fayard, 462 pages, 140 F). L'étude la plus complète jamais consacrée à la chasse du XVI[e] au XVIII[e] siècle, son droit, ses rites, ses fonctions, le gibier. Histoire d'un art et d'une passion qui ne sont pas morts en 1789.

La Tour d'Auvergne, par François Moal (chez l'auteur, BP 213, 29270 Carhaix, 250 F). La biographie de ce descendant d'une famille de très ancienne noblesse gagné aux idées de la Révolution qui en fit un héros.

L'angle gardien de Bonaparte, le colonel Muiron, par Jean-Luc Gourdin (Pygmalion, 432 pages, 139 F). Sans lui, pas de Napoléon, pas de premier Empire ! Jeune officier d'artillerie, il s'attache au jeune capitaine Bonaparte qu'il sauvera sur le pont d'Arcole en y laissant la vie. Une biographie fouillée dans une époque passionnante.

Béring, Kamchatka-Alaska 1724-1741, par Jean Mabire (Glénat, 300 pages, 120 F). La vie et les incroyables aventures d'un explorateur danois au service de Pierre le Grand. Pour tous les amateurs de navigation.

Préface de la Phénoménologie de l'esprit, par Hegel (GF Flammarion). Initiation par lui-même à la pensée du célèbre philosophe.

Généalogie de la morale, par Frédéric Nietzsche (GF Flammarion). Nouvelle édition de cet ouvrage célèbre qui résume la critique nietzschéenne du judaïsme et du christianisme.

Les conséquences politiques de la paix, par Jacques Bainville (Godefroy de Bouillon, 100 F). Préfacée par le professeur Soutou, réédition du livre fameux qui prophétisa les conséquences néfastes du traité de Versailles et la Seconde Guerre mondiale.

Robert Le Vigan, désordre et génie, par Claude Beylie et André Bernard (Pygmalion, 250 pages grand format, photos, 129 F). La biographie d'un acteur attachant qui se vit frappé d'opprobre pour avoir été l'ami de Céline et avoir prêté sa voix à Radio-Paris sous l'Occupation.

L'Héritage d'Athéna, les racines grecques de l'Occident, par Yvan Blot (Presses Bretonnes, 150 F). Brillant essai très documenté sur l'helléno-christianisme comme religion de l'Europe, une religion de l'incarnation.

Les Amish sans légende, par Anne Rolland-Licour (Michalon, 191 pages, 90 F). La secte qui a préservé en plein XX[e] siècle le mode de vie d'avant la machine. Écologie et pacifisme.

Une vie d'avocat politiquement incorrect, par Henri-René Garaud (Plon, 269 pages, 110 F). Itinéraire professionnel et grands procès d'un avocat qui n'est pas seulement celui de la légitime défense.

Les Arabes dans l'histoire, par Bernard Lewis (Champs Flammarion, 260 pages, index). Des origines à la guerre du Golfe, naissance, déclin et crises d'une civilisation dominée par l'Islam. Indispensable.

Ribbentrop
par Michael Bloch

Auparavant, Michael Bloch s'était intéressé à Édouard VIII, duc de Windsor, que Ribbentrop avait approché du temps de son ambassade à Londres. La biographie du ministre des Affaires étrangères du IIIe Reich est une illustration du genre dit « à l'anglo-saxonne ». Il prend son sujet à sa naissance en 1893 dans une petite ville de garnison de Westphalie, et le conduit jusqu'à sa mort, en 1946, dans la prison de Nuremberg. Entre-temps, il reconstitue chronologiquement les différentes étapes de sa carrière, mais malheureusement n'épargne au lecteur aucune notation psychologique. Il le voit surtout comme *« un personnage falot »*, *« une créature totalement captive et obéissante »* que, pour ces raisons seulement, Hitler aurait propulsé en 1938 à la tête de la diplomatie allemande.
Plon. 528 pages, 179 F.

M. M.

Stefan Zweig, l'ami blessé
par Dominique Bona

Stefan Zweig, né à Vienne en 1881, connut la célébrité de son vivant. Traducteur de Verhaeren, de Baudelaire, de Verlaine, de Rimbaud, biographe de Marie Stuart, de Marie-Antoinette, de Fouché, ami de Rilke, de Joyce, de Wagner, de Paul Valéry, de Jules Romains, il fut l'un des derniers représentants de cette Europe cosmopolite dont la Première Guerre mondiale allait sonner le glas. En 1934, il s'embarquait pour Londres. En 1940, il décidait de quitter l'Europe et gagnait le Brésil, d'où, en 1942, en proie à un pessimisme noir, il mettait fin à ses jours. Dominique Bona, après des biographies consacrées à Romain Gary, aux sœurs Hérédia, à Gala Éluard-Dali, s'attache à retracer l'itinéraire de l'écrivain autrichien. Avec beaucoup de sensibilité, elle tente d'expliquer le cheminement inéluctable de l'auteur d'*Amok* vers le suicide.
Plon. 360 pages, 139 F.

V. T.

La dernière chance de l'Algérie française
par Philippe Bourdrel

Ce livre, au titre équivoque, est pour l'essentiel basé sur des archives de Robert Lacoste, député socialiste SFIO, ministre résident en Algérie de février 1956 à mai 1958. Il n'apporte pas de révélations sensationnelles si on le compare aux *Dossiers secrets de l'Algérie* de Claude Paillat, dont le tome deux (publié en 1962) couvre la période 1954-1958. Il est par ailleurs dommage de rencontrer autant d'erreurs de noms propres ou de noms de lieux.

Le titre du livre s'explique mal, sauf si on le rapproche de quelques lignes d'une trop courte conclusion, qui reprend une accusation souvent formulée sur la responsabilité des Européens d'Algérie dans l'échec des réformes entre 1956 et 1958. En réalité dès janvier 1956, les communautés d'Algérie (européennes comme musulmanes) étaient privées de toute représentation ou expression légale. Le gouverneur général Soustelle avait dissous l'Assemblée algérienne, et Robert Lacoste aggrava cette situation en supprimant les municipalités pour les remplacer par des « délégations spéciales ». L'Algérie fut alors placée sous le régime militaire. Les pieds-noirs sont devenus des pions manipulés par plus puissants ou plus influents qu'eux.

Tout acteur et témoin de l'histoire plaide inévitablement pour sa propre cause, c'est ce qu'a fait Robert Lacoste dans les notes et documents que Bourdrel prend trop facilement pour argent comptant.
Albin Michel, 350 pages, 120 F

J.-P. A.

Les loups de Saint-Pierre
Les Secrets de l'attentat contre Jean-Paul II
par Jean-Marie Stoerkel

Le 13 mai 1981, place Saint-Pierre, à Rome, au milieu de la foule des fidèles, trois ou quatre coups de feu avaient retenti, puis le pape s'était brusquement écroulé, grièvement blessé. La police était parvenue à arrêter l'un des tireurs, sur le lieu même de l'attentat. Ali Agça, de nationalité turque, avait, selon ses dires, agi pour le compte des services secrets bulgares, eux-mêmes actionnés par le KGB. C'était la fameuse « piste bulgare », dont l'opinion internationale allait se satisfaire. Pour Jean-Marie Stoerkel, journaliste à *L'Événement du jeudi*, elle n'avait pas de véritable fondement. Mais sa propre enquête ne permet pas de percer l'énigme.
Plon. 335 pages, 135 F.

M. M.

Inoubliable Albanie
Souvenirs d'un temps difficile (1966-1968)
par Émile Guinard

Titulaire d'un diplôme d'albanais, l'auteur s'était vu proposer en 1966 un poste de chancelier à l'ambassade de France à Tirana. Entraînant femme et enfants, il était parti passer quatre années au « pays des aigles ». L'Albanie d'Enver Hodja venait de rompre ses relations avec l'URSS et ne s'appuyait plus que sur le « grand frère chinois », alors en pleine Révolution culturelle. Le récit d'Émile Guinard fourmille d'anecdotes sur les aberrations de la bureaucratie communiste et les contorsions auxquelles, en vertu d'exigences « diplomatiques », les représentants des légations occidentales devaient se plier. On frémit aux souffrances du peuple albanais sous un pareil régime.
Godefroy de Bouillon (15, rue François-Bonvin, 75015 Paris). 160 pages, 100 F.

V. T.

L'épopée des chemins de fer français
par Arthur Conte

Les Français ont été, avec les Anglais, les pionniers du rail. C'est certes outre-Manche que l'idée de combiner le tracteur à vapeur et le roulement sur des rails en fonte a germé. Mais la mise au point de la chaudière que l'on adapte sur les locomotives revient à un Français, Marc Seguin. Et c'est ce même ingénieux personnage qui sera à l'origine de la première ligne de chemin de fer qui reliera dès 1834 Saint-Étienne à Lyon. Arthur Conte restitue avec brio les premiers pas de l'aventure ferroviaire, emmêlant son récit de témoignages de contemporains. Lamartine et Hugo sont d'ardents défenseurs du chemin de fer. Dumas est plus réticent : *« Il se peut que ce soit une merveilleuse invention pour les commis voyageurs et les porte-manteaux, mais c'est à coup sûr la ruine du pittoresque et de la poésie. Je préfère la diligence. »*
Plon. 414 pages, 129 F.

V. T.

Salut à Kléber Haedens
par Étienne de Montety

Féru de rugby, de bel canto, de tauromachie, de cinéma, de cuisine et de bons vins, Kléber Haedens comptait au nombre des rassurantes forces de la nature dont le premier amour tient à la joie de vivre. Aussi, rien d'étonnant à ce qu'il eût goûté les *Souvenirs* de Léon Daudet comme un élixir, et ses coups de gueule comme l'alcool de la prose. Dans une subtile évocation, Étienne de Montety évoque le lien unissant Kléber et le Gros Léon, celui-là désireux *« non pas* [d']*imiter mais* [d']*égaler son aîné »*. Une remarque toutefois : *L'été finit sous les tilleuls* ou *Adios* valent tous les romans (réserve faite du *Voyage de Shakespeare*) de Daudet. Chef de corps des jeunes hussards, Blondin, Nimier et Déon, Haedens sut leur intimer l'impératif catégorique de *« la lucidité cruelle »* à l'encontre des beaux messieurs et belles dames de la littérature officielle. Il est vrai qu'en ce domaine son *Histoire de la littérature française* avait déjà fait place nette.
Grasset. 250 pages, 119 F.

E.V.

Le Front national à découvert
par Pascal Perrineau et Nonna Meyer

L'émergence du Front national peut être considéré comme l'événement politique majeur des années 80-90. À ce titre, il intrigue les politologues qui y trouvent un objet d'études et de recherches.

Ce livre est la réédition d'un ouvrage paru en 1989. Aussi, la plupart de ses analyses auraient eu besoin d'être actualisées, notamment les cartes qui ne reflètent pas les élections (présidentielles et municipales) de 1995.

De plus, le « phénomène Le Pen » est a priori traité avec une partialité qui va parfois jusqu'au dénigrement. On sent cependant à travers divers jugements (René Rémond, Pierre-André Taguieff, Guy Birenbaum) que les spécialistes ne voient plus dans le Front national une simple résurgence des ligues factieuses d'avant-guerre, mais un phénomène moderne et complexe mordant de plus en plus, la crise aidant, sur un électorat populaire d'où le développement du « gaucho-lepénisme ». Certains politologues avaient cru en 1984 à quelque chose d'éphémère (comme le poujadisme). Manifestement, c'est une éventualité aujourd'hui abandonnée.
Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques. Index et copieuse bibliographie, 368 pages, 80 F.

J.-P. A.

Le dico de l'argot fin de siècle
par Pierre Merle

Observateur multirécidiviste de la « branchitude » (un succulent *Lexique du français tabou*), grand travailleur de l'oreille-qui-traîne, épingleur de la phraséologie superlativement correcte, Pierre Merle fait ici le point de l'argot dernier cri. Fin limier de la langue non-livresque, il a poussé bien des portes. Des plus « hospitalières » aux plus glauques, des bistrots auverpins rue de Lappe aux cités banlieusardes. Résultat de la collecte ? Une effervescence langagière fortement démarquée des argots de Vidocq et Jésus-la-Caille, mâtinée de verlan (*« gage dédale » : « dégage de là »*), de franglais (*« parler cash » : « parler sans détour »*), d'urgence-qui-n'attend-pas (*« feu follet » : « vendeur pressé venant proposer à la sauvette sa came chaude »*), de galanterie (*« jouer le fils de la repasseuse » : « se dit, dans le milieu des filles, d'un type qui passe et repasse sans se décider »*). Un rien précieux, sacrément précis : à lire sans tarder pour ne pas avoir l'air d'un cave.

Le Seuil. 431 pages, 120 F.

E. V.

Suicides : Histoire, techniques et bizarreries de la mort volontaire
par Martin Monestier

Loué par Montaigne et Montesquieu, vilipendé par Diderot et Chateaubriand, le suicide continue d'échapper aux définitions des philosophes et des sociologues. Mais demeure dans l'esprit public comme une sorte de crime de lèse-société. Qu'il soit esthétique, passionnel, kamikaze, protestataire, préventif ou collectif, le suicide apparaît dans l'album fort complet de Martin Monestier pour ce qu'il est le plus souvent : la rencontre du drame et de la dérision. Intéressantes analyses de *« la mort comme seule délivrance de l'amour contrarié »* (l'archiduc Rodolphe et Marie Vetsera), et de la relation bouddhisme-mort volontaire (Mishima, Kawabata...), sujet admirablement traité naguère par Maurice Pinguet (*La mort volontaire au Japon*, Gallimard, 1984).

Le Cherche-Midi éditeur.
342 pages, 196 F.

E.V.

Les fleurs d'Ulysse
par Jacques Trémolet de Villers

Comme l'indique le sous-titre, *Les fleurs d'Ulysse* est un livre écrit *« pour célébrer la France »*. Évocation de personnages qui, chacun dans leur domaine, ont contribué à faire ce pays : rois (Saint Louis, François Ier...), hommes politiques de la République, poètes ou écrivains (de Rabelais à Brasillach, en passant par Musset), saints, savants, peintres, musiciens, et même un avocat (Berryer). L'ouvrage est placé sous le patronage de Simone Weil avec cette citation : *« De remède il n'y en a qu'un, donner quelque chose à aimer aux Français et leur donner d'abord à aimer la France, de telle façon qu'elle puisse être aimée avec toute l'âme »*.

Dominique Martin Morin. 265 pages, 142 F.

M. M.

Dictionnaire des intellectuels français
sous la direction de Jacques Julliard et Michel Winock

Un gros volume, un index de plus de 4 500 noms, les biographies de centaines de personnalités, un recensement (partiel) de lieux d'engagement (ligues, clubs, etc), de production (édition), de diffusion (presse), enfin une série d'événements productifs de pétitions, de l'affaire Dreyfus à la Bosnie. Entreprise ambitieuse conduite par deux représentants connus de la gauche universitaire. De fait, cet ensemble a le mérite d'offrir une source documentaire nullement négligeable, bien qu'en partie hémiplégique. Par exemple, on y cherchera vainement des notices sur l'intellectuel catholique qu'est Jean Madiran ou sur l'écrivain de l'enracinement qu'est Jean Mabire. Rien non plus sur la revue *Contrepoint* ni sur *Les Écrits de Paris* publiés depuis 1946. Rien encore sur les hebdomadaires *Minute* ou *Rivarol*. Qu'on les apprécie ou non n'est pas la question. De telles absences, alors que sont présentés d'innombrables bulletins de la gauche radicale, retire de la crédibilité à l'ouvrage. Certaines notices montrent une méconnaissance évidente du sujet. De ce point de vue, un Jean Butin eût été mieux qualifié pour rédiger la notice d'Henri Béraud qu'un Pascal Ory qui n'est pas au niveau. Tout n'est pourtant pas négatif. On trouve des informations honnêtes sur Gustave Le Bon, Georges Sorel, Raymond Abellio, les non-conformistes des années 30, Jacques Laurent ou Alain de Benoist. Au final, ce *Dictionnaire* est un bon reflet du climat politico-intellectuel dominant à la fin du XXe siècle.

Le Seuil. 1 280 pages, 250 F.

J.-P. A.

Dernière guerre balkanique?
Sous la direction du général Jean Cot

Dans une perspective de soumission aux décrets de l'ONU, témoignages et analyses sur quatre ans de conflits dans l'ex-Yougoslavie concluent à l'impuissance de l'Union européenne. Les auteurs soulignent que d'autres conflits du même ordre peuvent naître à l'avenir dans l'Europe orientale. Mais la solution est-elle, comme ils le suggèrent, dans une « ingérence humanitaire » légitimée par l'idéologie des droits de l'homme, masque facile de visées moins idéalistes ? Les droits à l'existence des communautés ethniques et historiques ne doivent-ils pas être également pris en considération ?

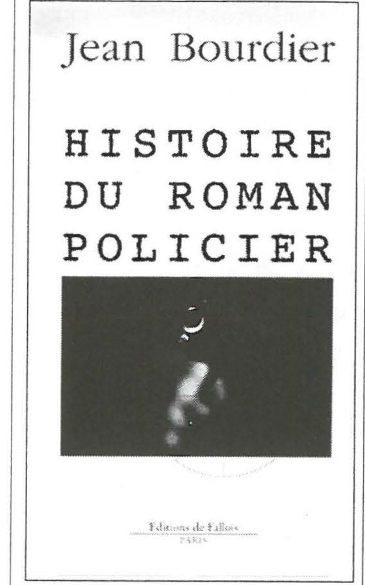
Pour en savoir plus sur le contexte historique et politique des conflits dans l'ex-Yougoslavie, on se reportera utilement aux très riches développements de Kosta Christitch, *Les faux frères, mirages et réalités yougoslaves* (Flammarion, 295 pages, 130 F). On lira aussi Vladimir Volkoff, *La crevasse* (De Fallois/L'Âge d'homme, 175 pages, 100 F) qui, sous la fiction d'un roman ficelé en virtuose, décrit le drame multiforme des Serbes de Bosnie, mieux que ne le ferait le plus savant des exposés historiques.

Fondation pour les études de défense.
L'Harmattan, 253 pages, 150 F.

Ch. V.

Histoire du roman policier
par Jean Bourdier

Brillant critique littéraire, écrivain à ses heures, Jean Bourdier raconte en fin connaisseur l'évolution du



roman policier depuis ses premiers praticiens au XIXe siècle – le sulfureux Edgar Poe, l'Anglais Wilkie Collins, meilleur ami de Dickens, ou le français Émile Gaboriau –, jusqu'à nos jours. Sherlock Holmes, Arsène Lupin, Rouletabille et leurs créateurs y tiennent une large place. Agatha Christie, Georges Simenon, Raymond Chandler, Dashiell Hammett, Léo Malet, Peter Cheyney, Patricia Highsmith, Boileau-Narcejac, P.D. James, Ed McBain, ADG, Manchette, John Dickson Carr et bien d'autres encore sont évoqués. Le cinéma et la télévision n'ont pas été oubliés. Non plus que les prestigieuses collections comme Le Masque, La Série noire, la Chouette, qui toutes ont contribué au succès du roman policier en France. Deux chapitres annexes sont consacrés au roman d'espionnage, le cousin germain, en quelque sorte, du polar. À ceux qui considèrent celui-ci comme un genre mineur, ce que laissait entendre Jean Paulhan critiquant Simenon, Jean Bourdier répond dans cette *Histoire* en citant comme témoins une foule d'écrivains incontestables. Borges, lui-même, pensait qu'en cette fin de siècle la littérature s'était réfugiée dans le roman noir.

De Fallois. 350 pages, 130 F.

M. M.

Pages réalisées par Jean-Paul Angelelli, Philippe Bernard, Jean-Joël Brégeon, Guy Chambarlac, Philippe Conrad, Macha Manski, Virginie Tanlay, Éric Vatré, Pierre Vial, Charles Vaugeois.



Vos réactions aux précédents numéros

Michel Déon

Merci pour ce superbe numéro autour de Clovis. La déclaration de Jospin est étonnante de mesure et de compréhension chez un homme qui donne trop souvent la mesure de son sectarisme. Vous réalisez avec ce magazine une œuvre considérable de clarification de l'histoire, ancienne et contemporaine, cette histoire que l'on est en train de nous réécrire unilatéralement.

Michel Déon,
de l'Académie française

Historienne

Je vous remercie d'avoir parlé de mon livre Le baptême qui a fait la France. De Blandine à Clovis *(Perrin). Pourtant le monde de votre pigiste est bien étroit. Il décerne éloges et reproches, mais parfois on se demande à quel titre. Ma méthode de travail ne se prête guère à la fantaisie ni aux « excès » : je ne fais confiance qu'aux seules sources que je rassemble, lis inlassablement en latin, et en général sur le document lui-même, n'étant pas toujours satisfaite des éditions. J'utilise à fond l'archéologie (que je pratique et que j'enseigne) et toutes sciences dites annexes. Je travaille dans la solitude et n'appartiens à aucune école. Le résultat de mon enquête historique suit les sources au plus près et mes bibliographies (relatives à mes contemporains) sont toujours fort courtes. C'est une tactique dangereuse en milieu universitaire, mais je ne suis pas carriériste. Vous pouvez me reprocher de traiter l'histoire du christianisme en Gaule, je l'ai fait à la demande de l'éditeur, et ai trouvé une grande satisfaction à la relecture des textes évangéliques.*

Renée Mussot-Goulard

Les deux races

*Je voudrais apporter une précision à l'article d'Alain de Benoist. La thèse selon laquelle l'élément franc serait à l'origine de la noblesse (*La querelle des deux races, *page 44), remonte bien au-delà de la fin du XVII*[e] *siècle et Charles Loyseau n'est pas le premier à l'avoir formulée. Elle est en effet, à tort ou à raison, constitutive de l'idée que la noblesse se fait d'elle-même depuis les origines, et elle resurgit à chaque fois que celle-ci voit ses privilèges menacés.*

C'est ce qui se produit, par exemple, au XIII[e] *siècle. Dans l'acte d'une confédération jurée, en 1247, par les hauts barons de France pour la ruine des justices cléricales en matière civile et criminelle, le droit de justice est en effet revendiqué comme étant le privilège des fils de ceux qui jadis conquirent le royaume.* « ... Nous tous, grands du royaume, considérant que ce royaume a été acquis non par le droit écrit et l'arrogance des clercs, mais à force de fatigues et de combats, en vertu du présent acte et de notre commun serment, nous statuons et ordonnons que, désormais, nul clerc ou laïque n'appelle en cause qui que ce soit devant le juge ecclésiastique ordinaire ou délégué, si ce n'est pour hérésie, mariage ou usure... que ceux qui, jusqu'à ce jour, sont devenus riches de notre appauvrissement, soient ramenés à l'état de la primitive Église, et que, vivant dans la contemplation, pendant que nous, comme il convient, nous mènerons la vie active, ils nous fassent voir des miracles qui, depuis longtemps, se sont retirés du siècle » *(cité par Augustin Thierry dans* Considérations sur l'histoire de France, *chapitre 1, pages 14 et 15, Furne, Jouvet et C*[ie]*, Paris 1866).*

Pierre Maugué

NB : Deux erreurs se sont glissées dans mon texte, *Nos ancêtres, les Germains*. La citation de Tacite, au bas de la page 48, n'est pas tirée de *Germania*, mais de la *Vie d'Agricola*, où une comparaison est faite entre la valeur militaire des Celtes de l'île de Bretagne et celle des Gaulois. Page 49, première colonne, troisième paragraphe, je parle d'un vocabulaire ayant trait à l'art *militaire* médiéval, et non pas d'un vocabulaire ayant trait à l'art médiéval.

À propos de Clovis

J'ai trouvé les multiples aspects de votre numéro sur Clovis très intéressants et se complétant heureusement. Il me paraît évident que l'opinion consistant à faire de Clovis le fondateur de la France est fausse historiquement. La France s'affirme sous les Capétiens et plus particulièrement sous Philippe Auguste avec sa victoire de Bouvines sur les impériaux.

Dans la plupart des publications sur Clovis, les origines et l'histoire des « Barbares » sont passées sous silence, ce qui n'est pas le cas dans votre dossier. Je vous signale à ce propos le livre de Georges Cerbeleaud-Salagnac, Les origines ethniques des Européens *(Perrin, 1992).*

René Escoffier

Guerre d'Espagne

J'ai lu avec plaisir le numéro de votre revue Enquête sur l'histoire *consacré à la guerre d'Espagne, dont j'ai pris connaissance par hasard. Il se trouve que je m'intéresse depuis de nombreuses années à cet événement, ayant souvent occupé les loisirs d'anciennes vacances à lire une collection de* L'Illustration *des années 1930 héritée de mes grands-parents. C'est ainsi que j'ai découvert la guerre d'Espagne et que, aimant ce pays, j'ai commencé à me passionner à mon tour pour les questions qu'elle soulevait.*

Depuis un an, une suite de circonstances a voulu que je m'y replonge à nouveau. À l'occasion du soixantième anniversaire du soulèvement nationaliste, le 18 juillet dernier, monsieur Bole-Richard, correspondant du Monde *à Madrid, a consacré un article bien documenté sur la guerre civile. Malgré ses qualités, cet article comportait des erreurs et « démonisait » à l'excès le camp nationaliste. Je venais de faire des observations dans ce sens au* Monde, *puis de me replonger dans* La guerre d'Espagne *de Hugh Thomas, quand j'ai découvert votre numéro. Le souci d'équilibre qui est le mien se rapproche de celui qui a inspiré le numéro de votre revue.*

Christian de la Vaissière,
Directeur de Recherches au CNRS

Franche-Comté

Dans la rubrique « Actualité de l'histoire *» du n° 16 de votre irremplaçable publication, concernant la guerre d'Espagne, il est écrit que, suite au siège de Dôle en 1636 par Condé, la devise franc-comtoise* « Courtois rends-toi, nenni, ma foi ! » *fut adoptée ; sans doute aurez-vous rectifié de vous-même, comme la plupart de vos lecteurs, dont je fais partie depuis votre premier numéro. Il s'agit de* « Comtois rends-toi, ... » *Cette petite erreur était bien entendu imputable à une coquille.*

Julien Pofilet